SENAT

Table alphabétique des Orateurs et Auteurs

SESSION ORDINAIRE DE 1955-1956.

A

Adam, sénateur provincial de Luxembourg.

Ann. — Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Exprime ses craintes devant les charges entraînées par l'assurance maladie-invalidité et la S.N.C.B. — compare les recettes et les dépenses et critique l'augmentation de la taxe professionnelle, pp. 218 à 221 (20 décembre 1955).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la suppression de certains bureaux de recettes des contributions directes — l'application de la taxe forfaitaire des revenus professionnels agricoles — la recevabilité des recours fiscaux transmis au greffe des cours d'appel par voie postale — le recours déposé par voie d'avoué, pp. 647 à 649. — Fait des observations; p. 654 (15 février 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la station de recherches pour l'amélioration de la pomme de terre, à Libramont pp. 821 à 822 (7 mars 1956).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, en matière d'imposition des revenus professionnels des époux. — Discussion générale. — Discours : Concernant les dispositions de l'arrêté, rappelle les conditions de l'instauration du cumul des revenus des époux—la discrimination entre les contribuables, l'article 1er de la loi, expose le but de ses amendements — parle des répercusions du projet au point de vue familial — répond à des remarques formulées par MM. Moureaux et Liebaert et parle de l'arrêté-loi du 14 décembre 1934, pp. 852 à 855 (8 mars 1956). — Discussion des articles. — Article 3 : Intervient, son amendement est rejeté. pp. 861, 862 (8 mars 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion générale : Fait des observations. pp 1032 à 1034 (24 avril 1956). — Discussion des articles. — Articles 12, 48 : intervient, pp. 1134, 1144 (16 mai 1956). — Discussion des articles réservés. — Article 36 : Intervient — son amendement est adopté pp. 1164, 1165 (17 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 4 : Intervient, p. 1258 (5 juin 1956). — Article 15 : Intervient, son amendement est rejeté, p. 1294 (6 juin 1956).

Allard, sénateur de l'arrondissement Liège.

Doc. — N° 14. — Proposition de loi tendant à reviser la loi du 11 mars 1950 sur la protection des eaux contre la pollution.

N° 65. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 119. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 272. — Rapport. — Projets de loi accordant la naturalisation.

Allard *(suite)*.

N° 280. — Rapport : Projet de loi tendant à modifier les limites des communes de Hofstade et de Herdersem (Flandre Orientale).

N° 281. — Rapport : Projet de loi portant modification des limites entre les communes de Vliermaalroot et de Wintershoven.

N° 282. — Rapport : Projet de loi portant modification aux limites territoriales de la ville de Verviers et de la commune de Stembert.

N° 319. — Proposition de loi tendant à compléter l'article 1er des lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947, coordonnées par l'arrêté du Régent du 14 juin 1947 et relatives aux droits de priorité des anciens combattants et assimilés.

N° 326. — Rapport : Projet de loi modifiant la législation sur la rémunération des officiers du ministère public près les tribunaux de simple police.

N° 329. — Rapport : Projet de loi portant modification des limites des communes d'Anderlecht et de Saint-Gilles.

N° 330. — Rapport : Projet de loi modifiant les limites de la ville de Bruges et de la commune de Sint-Michiels.

Ann. — Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la pension des bourgmestres et échevins — la création d'un arrondissement de Mouscron — l'indemnité de représentation aux commissaires d'arrondissement — le traitement et la pension des députés permanents — l'usage du téléphone — les intercommunales — les centimes additionnels progressifs — les suppléments de traitement aux instituteurs — la politique financière du gouvernement en ce qui concerne les provinces et les communes — le morcellement du territoire belge, pp. 382 à 396 (19 janvier 1956).

Projet de loi majorant, à partir de 1956 le Fonds communal d'assistance publique, le Fonds des communes et le Fonds des provinces. — Discussion générale. — Discours : Exprime son enthousiasme au sujet du projet, p. 428 (25 janvier 1956).

Projet de loi tendant à modifier les limites des communes de Hofstade et de Herdersem (Flandre Orientale). — Discussion générale. — Discours : Concernant le but du projet, p. 1508 (21 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi communale et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances communales et provinciales. — Discussion générale. — Discours : Concernant son abstention au vote en qualité de secrétaire communal — les revendications des secrétaires communaux — l'historique du problème des rémunérations — les minima de traitement — l'autonomie communale — les conséquences de l'application du projet — les avantages du projet, pp. 1516 à 1517 (21 juin 1956).

Ancot, sénateur de l'arrondissement Bruges.

Doc. — N° 113. — Amendement : Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956.

N° 250. — Amendements : Projet de loi relatif à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture.

Ancot *(suite).*

Ann. — Budget du Ministère des Classes Moyennes pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Fait des observations; pp. 22 et 23 (16 novembre 1955).

Projet et proposition de loi portant modification du titre 1er du livre 1er du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion des articles. — Articles 1, 2 : Intervient, p. 33, 34 à 37 (17 novembre 1955).

Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 107, 111 et 112 (8 décembre 1955).

Rappelle, par motion d'ordre que le président du Conseil national du Travail a remis le texte d'un avant-projet de loi au président du Sénat — fait observer que le Conseil national du Travail ne dispose pas du droit d'initiative en matière législative, p. 231 (21 décembre 1955).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 605. — Discours : Concernant la politique de réduction des dépenses du ministre des finances — l'importance du département de la justice — la réforme de la loi de 1912 — l'aggravation de la délinquance juvénile — la réforme de la défense sociale — l'évolution de la criminalité intellectuelle — la détention préventive — le rôle du juge d'instruction — l'instruction secrète en procédure pénale — la grâce et la mise en liberté provisoire — les photocopies des dossiers en matière pénale — les honoraires des experts — la répression — les nominations dans l'ordre judiciaire — le parquet de Bruges — certaines réformes déjà annoncées — les accidents de circulation — le démantèlement du pouvoir judiciaire — l'évolution dans la politique législative, pp. 619 à 623 (14 février 1956).

Discussion des articles du tableau. — Article 3, section II : Son amendement est rejeté, p. 637 (15 février 1956).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 646. — Discours : Concernant la procédure de recours devant la cour d'appel — la double taxation des revenus provenant de biens immobiliers situés au Congo — dépose une proposition de loi à ce sujet, pp. 651 à 653 (15 février 1956).

Proposition de loi modifiant les articles 228, 296, 297 et 313 du Code civil concernant le délai de viduité. — Discussion des articles. — Article 1er : Intervient, p. 797 (6 mars 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la pêche maritime et le commerce du petit poisson et de la crevette — la crise de l'armement maritime — la formation de pêcheurs maritimes, pp. 824 à 825 (7 mars 1956) — fait des observations, p. 837 (8 mars 1956).

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Discussions générales jointes. — Fait des observations, p. 1067 (2 mai 1956); 1089 (3 mai 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion des articles réservés. — Articles 3, 10, 21 : Intervient, pp. 1152, 1159, 1160 à 1162 (17 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1197, 1199, 1200 (29 mai 1956). — Discussion des articles. — Articles 1er, 2 : Intervient, pp. 1223, 1239 (31 mai 1956). — Articles 4, 7, 9 : Intervient, pp. 1259 à 1260, 1263 à 1266, 1270 (5 juin 1956). — Article 12 : Intervient, pp. 1280 à 1282 (6 juin 1956).

Projet de loi relatif à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture. — Discussion générale. — Discours : Concernant la constitutionnalité du projet et la délégation des pouvoirs, son amendement, pp. 1313 à 1315 (7 juin 1956). — Discussion des articles. — Article 1er : Intervient, retire son amendement, pp. 1344 à 1346. — Article 4 : Son amendement est adopté, p. 1347. — Article 7 : Intervient, p. 1347 (13 juin 1956), p. 1416 (14 juin 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussions jointes : Fait des observations, pp. 1338 et 1339 (12 juin 1956).

Ancot *(suite).*

Projet de loi confirmant certains arrêtés ministériels pris en exécution de l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1381 à 1383, 1384 (13 juin 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion des articles. — Article 9. — Motion d'ordre de M. Van Houtte : Fait des observations, p. 1421 (14 juin 1956).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du Conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes : Fait des observations, p. 1485 (20 juin 1956).

Motion d'ordre de Mme Ciselet : Fait des observations, p. 1508 (21 juin 1956).

Motion d'ordre disant que le Sénat prie son président de saisir la section de législation du Conseil d'Etat du projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs — conteste l'urgence du projet, p. 1528 à 1529 — répond aux considérations émises par MM. Rolin et le président, pp. 1530, 1531 (21 juin 1956).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'aspect purement technique du problème — les amendements du gouvernement — sa motion de renvoi au Conseil d'Etat — le texte de l'avis du Conseil d'Etat — le second alinéa de l'article 6*bis* — le fonds du problème — la conception générale du projet — son amendement — l'habilitation préalable, pp. 1547 à 1550. — Répond au Ministre du Travail, p. 1551 (26 juin 1956).

Projet de loi modifiant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1956 en vue de la réalisation d'un programme d'investissements urgents et d'intérêt national au port d'Anvers. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'incidence financière et la constitutionnalité du projet, parle des articles 2, 3 et 4, pp. 1618, 1619 — répond à M. Doutrepont, p. 1619 (26 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1689 à 1692 (28 juin 1956).

Anseele, Ministre des Communications.

Ann. — Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Rencontre les différentes observations présentées, notamment concernant l'augmentation des dépenses — les postes — la marine — la sécurité routière — le tourisme — la Régie des Télégraphes et Téléphones — la régie des Voies aériennes — la flotte aérienne — les problèmes des chemins de fer — de la radio et de la télévision, pp. 180 à 191 — répond aux observations formulées, p. 193 (15 décembre 1955).

B

Baert, sénateur coopté.

Ann. — Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1955 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1954 et antérieurs. — Discussion des articles. — Article 20 : Intervient, p. 270 (22 décembre 1955).

Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la force aérienne — la politique générale de la défense nationale — les armes atomiques et nucléaires —la commission mixte et la tâche à accomplir, pp. 704 à 706 (22 février 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 4 : Intervient, p. 1258 (5 juin 1956).

Beaucarne, sénateur de l'arrondissement Courtrai-Ypres.

Ann. — Présente sa démission en qualité de sénateur, p. 202 (20 décembre 1955).

Beeckman (Mme, Vve Vandervelde), sénateur de l'arrondissement Bruxelles.

Doc. — N° 45. — Rapport : Projet de loi créant l'Institut national de l'éducation physique et des sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives.

N° 46. — Rapport : Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956.

N° 90. — Rapport complémentaire : Projet de loi créant l'Institut national de l'éducation physique et des sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives.

N° 277. — Rapport : Projet de loi relatif à la protection des dénominations, signes et emblèmes de la Croix-Rouge.

Ann. — Projet de loi créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale. — Discours : Considère la demande de renvoi comme une manœuvre, p. 234 (21 décembre 1955). Répond aux critiques formulées et insiste sur la nécesité du contrôle des concours de paris, pp. 238 à 240 (22 décembre 1955). — Discussion des articles. — Articles 1, 2, 7 : Intervient, pp. 432 à 437, 439, 440, 442, 443 (26 janvier 1956).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Compare les budgets de 1955 et 1956 — regrette les incidents provoqués par la mauvaise qualité du lait — aborde la question des centres de santé — des infirmières — des malades mentaux — répond aux discours de Mlle Driessen et de M. Sledsens, pp. 307 à 310 (11 janvier 1956), prie Mlle Driessen de retirer le mot « venimeux », pp. 338, 339 (12 janvier 1956).

Projet de loi majorant à partir de 1956, le Fonds communal d'assistance publique, le Fonds des communes et le Fonds des provinces. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 426 (25 janvier 1956).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la sûreté de l'Etat — le traitement et la rééducation des enfants dits de justice — le vagabondage — les établissements pour filles délinquantes — la défense sociale — les réformes pénitentiaires, pp. 625 à 628. — Fait des observations, pp. 633,634, répond à M. George, rapp., quant au problème de la défense sociale, p. 636 (15 février 1956).

Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant le volontariat féminin, p. 704 (22 février 1956).

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la destruction des taudis et leur remplacement — le danger de ségrégation sociale — l'équipement mobilier — la tâche confiée à l'Institut de logement, p. 1087 (3 mai 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux Ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussion : Fait des observations, p. 1378 (13 juin 1956).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. —Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du Conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes : Discours : Signale les anomalies dans la situation des femmes blanches agents de l'Etat dans la colonie — parle de l'organisation judiciaire et des établissements pénitentiaires au Congo — de la délinquance juvénile — de la répression — des menées subversives définies sous le nom de kitawala — des problèmes de santé, pp. 1477 à 1478 (20 juin 1956).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1548 (26 juin 1956).

Beulers, sénateur de l'arrondissement Liège.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale. — Discours : Concernant les améliorations apportées par le présent projet de loi— la pension des femmes à l'âge de 60 ans — les carrières mixtes — la pension de survie — le plafond des ressources — les rentes alimentaires dues par les descendants — les rentes, indemnités ou allocations accordées en application des dispositions légales sur la pension des victimes de guerre — les rentes des chevrons de front et de captivité — les allocations dues à la suite d'accidents du travail et pour maladies professionnelles et la revision de la législation relative à la pension des ouvriers, p. 1178 (23 mai 1956). Concernant le cumul des pensions, p. 1213 (30 mai 1956).

Block, sénateur de l'arrondissement Anvers.

Doc. — N° 308. — Rapport : Projet de loi modifiant le Budget de Recettes et des Dépenses Extraordinaires de l'exercice 1956, en vue de la réalisation d'un programme d'investissements urgents et d'intérêt national au port d'Anvers.

Ann. — Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Parle de la lutte contre la tuberculose — des centres de santé — des malades mentaux — des hopitaux — de la pollution des eaux et de l'air et les moyens d'y remédier, pp. 310 à 312 (11 janvier 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des Recettes et Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956 — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant le Plan Delta et ses répercussions sur la liaison Anvers-Moerdijk et sur le port d'Anvers — le danger croissant d'inondations — construction d'un barrage-tempête ou d'une digue-tempête au nord d'Anvers — l'agrandissement et la modernisation de nos ports et de nos installations portuaires — les liaisons rapides avec l'étranger — le canal du Moerdijk — la liaison Anvers-Ruhr — le canal Visé-Neuss — le canal Gand-Terneuzen — la

Block *(suite).*

suppression du bouchon de Lanaye — la liaison entre la Meuse et la Moselle — la canalisation de la Meuse française et de la Chiers — l'élaboration d'un plan quinquennal ou décennal en matière de voies d'eau et d'extension portuaire — le Fonds des routes, pp. 965 à 967 (22 mars 1956).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954 — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du Conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes: — Dicours : Concernant le plan décennal — la situation des Belges d'expression néerlandaise au Congo — les intérêts des indigènes — la politique progressiste à suivre — la maturité sociale, économique et politique de la population autochtone et son émancipation — les mesures tendant à favoriser l'agriculture — l'enseignement généralisé et l'éducation des femmes indigènes — la politique des investissements, pp. 1486 à 1488 (20 juin 1956).

Projet de loi modifiant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1956 en vue de la réalisation d'un programme d'investissements urgents et d'intérêt national au port d'Anvers. — Discussion générale. — Discours : Concernant le port d'Anvers et la concurrence des ports étrangers — le nouveau projet Botleck pour l'extension du port de Rotterdam — l'accueil réservé au projet proposé — le programme prévoyant l'extension du port d'Anvers — l'équipement et les cales séches — l'amélioration du réseau des voies d'eau et l'extension des autres ports — l'amendement de M. Duvieusart, pp. 1593 à 1594 (26 juin 1956).

Bossaert, sénateur de l'arrondissement Bruxelles, Ministre des Classes Moyennes.

Ann. — Budget du Ministère des Classes Moyennes pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant le souci d'éviter au maximum un alourdissement des charges de l'Etat — la prudence à observer dans le domaine des nouvelles réglementations — l'aide technique et financière aux petites et moyennes entreprises — l'amélioration de la formation professionnelle et le standing des classes moyennes — la coordination des dispositions réglementaires régissant la formation professionnelle — la création d'un comité national de perfectionnement professionnel — le crédit aux classes moyennes et les subventions prévues à cet effet — les nouveaux projets de loi — la réglementation de l'accès à la profession et la qualification professionnelle — la réglementation des économats d'entreprises publiques et privées — la création d'un Office d'Exportation des produits de la petite et moyenne entreprise — la politique d'équilibre, pp. 12 à 14. — Concernant la formation professionnelle — la construction d'habitations moyennes —les charges sociales — la représentation élective — l'Office pour la promotion de l'exportation et l'organisation d'une exposition permanente à Bruxelles — l'accès à la professsion — les cotisations à la sécurité sociale — l'égalité fiscale — les arriérés figurant au budget de 1956 — les difficultés avec l'O.N.S.S., pp. 22 et 23. — Fait des observations, p. 23 (16 novembre 1955).

Son décès est annoncé, p. 467 (1 février 1956).

Bouilly, sénateur des arrondissements Mons et Soignies, Premier Vice-Président du Sénat.

Doc. — 124. — Rapport : Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux.

Bouilly *(suite).*

N° 151. — Rapport : Projet de loi mettant un crédit spécial à la disposition du Gouvernement aux fins d'aider les agriculteurs et horticulteurs qui ont subi des pertes exceptionnelles à la suite des gelées.

N° 164. — Amendement : Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux.

Ann. — Est réélu premier vice-président du Sénat, p. 4 (8 novembre 1955).

Interpellation de M. De Boodt et du Comte d'Aspremont Lynden à M. le Ministre de la Défense Nationale. — Discussion : Fait des observations, p. 82 (6 décembre 1955).

Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Fait des observations, p. 113 (8 décembre 1955).

Projet de loi relatif aux wateringues. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'adaptation de la législation aux situations actuelles, pp. 541 à 542 (8 février 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Règlement : Fait appel au règlement afin d'appeler l'attention de l'assemblée sur la transgression de la disposition de l'article 17 du règlement et sur les difficultés qu'ont les sénateurs de province d'être présents aux séances du matin, surtout si les votes se produisent et cela à cause des conditions climatologiques, p. 666 (16 février 1956).

Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, p. 744 (29 février 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. Discussion générale. — Discours : Rend hommage au ministre et au rapporteur — analyse certaines parties du discours du ministre — se déclare d'accord avec la politique suivie — répond à un reproche qu'un membre de la droite a adressé au ministre — parle du budget et de l'agriculture en général, pp. 817 à 818 (7 mars 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'importance de la réforme — la portée du projet — le but à atteindre — la rentabilité de l'agriculture et la diminution des frais d'exploitation — la mise en cause de la propriété — l'historique du problème — les réalisations à l'étranger, pp. 1025 à 1026 — fait des observations, p. 1029 (24 avril 1956), pp. 1039, 1040, 1046, 1047, (25 avril 1956), pp. 1050 et 1055 — concernant les amendements déposés (26 avril 1956). — Discussion des articles. — Article 10, 32 : Intervient, pp. 1133, 1140 (16 mai 1956). — Discussion des articles réservés. — Article 10 : Son amendement est adopté, p. 1153 (17 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1199 (29 mai 1956), p. 1212 (30 mai 1956). — Discussion des articles. — Article 1er : Intervient, pp. 1221 à 1223, 1229 à 1231 (31 mai 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux Ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussion : Fait des observations, p. 1374 (13 juin 1956).

Motion d'ordre de Mme Ciselet : Fait des observations, p. 1508 (21 juin 1956).

Projet de loi modifiant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1956 en vue de la réalisation d'un programme d'investissements urgents et d'intérêt national au Port d'Anvers. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1591, 1613 à 1615 — répond à M. Duvieusart, p. 1619 (26 juin 1956).

Projet de loi relatif à l'incorporation du froment indigène et à l'activité des meuneries industrielles, des négociants en froments indigènes et des utilisateurs de farine de froment. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'accueil réservé au projet — l'incorporation du froment indigène dans la mouture — les articles 3 et 4 — la politique de protection et de dirigisme, pp. 1645 à 1646 — fait des observations, pp. 1647 à 1649 (27 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1668, 1689 (28 juin 1956).

Breyne, sénateur provincial de Flandre Occidentale.

Ann. — Validation de ses pouvoirs. — Prête serment, pp. 1193, 1194 (29 mai 1956).

Briot, sénateur provincial de Brabant.

Doc. — N° 30. — Rapport : Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956.

N° 107. — Rapport : Budget des pensions pour l'exercice 1956.

N° 310. — Rapport : Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des fonctionnaires et agents des services extérieurs de la Sûreté d'Etat.

Ann. — Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les pensions à la S.N.C.B. — la péréquation des pensions — les bonifications pour services patriotiques rendus pendant la guerre 1940-1945, pp. 157 et 158 (14 décembre 1955).

Projet de loi majorant à partir de 1956, le Fonds communal d'assistance publique, le Fonds des communes et le Fonds des provinces. — Discussion générale. — Discours : Concernant les critiques émises par divers conseils provinciaux envers le Fonds des provinces—le préjudice causé à la province de Brabant par la dualité linguistique — rappelle des questions posées antérieurement, pp. 425, 426 (25 janvier 1956).

Budget des Pensions pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Rectifie une erreur qui s'est glissée à la p. 3 de son rapport — donne des explications au sujet du tableau annexé au rapport, pp. 655 à 656 (15 février 1956).

Bronckart, sénateur de l'arrondissement Liège.

Doc. — N° 296. — Rapport : Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Ann. — Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussions jointes. — Fait des observations, pp. 1326 à 1328 (12 juin 1956).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'importance sociale du problème — les questions à étudier au sein de la commission nationale médico-mutualiste — l'attitude du comité de coordination du corps médical — les travaux de la commission nationale médico-mutualiste — la consultation du corps médical — la circulaire adressée le 12 mars 1956 à tous les médecins — le caractère de la commission nationale médico-mutualiste — le système du tiers payant ou de la rémunération forfaitaire des médecins — les cliniques et polycliniques — les médecins-conseils, pp. 1541 à 1542 (26 juin 1956).

Buisseret, sénateur de l'arrondissement Liège, Ministre des Colonies.

Ann. — Chambres législatives. — Sénat. — Ordre des travaux. — Discours : Concernant l'erreur qui a abouti au dépôt du budget du Ministère des Colonies au Sénat, tandis que les autres budgets des colonies étaient déposés à la Chambre, pp. 125 et 126 (13 décembre 1955).

Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1123 (16 mai 1956).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des

Buisseret *(suite)*.

« Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville.— Pétition de membres du conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes . Discours : fait un exposé général concernant la politique coloniale du gouvernement— parle de la formation d'une communauté belgo-congolaise—de la situation intérieure et des progrès au Congo Belge — de la situation au Ruanda-Urundi — du rôle de la Belgique, pp 1410 à 1413 et 1423 à 1425. — Fait des observations, pp. 1426 1427 (14 juin 1956); pp. 1443 à 1449, 1452 à 1455, 1457 à 1459 (19 juin 1956); pp. 1472 à 1477. — Répond aux orateurs — reprend et réfute leur arguments — parle des organisations de jeunesse — des centrales de Ruzizi et de la Taruka — des pétitions — de l'emploi des langues nationales belges dans l'administration, pp. 1478 à 1484. Fait des observations, pp. 1485, 1486, 1488 à 1491. — Répond à M. Van Hemelrijck, p. 1492 (20 juin 1956).

Busieau, sénateur coopté.

Doc. — N° 243. — Proposition de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen telles qu'elles ont été coordonnés par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949.

N° 244. — Proposition de loi portant modification de la loi du 19 mars 1954, instituant un Fonds national des Etudes.

Ann. — Validation de ses pouvoirs.— Prête serment, p. 1193 (29 mai 1956).

Buts, sénateur des arrondissements Malines et Turnhout.

Ann. — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'horticulture et la capacité de production annuelle — détaille chaque branche de l'horticulture — parle de la concurrence — des subsides — de la rémunération des agriculteurs — de l'extension des débouchés — de la fixation des prix — de la protection du secteur agricole et horticole, pp. 786 à 789 (1er mars 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 2 : Intervient, p. 1308 (7 juin 1956).

C

Camby, sénateur provincial de Brabant.

Doc. — N° 52. — Rapport : Projet de loi modifiant le délai de citation devant les tribunaux de police et les tribunaux correctionnels.

N° 53. — Rapport : Proposition de loi interdisant les photographies et prises de vue dans les salles d'audience.

N° 222. — Rapport : Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914 1918 et de la guerre 1940-1945.

Ann. — Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. —Discussion générale.—Discours : Concernant la tâche incombant au ministre — le code de la route — les accidents de roulage et les solutions aux problèmes de la circulation — les expertises en matière civile et commerciale — la situation matérielle des policiers — le problème des courtes peines — la détention préventive, p. 592 à 594 (9 février 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion générale. — Discours : Cite les motifs qui plaident en faveur de la suppression de l'O.N.O.V.A.—parle de l'O.N.A.C. et de l'O.N.I.G., p. 1387 à 1388 — fait des observations, p. 1391 (14 juin 1956).

Chot, sénateur coopté.

Doc. — N° 276. — Rapport : Projet de loi relatif à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

Ann. — Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : S'étend sur la refonte de la loi de 1912 — les établissements d'étu-

Chot *(suite).*

cation de l'Etat et la formation des éducateurs — la loi de défense sociale — le problème des polices — la sûreté de l'Etat — la police judiciaire — l'ordre judiciaire — le statut des secrétaires de parquet — la protection des animaux — rend hommage au ministre pour l'œuvre législative entreprise, pp. 614 à 617 (14 février 1956).

Propositon de loi modifiant les articles 228, 296, 297 et 313 du Code civil concernant le délai de viduité. — Discussion générale. — Discours : Parle du délai de viduité — de l'empêchement au remariage durant trois ans — de la procédure en divorce — répond aux arguments de M. Nihoul — fait des observation, pp. 795, 796 (6 mars 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, p. 797 (6 mars 1956).

Projet de loi sur les économats. — Discussion des articles. — Article 1er : Fait des observations, p. 802 (6 mars 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion des articles du tableau. — Article 29 : Intervient, pp. 840 à 842 (8 mars 1956).

Ciselet (Mme), sénateur de l'arrondissement Bruxelles.

Doc. — N° 67. — Amendement : Projet de loi créant l'Institut National de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives.

N° 128. — Rapport : Projet de loi modifiant les articles 142 et 143 du code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en ce qui concerne les jugements et arrêts portant condamnation au paiement d'une pension alimentaire.

N° 129. — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes.

N° 130. — Rapport : Projet de loi complétant le Chapitre II du Titre premier du Livre II du code pénal.

Ann. — Projet de loi créant l'Institut national de l'Education physique et des sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale. — Discours : Pense que le moment est venu d'aider l'initiative privée et d'amener les adultes aux exercices corporels — regrette cependant la création d'un nouveau parastatal et propose d'amender l'article 8, pp. 208 à 209 (20 décembre 1955). — Juge inutile le renvoi en commission, p. 233 (21 décembre 1955). — Discussion des articles. — Article 11 : Son amendement est adopté, p. 445 (26 janvier 1956).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Insiste sur la nécessité de contrôler le lait — parle de l'inspection médicale scolaire — de la lutte contre l'alcoolisme — des instituts pour enfants malades — de la lutte contre la tuberculose et du logement, pp. 302 à 304 (11 janvier 1956).

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et Interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Discours : Parle des crédits destinés à l'art dramatique et demande l'augmentation de ces crédits pour 1957 qu'elle compare aux sommes affectées aux théâtres dans certains pays étrangers, p. 534 (7 février 1956).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant le transport de chevaux — les rémunérations des secrétaires et secrétaires adjoints des parquets — les traitements de la police judiciaire — le régime des décorations — la coordination entre les polices judiciaire et communale — la défense sociale — l'équipement des établissements pénitentiaires — les propositions réglant le droit des familles — exprime la reconnaissance des femmes libérales, pp. 617 à 619 (14 février 1956).

Projet de loi modifiant les articles 142 et 143 du code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe — en ce qui concerne les jugements et arrêts portant condamnation au paiement d'une pension alimentaire. — Discussion générale. — Discours : expose le projet — parle de la situation des créanciers d'aliments — de l'amélioration de la loi pénale, p. 792 (6 mars 1956).

Proposition de loi modifiant les articles 228,296, 297 et 313 du code civil concernant le délai de viduité. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée de la proposition et rappelle quelques arguments qui plaident en faveur de la réforme proposée, p. 794. — Demande de modifier l'intitulé du projet de loi, p. 796 (6 mars 1956).

Ciselet (Mme) *(suite).*

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la portée du projet — les amendements proposés — la tâche qui incombe à l'Institut National du Logement — l'intervention de la Caisse d'Epargne et de Retraite au financement de l'achat de mobilier — l'aide accordée par l'Etat — la lutte contre les taudis — la proposition déposée par M. Derbaix, p. 1072 (2 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 3 : Intervient, pp. 1251 à 1254 (5 juin 1956).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1951 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du Conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant l'œuvre accomplie par les Belges au Congo — la condition arriérée des femmes congolaises et leur instruction scolaire et sociale — les foyers sociaux — l'évolution de certaines coutumes indigènes — le travail des femmes mariées blanches, pp. 1447 à 1448 (19 juin 1956).

Motion d'ordre : Demande le renvoi de l'examen du projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, à la séance de l'après-midi, p. 1508 (21 juin 1956).

Collard, Ministre de l'Instruction Publique.

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et Interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique « sur sa décision de ne pas proposer au chef de l'Etat l'annulation de la délibération du conseil communal de Thiméon, portant nomination du sieur M. en qualité d'instituteur en chef à l'école communale de Thiméon, et sur le désaveu ainsi apporté à la décision de la députation permanente du Hainaut qui, tenant compte des antécédents de l'intéressé, de la peine disciplinaire et de la condamnation correctionnelle qui lui avaient été infligées, avait estimé que l'intéressé ne réunissant pas les qualités suffisantes l'éducateur, pour assurer les fonctions d'instituteur en chef avec la pondération et l'autorité nécessaires, dans l'intérêt bien compris de l'enseignement public ». — Discussions générales jointes. — Discours : Déclare être à la disposition du Sénat, p. 449 (31 janvier 1956). Fait des observations, p. 506 (2 février 1956). Fait des observations. — Demande quel est le mobile de l'interpellation et dit qu'il veut rectifier et présenter les choses comme elles sont effectivement, pp. 521 à 524 (7 février 1956). — S'associe aux félicitations adressées au rapporteur — répond aux critiques présentées par la droite et à une accusation lancée par M. Neefs, — fait une rectification à l'opinion émise par M. Jespers concernant une circulaire signée par le Ministre — parle de l'orientation de la politique générale de son département et des réalisations positives depuis mai 1954 — répond aux interventions de MM. Moureaux, Henskens et Noël — s'étend sur le problème des beaux-arts — parle de la création prochaine de deux centres culturels provinciaux, pp. 557 à 565. — Fait des observations p. 566. — Répondra par écrit à M. Leysen et lit le pas-

Collard *(suite).*

sage litigieux de la circulaire en question, p. 567. — Fait des observations, p. 568 (8 février 1956).—Discussion des articles du tableau. — Article 22 du Chapitre II, Section II : Intervient, pp. 569, 570.—Article 3-1, section V : Intervient, pp. 570 à 573 (8 février 1956). — Discussion des articles du projet. — Articles 6 et 7*bis* : Intervient, p. 581 (9 février 1956).

Coulonvaux, sénateur coopté.

Doc. — N° 164. — Amendements : Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux.

Ann. — Budget du Ministère des Classes Moyennes pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les caractéristiques des classes moyennes— la création du département des classes moyennes — son caractère législatif — ses attributions — le problème de l'équilibre des salaires — la crainte de la concurrence due aux loisirs supplémentaires dont jouiront les travailleurs à la suite de la réduction du temps de travail l'exercice du privilège que possède l'O.N.S.S. en cas de faillite — la puissance concurrentielle de concentration économique — l'accès à la profession et la qualification professionnelle, pp. 19 à 21 (16 novembre 1955).

Projet et proposition de loi sur le registre du commerce.— Discussion des articles. — Fait des observations, pp. 32, 33 (17 novembre 1955). — Article 36 : Intervient, p. 50 (29 novembre 1955).

Interpellation de M. De Boodt et Comte d'Aspremont Lynden au Ministre de la Défense Nationale. — Vote sur les ordres du jour : Intervient, pp. 177, 178 (15 décembre 1955).

Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Pense qu'il serait inadmissible qu'une grave question soit soulevée sans préparation possible pour les membres qui désireraient intervenir, p. 243 — ne juge pas que l'urgence soit si nécessaire, p. 245 (22 décembre 1955).—Fait des observations relatives à la discussion du projet de loi sur la pension des indépendants, p. 1157 (17 mai 1956). — Fait des observations relatives à la discussion de ce projet et de la toilette du texte,pp.1273 à 1276 (6 juin 1956). — Fait des observations, p. 1285 (6 juin 1956).

Interpellation de M. Struye au Ministre des Affaires Etrangères. — Discussion. — Discours : Dit que la politique étrangère du gouvernement répond à ses aspirations — applaudit les efforts de paix du ministre — estime l'émotion inutile puisque l'Espagne est admise à l'O.N.U. — parle de la signification hostile donnée au vote — rencontre certaines idées de M. Spaak et s'oppose à d'autres, pp. 351, 352. — Dépose un ordre du jour de confiance au gouvernement, p. 361 (17 janvier 1956). — Vote sur l'ordre du jour : Intervient, p. 385. — Son ordre du jour est adopté, p. 386 (19 janvier 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion des articles du tableau. — Article 29 : Intervient, pp. 840 à 842 (8 mars 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion générale. — Discours : Concernant la justification du projet, les difficultés d'ordre juridique que suscitera l'application du projet — la constitutionnalité — les propriétaires et les exploitants — les créanciers hypothécaires — la tâche confiée aux juges de paix — le recours judiciaire, pp. 1038 à 1040 (25 avril 1956). — fait des observations, quant à l'opportunité du renvoi en commission, p. 1052. — Discours : Concernant la revision de l'expression « exploitant » le droit des indivisaires, l'article 10 du projet, le recours, pp. 1058 à 1059 — fait des observations, p. 1059 (26 avril 1956). — Discussion des articles. — Article 2 : Fait des observations, pp. 1127, 1128. — Article 3 : Intervient, pp. 1128 à 1130. — Article 4 : La modification de pure forme proposée par lui est adoptée, p. 1131. — Article 8 : Intervient, p. 1133 (16 mai 1956). — Discussion des articles réservés. — Article 3 : Intervient — retire son amendement, pp. 1148, 1149, 1158, 1159. — Article 10 : Retire son amendement, p. 1154. — Article 21 : Propose la suppression du 9e alinéa — intervient — demande le vote par division, pp. 1160 à 1162. — Article 30 : Son amendement est adopté, p. 1163 (17 mai 1956).

Projet de loi confirmant certains arrêtés ministériels pris en exécution de l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire. — Discussion générale. — Discours : Exprime le vœu du groupe libéral de voir le projet renvoyé en commission — traite de la notion de loi interprétative — de la séparation des pouvoirs — de la souveraineté de la justice, pp. 1187 et 1188 (24 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — article 1 : Fait des observations — s'oppose au renvoi en commission, p. 1223 — retire son amendement, p. 1227 (31 mai 1956). — Vote : Justifie le vote de son groupe, p. 1311 (7 juin 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussions jointes : Fait des observations, pp. 1365, 1366. — Discours : Reproche à M. Duvieusart et à ses amis d'attaquer la gestion du gouvernement actuel sans toutefois présenter des suggestions ni d'agir en opposition constructive — parle du P.S.C. au gouvernement ou comme opposition — de la démagogie politique et sociale du P.S.C. — garde sa confiance au gouvernement, pp. 1369 à 1370 — fait des observations, p. 1374 — regrette le manque de suggestions des membres de l'opposition et demande quelle sera leur attitude concernant la solution du problème, p. 1375 — dépose un ordre du jour de confiance, p. 1377 — ne voit pas la nécessité d'insérer dans l'ordre du jour de confiance les amendements proposés par M. Struye, pp. 1378, 1379 — son ordre du jour est adopté, p. 1380 (13 juin 1956).

Président. — Relations extérieures. — Motion d'ordre de M. Struye. — Discussion : Fait des observations relatives aux indiscrétions commises à l'issue du comité secret de la veille, p. 1675 — dépose un ordre du jour acceptant l'invitation du gouvernement de la Chine populaire et un second ordre du jour acceptant l'invitation du gouvernement de Formose, p. 1677 — déclare par motion d'ordre que M. Struye recommence le débat qui a eu lieu en comité secret, p. 1677—justifie son vote, pp. 1678, 1679 — ses ordres du jour sont adoptés, p. 1680, 1681 (28 juin 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Ajournement : S'associe à l'hommage rendu au Président par M. Struye, p. 1702 (28 juin 1956).

Couplet, sénateur de l'arrondissement Tournai-Ath.

Ann. — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Parle de la rentabilité — de la politique de progrès agricoles — des droits de douane sur le sucre — de la taxe de transmission — du prix de direction — de la marge de raffinage du sucre — de la consommation de la saccharine — du service de la comptabilité agricole du département et de l'organisation de certains autres services — de l'article paru dans la revue « Productivité », pp. 822 à 823 (7 mars 1956).

Projet de loi relatif à l'incorporation du froment indigène et à l'activité des meuneries industrielles, des négociants en froments indigènes et des utilisateurs de farine de froment. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'incorporation de blé indigène — l'amélioration de la qualité du froment — la structure et le fonctionnement de la meunerie — l'ouverture de nouvelles meuneries industrielles — le plan de rationalisation de la meunerie — le prix du pain — les difficultés dans le secteur de la meunerie — demande certains renseignements, p. 1647 — fait des observations, p. 1648 — Discours : Concernant l'illogisme dans le secteur de la meunerie, p. 1650 (27 juin 1956).

Craeybeckx, sénateur pour l'arrondissement Anvers, secrétaire du Sénat.

Doc. — N° 229. — Rapport : Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire, conclue à Genève, le 7 novembre 1952.

Ann. — Est réélu secrétaire du Sénat, p. 4 (8 novembre 1955).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des Recettes et Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant le port d'Anvers — les darses — la pénurie de terrains industriels — l'outillage — la réparation des navires, pp. 924 à 925 (21 mars 1956).

Crommen, sénateur de l'arrondissement Gand-Eeklo, secrétaire du Sénat.

Doc. — N° 48. — Rapport : Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956.

N° 261. — Rapport : Proposition de loi modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat.

Ann. — Est réélu secrétaire du Sénat, p. 4 (8 novembre 1955).

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956. — Interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Discours : Relève quelques points traités par d'autres orateurs — s'étend sur les frais de fonctionnement — les inspecteurs cantonaux et principaux — les enfants anormaux — les fournitures classiques — l'ajusment de certains traitements — les subsides aux écoles de musique — l'orthographe — le contrôle psychomédical — le rappel sous les armes des instituteurs-officiers de réserve — l'enseignement supérieur — l'université de Gand — la liberté du choix de l'école, pp. 499 à 501 (2 février 1956).

Discussion des articles du tableau. — Article 22, Chapitre II, section II : Intervient, p. 569. — Article 3-1, section V : Intervient. pp. 570 à 573 (8 février 1956).

Proposition de loi interdisant les photographies et prises de vue dans les salles d'audience. — Discussion générale. — Discours : Est adversaire de la proposition — parle des relations entre la justice et la presse en cas d'adoption de la proposition — du texte de l'article 1er — invite le Sénat à voter contre la proposition, p. 642 — demande de ne pas accepter la suggestion de M. Rolin — qu'il ne soit pas voté sur l'ajournement mais sur l'article 1er, p. 643 (15 février 1956).

Projet de loi relatif à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture. — Discussion des articles. — Article 7 : Fait des observations, pp. 1347, 1348 (13 juin 1956).

Custers, sénateur provincial de Limbourg.

Doc. — N° 251. — Proposition de loi établissant le statut des voyageurs de commerce engagés dans les liens d'un contrat de louage de travail.

Ann. — Projet et proposition de loi sur le registre du commerce. — Discussion des articles. — Article 36 : Intervient — son amendement est rejeté, p. 50. — Article 37 : Son amendement est rejeté. p. 52. — Article 39 : Son amendement est rejeté, p. 53 (29 novembre 1955).

Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les comités paritaires et la publication tardive de leurs décisions — la différenciation des salaires entre hommes et femmes — les maladies professionnelles et la répartition des charges sur tout le secteur — la mission fonctionnelle du commissariat général à la promotion du travail — la base légale permettant de percevoir les cotisations à la sécurité sociale — la tendance à l'étatisation — la négligence du principe de la légalité — les fonds mis à la disposition du F.N.A.M.I. — les débiteurs et créanciers des fonds et la garantie de l'Etat, pp. 122 à 125 (13 décembre 1955).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juillet 1953 concernant les fonds de sécurité d'existence. — Discussion générale. — Discours : Parle de la loi provisoire — du dépôt tardif du nouveau projet et du retard mis à l'élaboration du statut définitif — répond au ministre, notamment au sujet de la sous-commission, pp. 470, 471, 472 (2 février 1956).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Appelle l'attention sur le côté technique de la discussion et le danger d'immobilisme — parle des solutions au problème de l'épuration et de la répression — du double aspect de l'organisation judiciaire — des nominations dans la magistrature, pp. 610 à 613 (14 février 1956) — fait des observations, pp. 630 à 633. — Discours : Reparle de l'occupation des cadres dans la magistrature et de l'emploi des langues en matière judiciaire, p. 636 (15 février 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des

Custers *(suite)*.

Recettes et Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la revision de la loi sur la réparation des dommages de guerre — l'octroi des pensions de réparation aux intéressés réintégrés dans leurs droits civils, p. 980 (22 mars 1956).

Interpellation à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale et à M. le Ministre des Finances « sur : 1° la question de savoir quand, comment, par qui et sur quelle base légale seront remboursées les sommes qui ont été prélevées en 1955 sur les réserves de la Caisse nationale des vacances annuelles et sur celles de la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie pour alimenter l'assurance maladie-invalidité, à savoir : 194 millions le 17 mars 1955 sur les réserves du premier de ces organismes, 100 millions le 19 avril 1955 et 500 millions le 24 octobre 1955 sur les réserves du second; 2° la question de savoir quand, comment, par qui et sur quelle base légale les intérêts sont payés; 3° la situation irrégulière dans laquelle on se trouve à cet égard, tant par suite de la méconnaissance des prérogatives du Parlement et des règles relatives aux finances publiques, que par suite du fait qu'en effectuant les opérations en cause, on a ignoré les directions des institutions intéressés ».

Demande d'interpellation, p. 1192 (29 mai 1956).

Discussion. — Discours : Concernant trois opérations financières effectuées par le Ministre du Travail et leur examen en commission du Sénat — parle du paiement des intérêts et du remboursement du capital — du problème de la régularisation de la situation créée par les trois opérations — traite des prérogatives du Parlement et des règles qui régissent les finances publiques et demande d'assainir définitivement et légalement la situation financière de l'A.M.I., pp. 1328 à 1333 — fait des observations, pp. 1338 à 1341 (12 juin 1956).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1543, 1547 à 1551 (21 juin 1956). — Discussion des articles. — Article 1er : Fait des observations, p. 1580 (26 juin 1956).

D

d'Aspremont Lynden (Comte), sénateur des arrondissements Namur et Dinant-Philipville.

Doc. — N° 266. — Rapport : Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants, conclus entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas : *a)* Protocole agricole, signé à Bruxelles, le 9 mai 1947; *b)* Protocole au sujet des rapports économiques entre les trois pays et annexe, signés à Luxembourg, le 21 octobre 1950; *c)* Protocole au sujet des rapports économiques entre les trois pays, signé à La Haye, le 29 décembre 1950; *d)* Protocole concernant la coordination des politiques économique et sociale et protocole de signature, signés à La Haye, le 24 juillet 1953; *e)* Accord instituant un Fonds de réadaptation de Benelux signé à Bruxelles, le 16 novembre 1953.

N° 295. — Rapport : Projet de loi portant approbation du Protocole entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, relatif à la politique commerciale, signé à Luxembourg, le 9 décembre 1953.

Ann. — Interpellation au Ministre de la Défense Nationale « sur les déficiences et l'inefficacité de la structure actuelle de notre armée et sur les mesures à prendre tant pour adapter la défense de la Belgique, à l'évolution de la technique des armements que pour réduire, dans toute la mesure du possible, en considération des circonstances nouvelles et en tenant compte de nos engagements internationaux, les charges et les prestations qui sont imposées au pays. — Demande d'interpellation, p. 8 (8 novembre 1955). — Discussion. — Discours : Motive son interpellation — parle de l'insuffisance de l'organisation militaire des armées de l'OTAN et de l'U.E.O. — fait état de l'opinion de M. Spaak et des généraux Gruenther et Montgomery — émet des observations concernant la création en Belgique d'unités mobiles mieux armées — la baisse des statistiques démographiques — le recrutement et la rémunération des sous-officiers — la question des camps militaires — la tradition de la création de commissions nationales — les activités de la dernière commission — la négociation avec les puissances de l'OTAN — les nouvelles pres-

d'Aspremont Lynden (Comte) *(suite).*

tations incombant à la Belgique — l'ordre du jour voté par le Comité National du P.S.C. le 3 septembre et le communiqué de presse — les réactions suscitées — le changement d'attitude du P.S.C. à l'égard du problème de la défense nationale — la nécessité de constituer une commission nationale, pp. 69 à 71 et 74 à 75 — fait des observations, pp. 78 à 80. — Discours : Concernant les réponses du Ministre de la Défense Nationale à son interpellation — les négociations entre la Belgique et les puissances de l'OTAN sur les prestations à fournir — son souhait de voir le ministre se rallier à l'idée de la création immédiate de la commission nationale, p. 81 (6 décembre 1955).

Projet de loi créant l'Institut national de l'éducation physique et des sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale : Intervient au sujet du renvoi en commission (21 décembre 1955).

Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Estime que l'article 33 du règlement donne à un cinquième des membres le droit de réclamer la fixation d'une date rapprochée, p. 244 (22 décembre 1955).

Interpellation de M. Struye au Ministre des Affaires Etrangères. — Discussion. — Discours : Attire l'attention sur la position du parti libéral dans l'interpellation — évoque la position de l'Espagne pendant la guerre et les déclarations faites à ce sujet par des hommes politiques étrangers — parle de la construction de l'Europe — demande si le Gouvernement espagnol a eu une réaction quelconque, pp. 353, 354 — fait des observations, pp. 358 à 360 (17 janvier 1956). — Par motion d'ordre, en réponse à une demande du Ministre des Affaires Etrangères, lit la traduction d'un discours de M. Churchill à la Chambre des Communes, pp. 383 à 385 (19 janvier 1956).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Appelle l'attention sur le caractère anormal de certains projets de loi, p. 628 (15 février 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 810, 812, 814 (7 mars 1956). — Discussion des articles du tableau. — Article 29 : Intervient — son amendement est rejeté, p. 840 à 842 (8 mars 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1031 1034 (24 avril 1956), pp. 1039, 1040, 1046. — Discours : Concernant l'insuffisance du projet — la cause permanente du démembrement — le remembrement de la propriété — un nouvel examen de certains points par la commission, pp. 1046 à 1047 — fait des observations relatives au renvoi en commission et au dépôt d'amendements, p. 1048 (25 avril 1956). — Fait des observations, pp. 1050 à 1053, 1056 (26 avril 1956). — Discussion des articles réservés. — Article 10 : Intervient, p. 1151 (17 mai 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux Ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussion : Fait des observations, p. 1370 (13 juin 1956).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires au Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du Conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes : Fait des observations, p. 1477 (20 juin 1956).

Projet de loi portant approbation du protocole entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, relatif à la politique commerciale, signé à Luxembourg, le 9 décembre 1953. — Discussion générale. — Discours : Parle de l'article 8 du protocole, p. 1512 (21 juin 1956).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1540, 1547 à 1549 (26 juin 1956).

Proposition de loi instituant une commission nationale chargée de rechercher les modifications qui pourraient être apportées à la nature, au volume et à la durée des prestations exigibles de la Nation dans le cadre de ses engagements internationaux et de la défense collective de l'Occident. — Discussion générale. — Discours : Souligne les conditions inusitées dans lesquelles cette proposition est discutée puisque pratiquement les auteurs ont obtenu cette satisfaction — déclare que la compétence de la commission mixte ne peut être restreinte — fait des observations, pp. 1659, 1660 (28 juin 1956).

De Baeck, sénateur de l'arrondissement Anvers.

Doc. — N° 95. — Amendement : Projet de loi créant l'Institut national de l'éducation physique et des sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives.

N° 148. — Proposition de loi tendant à interpréter et à compléter la loi du 14 février 1955 réglant l'attribution de bonifications d'ancienneté à certains invalides de la guerre de 1940-1945.

N° 179. — Amendements au texte présenté par la commission : Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement.

N° 258. — Amendements : Projet de loi établissant le statut des autoroutes.

N° 324. — Proposition de loi relative à la saisie conservatoire immobilière.

N° 346. — Proposition de loi relative à la déconfiture.

N° 347. — Proposition de loi relative à l'insolvabilité frauduleuse.

Ann. — Projet de loi créant l'Institut national de l'éducation physique et des sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale. — Discours : Estime que la première partie du projet n'a pas été suffisamment étudiée et propose d'en ajourner la discussion — estime que l'argument du ministre n'est pas convaincant et maintient sa proposition, p. 205 (20 décembre 1955). — Discussion des articles. — Article 1er : Intervient, pp. 432 à 436. — Article 3 : Intervient — ses deux amendements sont rejetés, pp. 441, 442 (26 janvier 1956).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Estime que le Ministre de la Justice doit contrôler les établissements pour malades mentaux et regrette les accusations portées par le Ministre contre l'ONOVA avant la fin d'une enquête administrative — s'étonne qu'un arrêté d'exécution vienne d'être pris pour une loi qui a été abrogée, pp. 320 à 322 — fait des observations, pp. 328 à 336 (12 janvier 1956).

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (crédits commerce extérieur). — Discussion générale. — Discours : Concernant l'administration des biens belges qui ont été nationalisés en Pologne — les relations économiques avec les pays de l'Europe orientale, pp. 680 à 681 (16 février 1956).

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant le rôle du parti P.S.C. dans la lutte contre les taudis — la portée des mesures nouvelles envisagées — la part d'intervention de l'Etat — les modifications que son groupe approuve et les objections qu'il formule à l'égard du projet — la multiplication des parastataux et les lois de cadre — les travaux d'étude — les nominations — la définition des terme « personnes de condition modeste » et « habitation sociale » — les arrêtés d'exécution, pp. 1067 à

De Baeck *(suite)*.

1069 (2 mai 1956). — Fait des observations, pp. 1078 à 1080 (3 mai 1956).

Discussion des articles du projet. — Article 1er : Intervient, p. 1098. — Article 3 : Intervient — ses deux amendements sont rejetés, pp. 1102, 1103. — Article 5 : Intervient — son amendement est rejeté, p. 1104. — Article 7 : Intervient — son amendement est adopté, p. 1105. — Article 14 : Intervient — fait des observations — ses deux amendements sont rejetés, pp. 1108, 1109, 1110. — Article 16 : Intervient, p. 1112. — Article 17 : Son amendement est rejeté, p. 1113 (15 mai 1956). — Article 21 : Intervient — son amendement est rejeté, p. 1117. — Article 24 : Intervient — son premier amendement est rejeté — le deuxième est retiré, p. 1119 (16 mai 1956).

Projet de loi confirmant certains arrêtés ministériels pris en exécution de l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire. — Dépôt du rapport — fait des observations, p. 1175 (23 mai 1956).

Projet de loi établissant le statut des autoroutes. — Discussion générale. — Discours : Suggère quelques modifications au texte français de l'article 3 — interroge le ministre au sujet des articles 7 et 13, pp. 1399 à 1400 (14 juin 1956). — Discussion des articles. — Article 6 : Son amendement est adopté, p. 1401. — Article 7 : Son amendement est adopté, p. 1401 (14 juin 1956).

Debaise, sénateur de l'arrondissement Mons-Soignies.

Ann. — Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours . Concernant les catastrophèes minières et la sécurité dans les mines — création de homes pour mineurs — les ateliers de construction de la région du Centre, pp. 729 à 730 (28 février 1956).

De Block, sénateur coopté.

Doc. — N° 30. — Rapport : Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956.

N° 115. — Rapport : Projet de loi autorisant la Société Nationale des Chemins de fer belges à émettre en une ou ou plusieurs tranches, des emprunts d'un montant effectif de 677.200.000 francs pour couvrir des dépenses afférentes à la réparation des dommages de guerre occasionnés au matériel roulant et à l'outillage nécessaire à l'exploitation du réseau ferré.

N° 263. — Rapport : Projet de loi allouant un crédit spécial à rattacher au budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1955, destiné à l'octroi d'un subside à la Société Coopérative de Gazéification Souterraine (Socogaz).

Ann. — Communauté européenne du charbon et de l'acier. — Délégation belge à l'assemblée commune. — Est nommé représentant de la Belgique en remplacement de M. Dethier, p. 9 (8 novembre 1955).—Est réélu représentant de la Belgique pour une période d'un an, à dater du 1er juillet 1956, p. 1208 (30 mai 1956).

Interpellation de M. De Boodt et du Comte d'Aspremont Lynden à M. le Ministre de la Défense Nationale. — Discussion. — Discours : Concernant le dépôt d'un ordre du jour pur et simple, p. 81. — Dépose un ordre du jour de confiance, p. 82 (6 décembre 1955). — Vote des ordres du jour : Fait des observations, pp. 103 à 104 (8 décembre 1955).

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les travaux en commission et l'établissement du rapport — l'étendue de la compétence du département — la tendance à l'étatisation — l'octroi de plus grands pouvoirs au directeur général de la S.N.C.B. — les postes — la représentation du syndicat libéral à la commission paritaire de la S.N.C.F. — la charge des pensions à la S.N.C.B. — l'exploitation des chemins de fer et leur modernisation — la coordination de la politique en matière de transports — les transports routiers — la télévision — les imprimeries de l'administration, pp. 162 à 165 (14 décembre 1955).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion générale : fait des observations, p. 630 (15 février 1956).

De Block *(suite)*.

Projet de loi autorisant la Société Nationale des Chemins de fer belges à émettre, en une ou plusieurs tranches, des emprunts d'un montant effectif de 677.200.000 francs pour couvrir les dépenses afférentes à la réparation des dommages de guerre occasionnés au matériel roulant et à l'outillage nécessaires à l'exploitation du réseau ferré. — Discussion générale. — Discours : Commente brièvement le but du projet, p. 658 (16 février 1956).

Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Parle de la haute conjoncture — évoque brièvement les arguments présentés par les précédents orateurs — parle des subsides — du chômage — de la concurrence — de l'électricité — des nationalisations — de l'énergie nucléaire — du papier journal — rend hommage au ministre, pp. 733 à 736 (29 février 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des Recettes et Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes : Fait des observations, pp. 920 à 923, 926. — Discours : Concernant l'amélioration du réseau routier — le Fonds des routes — la coordination du transport — les routes Gand-Bruxelles et Gand-Anvers — les autoroutes Bruxelles-Ostende et Anvers-Liège — la communication Anvers-Ruhr — le trafic à Bruxelles — les voies d'eau — l'écluse à Terneuzen — l'érection de bâtiments, p. 936 à 937 (21 mars 1956). — Fait des observations, p. 972 (22 mars 1956).

Budget des Recettes et Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussion des articles du tableau. — Article 499 : Intervient, p. 981 (22 mars 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 1er : Intervient, p. 1215 (30 mai 1956). — Article 7 : Intervient, p. 1263 à 1266 (5 juin 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux. — Fait des observations, p. 1284 (6 juin 1956).

Projet de loi modifiant le budget des recettes et des Dépenses extraordinaires de l'exercice 1956, en vue de la réalisation d'un programme d'investissements urgents et d'intérêt national au port d'Anvers. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'extension du port d'Anvers, le progrès de Rotterdam et de Hambourg — l'insuffisance du plan et la cadence trop lente à laquelle s'effectuent les travaux — l'élaboration d'une politique portuaire — le port de Gand, pp. 1594 à 1595 — fait des observations, pp. 1613 à 1615 (26 juin 1956).

Président. — Relations extérieures. — Motion d'ordre de M. Struye : Demande qu'on attende le retour de M. Rolin, retenu à l'Union interparlementaire, afin de lui permettre d'exposer ses vues sur la question du comité secret, p. 1643 (27 juin 1956).

De Boodt, sénateur des arrondissements Malines et Turnhout.

Doc. — N° 164. — Amendements : Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux.

Ann. — Interpellation au Ministre de la Défense Nationale « sur les déficiences et l'inefficacité de la structure actuelle de notre armée et sur les mesures à prendre tant pour adapter la défense de la Belgique, à l'évolution de la technique des armements que pour réduire, dans toute la mesure du possible, en considération des circonstances nouvelles et en tenant compte de nos engagements internationaux, les charges et les prestations qui sont imposées au pays ». — Demande d'interpellation, p. 8 (8 novembre 1955).— Discussion. — Discours : Concernant la politique militaire à suivre après la découverte des armes atomiques et thermonucléaires — le communiqué paru après la séance spéciale du P.S.C. consacrée aux problèmes militaires et la conférence de presse du président — les intentions du Gouvernement quant à la réforme de l'armée — l'impossibilité pour la Belgique de continuer l'effort financier fourni précédemment — l'adaptation de l'armée aux conceptions modernes — l'organisation structurelle de l'armée — le nombre de soldats — le matériel — les conséquences de l'utilisation des armes nucléaires et atomiques — l'installation d'une commission militaire mixte pour l'étude du problème militaire — les économies à effectuer au Budget de la Défense Nationale, pp. 67 à 69—concernant les arguments pour la création urgente de la commission nationale, p. 81 (6 décembre 1955).

De Boodt *(suite)*.

Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Demande que les rapports soient distribués avant communication à la presse, parle de la création d'une commission mixte — des bases militaires au Congo — de l'accord Belgique-Portugal — de l'embouchure du fleuve Congo — de la défense aérienne — du rôle des aumôniers — des deux forces armées — des frais de notre armée en Allemagne occidentale — des situations linguistiques à l'armée, pp. 691 à 692 (21 février 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Se déclare déçu par l'attitude du ministre — lui reproche sa politique de nominations — parle de l'abrogation du protocole agricole de 1947 — compare la politique agricole suivie en Belgique et en Hollande — traite de la culture du froment — des betteraves — de l'agriculture en général — des dégâts causés par le gel — défend ses amendements proposés en commission, pp. 771 à 774 (1er mars 1956). — Fait des observations, p. 833 (8 mars 1956). — Discussion des articles du tableau. — Article 23 : Intervient, p. 840 (8 mars 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des Recettes et Dépenses Extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant les problèmes ayant trait à la reconstruction — la régularisation des agents temporaires — l'affectation de service — les emplois vacants dans les différents départements — les fonctionnaires détachés — le plan quinquennal en matière de dommages de guerre — la suppression du département autonome de la reconstruction — l'examen groupé — les agriculteurs sinistrés ayant subi de graves dommages par suite des gelées — la revision de la loi en faveur de la catégorie D : agriculteurs et classes moyennes — la suppression du service de documentation et d'aide sociale — la suppression de certains bureaux de paiement régionaux — les coopératives — l'application de la loi de réparation des dommages de la catastrophe de Tessenderlo, pp. 969 à 971 — fait des observations, p. 979 (22 mars 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1027, 1028 (24 avril 1956). — Discours : Concernant la scission du projet de 1948 — l'application du projet actuel — la situation à l'étranger — l'intervention du Département des Travaux Publics — les travaux du génie rural, pp. 1041 à 1043 — fait des observations, pp. 1044, 1046, 1047 — fait des observations relatives au renvoi en commission et au dépôt d'amendements; p. 1048 (25 avril 1956). — Discussion des articles. — Article 4 : Retire son amendement, p. 1131. — Article 12 : Intervient — son amendement est adopté, p. 1134. — Article 32 : Intervient, p. 1139 (16 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 2 : Intervient, p. 1235 (31 mai 1956). — Article 4 : Intervient, p. 1258 (5 juin 1956).

Projet de loi relatif à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1315, 1316, 1317 (7 juin 1956).

Projet de loi contenant le Budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes : Fait des observations, p. 1474 (20 juin 1956).

De Bruyne Edg., sénateur coopté.

Interpellation de M. Struye au Ministre des Affaires Etrangères— Discussion : Dépose un ordre du jour regrettant l'abstention de la Belgique au vote sur l'admission de l'Espagne à l'O.N.U, p. 361 — propose la fusion de son ordre du jour avec celui de MM. Rolin et Coulonvaux en y ajoutant comme deuxième alinéa le deuxième paragraphe de l'ordre du jour Edg. De Bruyne-Huart, p. 361 (17 janvier 1956). — Vote sur l'ordre du jour — son amendement est rejeté, p. 386 (19 janvier 1956).

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Discussion des articles du projet. — Motion d'ordre de M. Struye : Fait des observations, p. 1101 (15 mai 1956).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du Conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant l'Inga et l'industrialisation du Congo — la communauté belgo-congolaise et ses conséquences — critique la politique coloniale du ministre — parle de l'enseignement au Congo — de la construction d'écoles et internats — des subsides accordés par le Fonds du Bien-Etre indigène — de l'assistance sociale, pp. 1425 à 1432 (14 juin 1956).

De Bruyne V., sénateur de l'arrondissement Anvers.

Doc. — N° 272. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

Ann. — Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant le terme « centimes additionnels » — le traitement des bourgmestres et échevins — les intercommunales de gaz et d'électricité, pp. 372 à 373 (18 janvier 1956).

Projet de loi majorant à partir de 1956, le Fonds communal d'assistance publique, le Fonds des communes et le Fonds des provinces. — Discussion générale. — Discours : Concernant les causes, les conséquences et les solutions éventuelles des difficultés financières des communes — la répartition des trois Fonds et la politique fiscale démocratique — l'article paru dans « La Libre Belgique » sur la gestion des administrations communales socialistes, pp. 420 à 421 (25 janvier 1956).

Projets de loi accordant la naturalisation. — Prise en considération. — Demande d'ajournement : Fait des observations, pp. 914, 915 (21 mars 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant la loi Vermeylen — les critères basés sur les dépenses — les suggestions qu'il a faites précédemment — la situation des quatre grandes villes — le critère cadastral — la part des communes de 30.000 à 40.000 habitants, pp. 1688 à 1689 (28 juin 1956).

Decoene, sénateur provincial de Brabant.

Ann. — Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du Conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes : Fait des observations, pp. 1426, 1427 (14 juin 1956); p. 1473 (20 juin 1956).

de Dorlodot (Baron), sénateur provincial de Hainaut.

Doc. — N° 164. — Amendements. — Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux.

Ann. — Demande, par motion d'ordre, qu'on apporte un nouveau perfectionnement au fonctionnement du vote électrique et qu'un tableau indique l'objet du vote, p. 74 (6 décembre 1955).

Interpellation de M. De Boodt et du Comte d'Aspremont Lynden à M. le Ministre de la Défense Nationale. — Discussion : Appuie la demande de création d'une commission nationale, pp. 76 à 77 — fait des observations, p. 82 (6 décembre 1955). — Vote sur les ordres du jour : Intervient, pp. 177, 178 (15 décembre 1955).

Interpellation de M. Struye au Ministre des Affaires Etrangères : Regrette que le Bureau n'ait pas prévenu les membres, p. 287 (10 janvier 1956). — Discussion : Fait des observations, p. 351 — rappelle au ministre « les leçons du passé » — évoque l'article 32 de la Constitution, p. 355 — dit que les correspondances diplomatiques doivent être lues avec l'esprit diplomatique, p. 361 (17 janvier 1956) — Vote sur l'ordre du jour : Intervient — son amendement est déclaré irrécevable, p. 385 (19 janvier 1956).

Demande par motion d'ordre, au Ministre de l'Agriculture, de prendre des mesures pour pouvoir disposer des semences indispensables dès que viendra le dégel, pp. 706, 707 (22 février 1956).

Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'indemnité aux femmes des miliciens, pp. 707, 708 (22 février 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant le congé à accorder aux miliciens lorsque leurs parents doivent réensemencer les champs atteints par la gelée, p. 789 (1er mars 1956).

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (crédits Affaires Etrangères). — Discussion générale : Fait des observations, pp. 910 à 913 (21 mars 1956).

Budget de la Dette Publique pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, p. 992 (22 mars 1956).

Projet de loi, mettant un crédit spécial à la disposition du Gouvernement aux fins d'aider les agriculteurs et horticulteurs qui ont subi des pertes exceptionnelles à la suite des gelées. — Discussion générale : Fait des observations, p. 996 — retire son amendement celui-ci n'étant pas appuyé. — Discours : Concernant l'insuffisance du crédit, p. 997 — fait des observations, p. 998 (22 mars 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, p. 998 (22 mars 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1032 (24 avril 1956). — Discours : Concernant la nécessité de modifier l'article 826 du Code civil — l'exploitation des terres du point de vue agricole et industriel — l'examen de la question par la commission, p. 1045 à 1046 — fait des observations, p. 1046, 1047 — fait des

de Dorlodot (Baron), *(suite)*.

observations relatives au renvoi en commission et au dépôt d'amendements, p. 1048 (25 avril 1956) — appuie la demande de renvoi en commission faite par M. Orban, p. 1055 — fait des observations relatives aux amendements déposés, p. 1055 — fait des observations, pp. 1056, 1057, 1060, 1061. — Discours : Concernant la plus value éventuelle de terrains, pp. 1061 à 1062 — fait des observations, p. 1062 (26 avril 1956). — Discussion des articles. — Article 2 : Ses amendements n'étant pas appuyés sont déclarés irrecevables — fait des observations, pp. 1127, 1128.—Articles 8, 12 : Intervient, pp. 1133, 1134. — Article 18 : Son amendement est rejeté, p. 1136. — Article 32 : Intervient, pp. 1139, 1140 (16 mai 1956). — Discussion des articles réservés. — Articles 10, 21, 36 : Intervient, pp. 1152, 1161, 1165 (17 mai 1956). — Vote : Justifie son vote et rectifie le vote qu'il a émis sur l'amendement à l'article 10, lettre B, p. 1174 (23 mai 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion des articles. — Article 9 : Fait des observations, pp. 1421, 1422 (14 juin 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Règlement : Fait appel au règlement, p. 1433 (14 juin 1956).

Ann. — Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du Conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes. — Fait des observations, p. 1433. — Discours : Estime inconvenant de poursuivre la discussion de cet important budget devant une assemblée très réduite, p. 1435 (14 juin 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Fait des observations relatives à la discussion du projet de loi concernant l'O.N.O.V.A., pp. 1551, 1552 (21 juin 1956).

Interpellation au Ministre des Affaires Etrangères « sur l'attitude passive adoptée par le Gouvernement en présence de la décision de sa majorité d'envoyer officiellement une mission dans un pays dont le Gouvernement n'est pas reconnu par la Belgique » — Demande, p. 1661 (28 juin 1956). — Fait des observations au sujet de la demande d'urgence, pp. 1682 à 1683 (28 juin 1956).

Président. — Relations extérieures. — Motion d'ordre de M. Struye. — Discussion : Fait des observations, p. 1678 (28 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Demande au Sénat de poursuivre ses travaux mardi prochain, p. 1689 (28 juin 1956).

De Grauw, sénateur de l'arrondissement Bruxelles.

Doc. — N° 30. — Rapport : Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956.

N° 101. — Rapport : Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (crédits relatifs au commerce extérieur).

N° 234. — Rapport : Projet de loi relatif au Fonds spécial d'assistance.

Ann. — Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la modernisation des chemins de fer — les charges financières de la S.N.C.B. — le tourisme — le problème de la télévision — les difficultés de l'aviation commerciale — les licences du transport routier, p. 156 (14 décembre 1956).

De Grauw *(suite).*

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (crédits commerce extérieur). — Discussion générale. — Discours : Commente succinctement le budget — parle de la politique de libre-échange du ministre — du chiffre record de la balance commerciale — de l'élargissement de nos marchés et débouchés — de quelques marchés qui s'imposent à l'attention — de l'importance de la participation de la Belgique à certaines foires — de l'aide aux pays sous-développés — des accords de Benelux — de la productivité dans le domaine économique — des industries nouvelles, pp. 673 à 675 (16 février 1956). — (Crédits affaires étrangères). — Discussion générale. — Discours : Demande d'augmenter le nombre des attachés commerciaux à l'étranger, p. 915 (21 mars 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Demande au ministre de rassurer l'opinion publique bruxelloise quant à la fin des travaux de voirie pour 1958, p. 927 (21 mars 1956).

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant les amendements présentés par les libéraux — la notion du concours technique à fournir contre rémunération à quiconque le sollicite, par l'Institut National de Logement — la stimulation de l'initiative privée, pp. 1069 à 1070 (2 mai 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion générale. — Discours : Approuve entièrement le projet, p. 1391 (14 juin 1956).

Projet de loi relatif au Fonds spécial d'assistance. — Discussion générale. — Discours : Rectifie une erreur au rapport n° 234 — explique le mécanisme et la portée du projet, pp. 1461 à 1462 — parle de la crainte d'étatisation exprimée par M. Verhaest — rappelle les conclusions de son rapport, p. 1466 (20 juin 1956).

Proposition de loi tendant à reviser la loi du 11 mars 1950 sur la protection des eaux contre la pollution. — Discussion générale : Exprime l'adhésion du groupe libéral, p. 1666 (28 juin 1956).

Dehousse, sénateur coopté.

Doc. — N° 134.— Rapport : Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (crédits Affaires Etrangères).

N° 323. — Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'Union de l'Europe Occidentale — des représentants nationaux et du personnel international, signé à Paris le 11 mai 1955.

Ann. — Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur (crédits Affaires Etrangères) pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant le Plan Delta—la canalisation de la Moselle, — les voies d'eau en Belgique et en Europe Occidentale — l'Europe et la relance européenne — le lien entre l'Euratom et le marché commun — les clauses de sauvegarde — les institutions — nos traités bilatéraux avec les Etats-Unis et la Grande Bretagne — la propriété des combustibles nucléaires — le problème de l'utilisation pacifique — la simplification des formalités de frontière pour les voyageurs — les rapports de l'Occident avec les peuples jeunes — l'interprétation de la Charte — le Pacte Atlantique — le désarmement — la politique de détente de l'Union soviétique — le contrôle des armements à l'U.E.O. — certaines modifications dans notre politique étrangère, pp. 867 à 872 — fait des observations, pp. 879, 883, 885 à 887 (20 mars 1956).

Affaires Etrangères. — Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. — Est réélu représentant de la Belgique à l'Assemblée commune pour une période d'un an, à dater du 1er juillet 1956, p. 1208 (30 mai 1956).

Dehousse *(suite).*

Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour la prévention contre la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, des annexes, de l'acte final et des résolutions, signés à Londres le 12 mai 1954. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1358 (13 juin 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'Union de l'Europe Occidentale — des représentants nationaux et du personnel international, signée à Paris, le 11 mai 1955. — Remise de la discussion : Demande la remise de la discussion jusqu'à l'arrivée du Ministre des Affaires Etrangères, p. 1645 (27 juin 1956). — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème des privilèges, immunités et exemptions des impôts nationaux — l'application de l'article 21 de l'accord, p. 1652 (27 juin 1956).

Dekeyzer, sénateur provincial d'Anvers.

Doc. — N° 227. — Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour la prévention contre la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, des annexes de l'acte final et des résolutions, signés à Londres, le 12 mai 1954.

N° 230. — Rapport : Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : *a)* accord intérimaire européen concernant la sécurité sociale, à l'exclusion des régimes relatifs à la vieillesse, à l'invalidité et aux survivants, annexes et protocole additionnel; *b)* accord intérimaire européen concernant les régimes de sécurité sociale relatifs à la vieillesse, à l'invalidité et aux survivants, annexes et protocole additionnel, signés à Paris, le 11 décembre 1953.

N° 231. — Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 81), relative à l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce, adoptée à Genève, le 11 juillet 1947, par l'Organisation internationale du Travail, au cours de sa trentième session.

N° 267. — Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention européenne d'assistance sociale et médicale, des annexes et du protocole additionnel, signés à Paris, le 11 décembre 1953.

N° 268. — Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention générale entre le Royaume de Belgique et la République de Saint-Marin tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux pays de la législation belge sur la sécurité sociale et de la législation sanmarinaise sur la sécurité sociale et les allocations familiales, signés à Bruxelles, le 22 avril 1955.

N° 269. — Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et la Yougoslavie sur la sécurité sociale, signée à Belgrade, le 1er novembre 1954.

Ann. — Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la nomination de sous-secrétaires d'état, notamment à la circulation routière — les problèmes des facteurs des postes — l'exploitation des paquebots de l'Etat — le transport d'autos par avion — les problèmes de la marine marchande belge — la circulation routière et la multiplicité des accidents — la signalisation routière — la durée du travail des chauffeurs routiers — l'assurance obligatoire — l'augmentation du trafic fluvial — le Fonds des Routes — la coordination des transports et l'intégration européenne — les émissions mondiales de la radio — la télévision — le tourisme social, pp. 154 à 156 (14 décembre 1955).

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (crédits Affaires Etrangères). — Discussion générale. — Discours : Concernant la reconnaissance de la Chine — le renforcement de nos postes diplomatiques — nos voies d'eau et le Plan Delta — l'aide aux pays sous-développés — l'énergie nucléaire, p. 888 (20 mars 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant les voies d'accès au port d'Anvers — l'autostrade Anvers-Allemagne — l'extension, la modernisation et l'outillage du port d'Anvers — la 5e et la 6e darse — le plan Delta, pp. 928 à 929 (21 mars 1956).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. —

Dekeyzer *(suite)*.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédits supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et Jadotville. — Pétition de membres du Conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant l'esprit de tolérance au Congo — la situation en Afrique du Nord — l'inspection du travail — la création d'une direction générale auprès du département — l'enseignement au Congo — les services médicaux — l'habitat — l'organisation judiciaire, p. 1451 à 1452 (19 juin 1956).

de la Vallée Poussin, sénateur de l'arrondissement Bruxelles.

Doc. — N° 65. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 119. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 272. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

Ann. — Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la construction d'une cité administrative — le nombre de chômeurs mis à la disposition des communes et le contrôle des travaux communaux — la question des agents temporaires de l'Etat — la lenteur et la réforme administrative — le recrutement et l'avancement des fonctionnaires — le recours à l'article 18 du statut — les nominations politiques, pp. 55 à 57 — fait des observations, p. 59 (29 novembre 1955).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les grandes agglomérations — le problème et les grands travaux de l'exposition, pp. 398 à 399 (24 janvier 1956).

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Discours : Parle de la révolution industrielle et scientifique — de l'évolution sociale amenant une réforme fondamentale de l'instruction et de la culture générale — compare les systèmes d'éducation anglais et français — défend l'enseignement libre — traite de la crise de l'enseignement en Belgique — de la recherche scientifique, pp. 524 à 526 (7 février 1956).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la sûreté de l'Etat, pp. 597, 598 (9 février 1956).

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (crédits Affaires Etrangères). — Discussion générale. — Discours : Concernant l'énergie nucléaire — la nouvelle politique russe, p. 892 (20 mars 1956).

Projets de loi accordant la naturalisation. — Prise en considération. — Demande d'ajournement : Fait des observations, p. 915 (21 mars 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux. — Fait des observations, p. 1284 (6 juin 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'Union de l'Europe Occidentale, des représentants nationaux et du personnel international, signée à Paris, le 11 mai 1955. — Discussion générale. — Discours : Se déclare d'accord avec M. Rolin, p. 1654 (27 juin 1956).

Deliège, sénateur provincial de Hainaut.

Ann. — Validation de ses pouvoirs. — Prête serment, pp. 1589, 1590 (26 juin 1956).

Delmotte, sénateur de l'arrondissement Huy-Waremme.

Doc. — N° 238. — Amendement au texte présenté par la commission : Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants.

Ann. — Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les finances provinciales et communales — les centimes additionnels à l'impôt foncier — la quote-part dans le Fonds des communes — la taxe sur les égouts — l'intercommunale de voirie de Liège — la simplification du travail dans les administrations communales, p. 400 (24 janvier 1956).

Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion générale. — Incident : Appelle l'attention sur l'absence des mandataires libéraux et demande de ne pas procéder au vote en ce moment, p. 478 (2 février 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale. — Discours : Concernant la définition du travailleur indépendant — le cumul des pensions — le système de la capitalisation — le système de pension généralisé — le système de répartition, pp. 1203, 1204 (29 mai 1956). — Fait des observations, p. 1210 (30 mai 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, p. 1215 (30 mai 1956; p. 1226, 1229 : Retire son amendement, p. 1231. — Articles 2, 3, 4 : Intervient, pp. 1238, 1241 (31 mai 1956) 1251 à 1254, 1255 à 1258 (5 juin 1956). — Article 15 : Intervient, pp. 1291 à 1295 (7 juin 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion des articles. — Article 9 : Fait des observations, p. 1422 (14 juin 1956).

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs coordonnées le 9 mars 1951. — Discussion des articles. — Article 1 : Fait des observations, p. 1506 (21 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi communale et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant les droits acquis des secrétaires des communes qui ont été déclassées, p. 1520 — fait des observations, p. 1520 (21 juin 1956).

Président. — Relations extérieures. — Motion d'ordre de M. Struye : Justifie son vote sur les ordres du jour, p. 1678 (28 juin 1956).

Delor, sénateur de l'arrondissement Nivelles.

Doc. — N° 65. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 119. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 143. — Rapport : Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956 (crédits : Travaux Publics).

N° 217. — Rapport : Projet de loi établissant le statut des autoroutes.

N° 272. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

Ann. — Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes.—Discours : Concernant la politique de stricte économie et la réduction globale du budget ordinaire — la crise des carrières manuelles de porphyre et de grès — les routes — la route Bruxelles-Villers-la-Ville — le Fonds des routes — l'autoroute de Wallonie — l'ampleur du trafic sur les routes qui desservent le sillon industriel wallon — les autoroutes Velroux-Namur et Bruxelles-Liège — les voies navigables du sud du pays — le canal Charleroi-Clabecq — le canal Nimy-Blaton-Péronnes — le canal circulaire de Gand et l'écluse de Merelbeke — le barrage d'Ampsin-Neuville — l'écluse de La Plante — le pont de Jambes — le bouchon de Lanaye — l'Institut national du verre, pp. 900 à 902 (21 mars 1956).

Delport, sénateur de l'arrondissement Louvain.

Doc. — N° 252. — Rapport : Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge ou du Ruanda-Urundi.

Ann. — Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la cause de la faillite des essais de coordination en matière de circulation — la nécessité de coordonner tout ce qui concerne les transports sous une seule direction — la régie des Voies Aériennes — le nouvel aéroport de Melsbroek — l'équipement de sécurité de cet aéroport — l'achat d'un avion bimoteur Gemini par la R.V.A., — les adjudications de la R.V.A. — le cadre du personnel de la R.V.A. — la Régie des Télégraphes et Téléphones et l'automatisation du réseau — le comportement du personnel en contact avec le public — le problème de la télévision et l'institution d'une nouvelle commission d'étude — les suites de l'épuration au département, pp. 152 à 154 (14 décembre 1955). — Fait des observations, pp. 181 à 191 (15 décembre 1955).

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la loi Collard et ses conséquences — les arrêtés d'exécution — la population scolaire — la scission des subsides dans le secteur de l'enseignement normal — les prévisions budgétaires pour les écoles normales catholiques — l'enseignement moyen et technique — suggère de favoriser la recherche scientifique et l'enseignement supérieur — traite des spécialisations, pp. 488 à 490 (2 février 1956).

Discussion des articles du tableau. — Articles 22-26 : Son amendement est rejeté, p. 578 (9 février 1956).

Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'aviation et l'instruction des pilotes, p. 698 (21 février 1956).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du Conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes : Fait des observations, p. 1459 (19 juin 1956). — Discours : Concernant la mentalité des moins évolués — la communauté belgo-congolaise — la cité indigène de Léopoldville — l'agriculture — l'industrie et l'enseignement au Congo — l'évolution sociale des noirs — l'emploi de la langue néerlandaise — la situation dans l'Urundi, p. 1484 à 1486 (20 juin 1956).

De Maere, sénateur provincial de Flandre Orientale.

Ann. — Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation déplorable des vanneries et la fabrication des paniers dans les prisons, pp. 587 à 588 (9 février 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant le pont sur l'Escaut à Tamise et la nouvelle route reliant Saint-Nicolas au pont de l'Escaut — la route Tamise-Kruibeke — l'autostrade Anvers-Lille et le dangereux carrefour de Breendonk — l'école moyenne de l'Etat à Tamise — le passage d'eau Kruibeke-Hoboken, p. 929 à 930 (21 mars 1956).

De Man, sénateur de l'arrondissement Roulers-Tielt, secrétaire du Sénat.

Doc. — N° 86. — Amendements : Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1956.

N° 283. — Rapport : Projet de loi modifiant les limites séparatives des communes de Blankenberge et Uitkerke.

N° 334. — Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

Ann. — Est réélu secrétaire du Sénat, p. 4 (8 novembre 1955).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la loi du 18 juillet 1955 sur les finances communales — l'assainissement des finances des quatre grandes villes — la réorganisation de la protection civile — le traitement des secrétaires communaux — les commissaires d'arrondissement — le rajustement des pensions communales — la pension des bourgmestres et échevins — la régularisation des temporaires — le statut syndical du personnel communal — les primes à la construction et les bourses d'études, pp. 379 à 382 (19 janvier 1956).

Discussion des articles du tableau. — Article 7 : Son amendement est rejeté, p. 411. — Article 24 : Son amendement est rejeté, p. 411 (24 janvier 1956).

Caisse de Dépôts et Consignations. — Commission de surveillance : Son mandat vient à expiration, p. 398 (24 janvier 1956). — Est réélu délégué à la Commission de surveillance, p. 774 (1er mars 1956).

Projet de loi modifiant la loi communale et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant les raisons de l'abstention de son groupe lors du vote du projet — les amendements déposés en commission — les chiffres du barème et le principe tendant à lier les traitements des secrétaires communaux à ceux du personnel de l'Etat — la fonction du secrétaire communal — le statut définitif du personnel communal — le reclassement des communes — la rétroactivité du projet, p. 1515 à 1516 (21 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant les modifications apportées à la loi Vermeylen — la hâte apportée à discuter le projet, ne laissant pas le temps suffisant pour examiner ses conséquences — le fait que le Fonds des communes et les Fonds des provinces n'ont pas été consultés avant le dépôt du projet—l'assainissement de la situation monétaire des grandes villes — la création du Fonds spécial pour les grandes villes — le traitements inégal appliqué aux provinces — le Fonds d'assistance des communes — la proposition de loi de M. Uselding — son amendement — les critères d'application de la loi Vermeylen, pp. 1668 à 1671 (28 juin 1956). — Discussion des articles. — Article 2 : Intervient, p. 1693. — Article 19 : Intervient — son amendement est rejeté, p. 1697 (28 juin 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention internationale relative à la procédure civile, conclue à La Haye le 1er mars 1954. — Discussion générale. — Discours : Précise que les modifications apportées ne peuvent valoir pour les Etats qui ont fait partie antérieurement de la convention et qui n'ont pas participé à la dernière session, p. 1687 (28 juin 1956).

Demarneffe, sénateur des arrondissements Hasselt et Tongres-Maaseik.

Ann. — Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956 .— Discussion générale. — Discours : Concernant les postes — les charges de la S.N.C.B. et les pensions — la sécurité routière — les ponts trop étroits et passages à niveau dans le Limbourg — l'électrification de la ligne Hasselt-Bruxelles — l'automatisation des réseaux téléphoniques dans le Limbourg — la télévision, pp. 179 à 180 (15 décembre 1955).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'exportation de produits agricoles et horticoles — le droit de douane sur les produits phyto-pharmaceutiques, pp. 827 à 828 (7 mars 1956).

Projet de loi relatif à l'incorporation du froment indigène et à l'activité des meuneries industrielles, des négociants en froments indigènes et des utilisateurs de farine de froment. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1647 à 1649 (27 juin 1956).

Derbaix, sénateur des arrondissements Charleroi et Thuin.

Doc. — N° 288. — Amendement : Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945.

Ann. — Est réélu secrétaire du Sénat, p. 4 (8 novembre 1955).

Interpellation de M. De Boodt et du Comte d'Aspremont Lynden à M. le Ministre de la Défense Nationale. — Discussion : Dépose un ordre du jour, pp. 80 à 81 (6 décembre 1955).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Critique l'exécution de la loi dite De Taeye, pp. 304 à 307 (11 janvier 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion générale. — Discours : Concernant les diverses phases que comporte l'exécution d'un remembrement — le champ d'application — les formalités préalables — l'assemblée générale — la nomination d'un comité local de remembrement aquel est adjoint une commission consultative — le recours — le bornage sur place des biens attribués et la passation de l'acte authentique de remembrement — les frais d'exécution — les effets du remembrement — les dispositions fiscales, pp. 1026 à 1028 — fait des observations, pp. 1032 à 1034 (24 avril 1956), pp. 1039, 1940 (25 avril 1956) : Concernant les principales critiques émises au sujet des moyens proposés par le projet de loi afin de réaliser la réforme — le remembrement de la propriété et celui de l'exploitation et le remembrement purement culturel — la solution moyenne envisagée — la participation des fermiers locataires aux opérations — décisions et votes qui doivent réaliser le remembrement — le remembrement à l'étranger — le cas de l'occupant de fait — les possibilités de sessions du bail à ferme — les créanciers hypothécaires — le recours — les résultats du remembrement volontaire — l'adaptation de la loi sur les petits héritages — la revision de la loi sur le bail à ferme — répond à une observation formulée par M. Bouilly, pp. 1050 à 1054 — fait des observations, pp. 1056, 1057 — relatives à la date de la discussion des articles, p. 1062 (26 avril 1956). — Discussion des articles. — Fait des observations, p. 1126. — Article 1 : Intervient — la modification proposée par lui est adoptée, pp. 1126, 1127. — Article 2 : Fait des observations, pp. 1127, 1128. — Article 3 : Intervient, pp. 1128 à 1130. — Article 4 : Intervient — la modification de pure forme proposée par lui, est adoptée, pp. 1130, 1131. — Articles 7, 12 : Intervient, pp. 1132, 1134, 1135. — Article 20 : Intervient — demande une modification de termes au deuxième alinéa, p. 1136. — Articles 32, 34, 48 : Intervient, pp. 1139, 1140, 1143 (16 mai 1956). — Discussion des articles réservés. — Articles 3, 10, 21 : Intervient, pp. 1148, 1158, 1159, 1150, 1151, 1160, 1161 (17 mai 1956). — Article 36 : Intervient, p. 1174 (23 mai 1956).

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant les conséquences du vote du projet de loi — les difficultés d'interprétation — la prorogation de la loi De Taeye, — les arrêtés d'application — les pouvoirs octroyés au ministre, pp. 1087 à 1088 — fait des observations, pp. 1091, 1092 (3 mai 1956). — Ajournement de la proposition : Fait des observations relatives au retrait de sa proposition de loi, p. 1120 (16 mai 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion générale. — Discours : Parle du but du projet — réfute les arguments présentés en faveur de la suppression de l'ONOVA — traite des conséquences de la dissolution de l'ONOVA du point de vue patrimoine — commente son amendement, pp. 1388 à 1390 — fait des observations, pp. 1391, 1395 (14 juin 1956). — Discussion des articles. — Article 9 : Fait des observations, pp. 1397, 1419 à 1422 (14 juin 1956), pp. 1582 à 1587 — son amendement est rejeté, pp. 1596 (26 juin 1956).

de Schaetzen (Chevalier), sénateur de l'arrondissement Tongres-Maaseik.

Doc. — N° 65. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 119. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 272. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

Ann. — Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale. — Vote : Justifie son vote, p. 176 (15 décembre 1955).

Desmedt, R., sénateur de l'arrondissement Roulers-Tielt.

Ann. — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant le prix des produits agricoles — l'index — la part de l'agriculture dans le revenu net — la productivité — le froment — les analyses pédologiques — le tabac — le houblon et l'orge — la culture de chicorée — le lin — la diminution de la superficie des terres arables — les attachés agricoles, pp. 825 à 827 (7 mars 1956) — fait des observations, pp. 830, 831 (8 mars 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion générale. — Discours : Concernant la loi de 1948 — les opinions divergentes en matière d'application du projet — l'assainissement des terres, pp. 1040, 1041 — fait des observations, p. 1044 (25 avril 1956). — Concernant l'intérêt du propriétaire du sol où l'on suppose que des richesses sont cachées, p. 1062 (26 avril 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 2 : Intervient, p. 1236 (31 mai 1956).

Projet de loi relatif à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1315, 1316. — Discours : Concernant les petits cultivateurs — la productivité — la race rouge en Flandre Occidentale et la race pie noire en Campine — la réglementation en vigueur — la constitution des îlots — la consultation des organisations agricoles, pp. 1316 à 1317 (7 juin 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, p. 1345, 1346 (13 juin 1956).

Projet de loi relatif à l'incorporation du froment indigène et à l'activité des meuneries industrielles, des négociants en froments indigènes et des utilisateurs de farine de froment. — Discussion générale. — Discours : Concernant le pourcentage de froment indigène incorporé dans la farine — la prochaine récolte, p. 1646 — fait des observations, pp. 1647 à 1649 (27 juin 1956).

Desmet, L., sénateur provincial de Hainaut.

Doc. — N° 62. — Rapport : Projet de loi sur les économats.

N° 123. — Amendement au texte présenté par la commission : Projet de loi sur les économats.

N° 125. — Rapport : Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1956.

N° 316. — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 22 juillet 1953 créant un institut des reviseurs d'entreprises.

Ann. — Projet et proposition de loi sur le registre du commerce. — Discussion générale. — Discours : Concernant le but du projet et son champ d'application — la simplification des formalités administratives lors de la création du registre central du commerce, p. 31 (17 novembre 1955). — Discussion des articles. — Article 33 : Intervient, p. 42 (17 novembre 1955).

Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Fait un bref inventaire de l'activité économique du pays en 1955 — parle de Refribel — du statut de l'électricité — du trust de la meunerie et du prix du pain, pp. 718 à 720 (28 février 1956) — concernant les industries de construction de matériel roulant — la reprise des relations commerciales avec la Chine — la fourniture d'acier aux utilisateurs — la distribution — la constitution d'un conseil professionnel du cinéma — les prix imposés — la hausse des prix — le prix de remplacement — la concurrence — les subventions — l'économie orientée, pp. 739 à 741 (29 février 1956).

Desmet, L. *(suite).*

Projet de loi sur les économats. — Discussion générale. — Discours : Parle des économats — demande la suppression de certains d'entre eux et démontre le caractère anormal de la concurrence, p. 799 (6 mars 1956). — Discussion des articles. — Article 4 : Son amendement est adopté, p. 801 (6 mars 1956).

Projet de loi relatif à l'incorporation du froment indigène et à l'activité des meuneries industrielles, des négociants en froments indigènes et des utilisateurs de farine de froment. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'incorporation dans la farine de froment indigène. — Les articles 3, 5 et 7 : La récolte de froment — le prix du pain, p. 1646 (27 juin 1956).

Desmet, P., sénateur provincial de Brabant.

Doc. — N° 193. — Proposition de loi relative à l'article 12 de la loi du 27 juillet 1939 modifiant le code des taxes assimilées au timbre.

Ann. — Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Regent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Discussions générales jointes — fait des observations, pp. 1067 à 1069 (2 mai 1956).

Affaires Etrangères. — Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. — Est réélu représentant de la Belgique à l'Assemblée commune pour une période d'un an, à dater du 1er juillet 1956, p. 1208 (30 mai 1956).

De Stobbeleir, sénateur des arrondissements Audenarde et Alost, questeur du Sénat.

Doc. — N° 10. — Rapport : Budget du Ministère des Classes Moyennes pour l'exercice 1956.

Ann. — Est réélu questeur du Sénat, p. 4 (8 novembre 1955).

Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les mesures prises en matière assurance maladie-invalidité — les indemnités de chômage et les bureaux de paiement — les syndicats — la méconnaissance des organisations libérales d'ordre social, pp. 132 à 133 (13 décembre 1955).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les crédits pour le Fonds des communes et le Fonds commun d'assistance publique — la révision du revenu cadastral — les instructions quant aux centimes additionnels pour 1956 — l'aide de l'Etat aux communes — les lacunes de la loi du 21 décembre 1927 et ses modifications éventuelles, pp. 370 à 371 (18 janvier 1956).

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956. — Interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes : Concernant la loi du 22 juin 1953 créant un fonds des bâtiments scolaires et universitaires de l'Etat, p. 463 (31 janvier 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Parle des agriculteurs et des horticulteurs des régions flamandes — du houblon — du tabac — du prix du lait — de la situation des pêcheurs, pp. 818 à 819 (7 mars 1956).

Detaevernier, sénateur de l'arrondissement Courtrai-Ypres.

Ann. — Validation de ses pouvoirs. — Prête serment, p. 248 (22 décembre 1955).

Dethier, sénateur coopté.

Doc. — N° 291. — Rapport : Projet de loi relatif à la restauration des dommages causés aux entreprises industrielles, commerciales et artisanales par les inondations de fin mai 1956.

Dethier *(suite).*

Ann. — Communauté européenne du Charbon et de l'Acier. — Délégation belge à l'assemblée commune : Renonce à son mandat, p. 9 (8 novembre 1955).

Projet de loi relatif à la restauration des dommages causés aux entreprises industrielles, commerciales et artisanales par les inondations de la fin mai 1956. — Discussion générale. — Discours : Constate l'unanimité de l'assemblée et de la commission, p. 1407 (14 juin 1956).

De Winter, sénateur de l'arrondissement Bruxelles.

Doc. — N° 144. — Rapport : Projet de loi relatif aux substances et mélanges explosibles ou susceptibles de déflagrer et aux engins qui en sont chargés.

N° 180. — Rapport : Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Belgique et la République fédérale d'Allemagne concernant l'assistance administrative réciproque en matière d'enrôlement et de dérolement de marins, signé à Bruxelles, le 28 mai 1954.

N° 181. — Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention portant création de la commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara, signée à Londres, le 18 janvier 1954.

N° 270. — Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention phytosanitaire pour l'Afrique au sud du Sahara, signée à Londres, le 29 juillet 1954.

Ann. — Projet de loi sur la remembrement légal de biens ruraux. — Discussion des articles réservés. — Article 10 : Intervient — fait remarquer que, par erreur, il a voté pour M. Houben, pp. 1151, 1153. — Article 36 : Intervient, p. 1164 (17 mai 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux Ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussion : Fait des observations, p. 1375 (13 juin 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussions des articles. — Article 9 : Fait des observations, p. 1421 (14 juin 1956).

Dhondt, sénateur de l'arrondissement Roulers-Tielt.

Ann. — Son décès est annoncé — hommage lui est rendu, p. 792 (6 mars 1956).

Doutrepont, sénateur de l'arrondissement Bruxelles, questeur du Sénat.

Doc. — N° 34. — Rapport : Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1955 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1954 et antérieures.

N° 74. — Rapport : Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1956 et postposant la clôture des opérations d'établissement des impôts directs pour l'exercice 1955.

N° 88. — Rapport : Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1948, 1949 et 1950.

N° 89. — Rapport : Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1956.

N° 119. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 131. — Rapport : Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1956.

N° 159. — Rapport : Projet de loi portant approbation du treizième Protocole de la Convention douanière entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas et ratification de l'arrêté royal du 24 janvier 1955 relatif au tarif des droits d'entrée.

N° 160. — Rapport : Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal pris en vertu de la loi du 30 juin 1941, modifiée par celle du 30 juillet 1934 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises.

Doutrepont *(suite)*.

N° 161. — Rapport : Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 28 juin 1955 relatif au tarif des droits d'entrée.

N° 192. — Rapport : Projet de loi portant ratification des tableaux de classement des objets assujettis à la taxe de luxe.

N° 272. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 358. — Rapport : Projet de loi portant approbation du quatorzième Protocole à la Convention douanière entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas et ratification de l'arrêté royal du 24 décembre 1955 relatif au tarif des droits d'entrée.

N° 359. — Rapport : Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 24 décembre 1955 relatif au tarif des droits d'entrée.

N° 360. — Rapport : Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 24 novembre 1955 relatif au tarif des droits d'entrée.

Ann. — Est réélu questeur du Sénat, p. 4 (8 novembre 1955).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, p. 220 (20 décembre 1955).

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1955 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1954 et antérieurs. — Discussion générale. — Discours : Regrette le dépôt d'amendements en dernière minute et la procédure suivie pour l'octroi d'indemnités aux fonctionnaires, pp. 260, 261 (22 décembre 1955).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, p. 338 (12 janvier 1956).

Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1948, 1949 et 1950. — Discussion générale. — Discours : Appelle l'attention sur le contrôle de la Cour des Comptes et la perte de pièces justificatives, p. 479 (2 février 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Validation des pouvoirs : Donne lecture du rapport concernant M. A.E. Janssens, pp. 602, 603 (14 février 1956). — Donne lecture du rapport concernant M. Busieau, p. 1193 (29 mai 1956). — Donne lecture du rapport concernant M. Deliège, René, p. 1590 (26 juin 1956).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Rend hommage au personnel du département — examine les tableaux annexés au budget — détaille tout ce qui concerne le personnel — parle des comptes définitifs — de la réforme de la comptabilité publique — de la diminution des avances du Trésor — des organismes créés pendant la guerre — des dotations à la caisse autonome des dommages de guerre — du contentieux judiciaire — du recours en matière fiscale — des versements anticipatifs des impôts sur les revenus, pp. 644 à 647 (15 février 1956).

Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs — l'arrêté loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés — l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion des articles en seconde lecture : Intervient, pp. 661 et 662 (16 février 1956).

Finances. — Caisse d'amortissement. — Est nommé délégué à la commission de surveillance des opérations de cette caisse, p. 774 (1er mars 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. Discussion générale : Fait des observations, p. 830, 831 (8 mars 1956).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, en matière d'imposition des revenus professionnels des époux. — Discussion générale : Fait des observations, p. 848. — Discours : Concernant le versement anticipatif des impôts — redresse certaines affirmations excessives, pp. 857 à 858 (8 mars 1956).

Doutrepont *(suite)*.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Trace l'évolution du budget — parle des réformes y apportées par le ministre actuel — émet des considérations concernant la structure et le principe du budget — détaille certaines opérations — parle de l'emprunt conclu en 1953 entre les Ministres des Colonies et des Finances — de la présence des postes négatifs — de l'O.M.A. — des dégrevements en matière d'impôts — des avances faites par le département des Finances à certains articles du budget pour ordre — la notion de budget pour ordre, pp. 862 à 864 (8 mars 1956).

Projets de loi accordant la naturalisation. — Prise en considération. — Ajournement : Fait des observations, pp. 914, 915 (21 mars 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes : Fait des observations relatives aux orateurs inscrits, p. 957 (22 mars 1956).

Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. — Discussion générale . — Discours : Concernant l'adoption du projet p. 1123 — rappelle qu'il existe un accord entre la Belgique, l'Allemagne, la France, la Hollande et le Grand Duché de Luxembourg, au sujet de l'importation des baignoires et demande que le Sénat ne mette pas le Gouvernement en difficulté en refusant la ratification de ce projet de loi, p. 1126 (16 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 2 : Intervient, pp. 1236 et 1237 (31 mai 1956). — Articles 4, 7 : Intervient, p. 1260, 1264 et 1265 (5 juin 1956). — Article 15 : Intervient, p. 1293 (6 juin 1956).

Projet de loi relatif à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture. — Discussion des articles. — Article 7 : Fait des observations, pp. 1347, 1348 (13 juin 1956), p. 1416 (14 juin 1956).

Projet de loi portant à quatre le nombre des juges au tribunal de police de Bruxelles. — Discussion générale. — Discours : Demande de réexaminer l'organisation et le fonctionnement des justices de paix et de police, p. 1349 (13 juin 1956).

Projet de loi portant ratification des tableaux de classement des objets assujettis à la taxe de luxe. — Discussion générale. — Discours : Parle des cinq arrêtés royaux qui ont modifié le règlement général des taxes assimilées au timbre, p. 1349 (13 juin 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux Ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussion : Fait des observations, pp. 1373 à 1376, 1378, (13 juin 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion des articles. — Article 9 : Fait des observations, p. 1422 (14 juin 1956), pp. 1584 à 1585 (26 juin 1956).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédits supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du Conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes : Fait des observations, p. 1458 (19 juin 1956).

Doutrepont *(suite)*.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1549 (26 juin 1956).

Projet de loi modifiant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1956, en vue de la réalisation d'un programme d'investissements urgents et d'intérêt national au port d'Anvers. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1614 à 1616. — Discours : Concernant l'attitude du P.S.C. envers le projet — les annalités du budget, p. 1619 (26 juin 1956).

Driessen (Mlle), sénateur coopté.

Doc. — N° 285. — Amendements : Projet de loi relatif au Fonds spécial d'assistance.

Ann. — Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les conditions de la deuxième agréation et la composition du conseil des établissements hospitaliers — le respect du libre choix et la discrimination entre les établissements — le « planning » du ministre et ses intentions quant à l'article 66 de l'arrêté de l'assurance maladie-invalidité — la pension des veuves des mineurs — le revenu familial — l'allocation à la mère au foyer — la répression des abus — la discrimination — les cours de formation générale ou spéciale des femmes chômeuses — le tiers payant, pp. 127 à 130 — fait des observations, pp. 134, 135 (13 décembre 1955).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Parle de l'Œuvre Nationale de l'Enfance — des établissements hospitaliers — des subsides de l'O.N.O.V.A. — à l'éducation familiale et aux réfugiés et de l'aide familiale, pp. 288 à 290 (10 janvier 1956) — parle de la deuxième agréation des établissements hospitaliers — présente un amendement tendant à accorder des subsides à des institutions libres — parle des aides familiales et regrette une critique « venimeuse » du rapporteur, p. 338 — retire ce mot, p. 339 (12 janvier 1956). — Discussion des articles du tableau. — Article 21 (section I) : Son amendement est rejeté, p. 340 (12 janvier 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion générale. — Discours : Partage le point de vue de M. Derbaix — parle des subsides et bourses d'études — de la diversité des œuvres patriotiques — de la suppression de l'O.N.O.V.A. p. 1390 — fait des observations, pp. 1391 à 1394 (14 juin 1956).

Projet de loi relatif au Fonds spécial d'assistance. — Discussion générale. — Discours : Concernant le but et la portée du projet — l'existence et l'évolution du Fonds commun — le rôle de la commission provinciale — la compétence des commissions consultatives — la loi du 24 décembre 1948 — la décentralisation du Fonds commun du point de vue administratif, pp. 1462 à 1464 — fait des observations, pp. 1468, 1469 (20 juin 1956). — Discussion des articles. — Article 5 : Son amendement est rejeté, p. 1503. — Article 6 : Ses amendements sont rejetés, p. 1503. — Article 7 : Son amendement est rejeté, p. 1503. — Article 10 : Son amendement est rejeté, p. 1504 (21 juin 1956).

Dulieu, sénateur de l'arrondissement Bruxelles.

Doc. — N° 262. — Rapport : Projet de loi concernant l'équivalence des titres universitaires.

Ann. — Projet et proposition de loi sur le registre du commerce. — Discussion des articles. — Article 36 : Fait des observations, pp. 42, 43 (17 novembre 1955).

Projet de loi relatif à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture. — Discussion des articles. — Article 7 : Fait des observations, pp. 1347, 1348 (13 juin 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux Ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussion : Fait des observations, pp. 1373, 1374 (13 juin 1956).

Dulieu *(suite)*.

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion des articles. — Article 9 : Fait des observations, p. 1422 (14 juin 1956).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du Conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes. — Discours : Parle des sociétés minières — du plan décennal — du barrage d'Inga — du problème indigène — de la situation économique, sociale, scolaire et administrative — de l'union belgo-congolaise, pp. 1432 à 1435 (14 juin 1956).

Duray, sénateur des arrondissements Mons et Soignies.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 4 : Intervient, pp. 1255 à 1257 (5 juin 1956).

Duvieusart, sénateur des arrondissements Charleroi et Thuin.

Doc. — N° 82. — Amendement : Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956.

N° 142. — Amendement. — Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, en matière d'imposition des revenus professionnels des époux.

N° 211. — Amendement au texte présenté par la commission : Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants.

N° 314. — Amendement : Projet de loi modifiant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1956, en vue de la réalisation d'un programme d'investissements urgents et d'intérêt national au port d'Anvers.

N° 325. — Proposition de loi modifiant les lois relatives aux taxes de séjour des étrangers, coordonnées le 12 octobre 1953.

Ann. — Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 59 (29 novembre 1955).

Interpellation de M. De Boodt et du Comte d'Aspremont Lynden à M. le Ministre de la Défense Nationale. — Discussion. — Discours : Concernant sa suggestion de procéder au vote sur les deux ordres du jour au cours de la séance, p. 82 (6 décembre 1955).

Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion des articles du tableau. — Article 21 : Intervient, pp. 145 à 148 (13 décembre 1955). — Discussion des articles réservés du tableau. — Article 21 : Sa proposition tendant à la suppression du point 21 est rejetée, p. 174 (15 décembre 1955).

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant le Palais des Arts à Charleroi — le coût de l'achat de matériel ferroviaire construit en Belgique, p. 192 (15 decembre 1955).

Projet de loi créant l'Institut national de l'éducation physique et des sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. Discussion générale. — Discours : Estime que si l'on ne peut voter au cours des séances du matin, celles-ci sont inutiles, p. 233 (21 décembre 1955).

Duvieusart *(suite).*

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Remarque que le budget extraordinaire a été réduit mais que le budget ordinaire a été augmenté — déclare qu'il faut profiter de la haute conjoncture pour résoudre certains problèmes et combat l'octroi d'un subside à l'industrie de la rayonne, p. 257 (22 décembre 1955).

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1955 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1954 et antérieurs. Discussion des articles. — Article 20 : Intervient, p. 264, 269 (22 décembre 1955).

Budget du Ministère de la Santé Publique et la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Présente un amendement en faveur de la lutte contre l'alcoolisme, p. 325 (12 janvier 1956). — Discussion des articles du tableau. — Article 21 (section 1) : Son amendement est adopté, p. 340 (12 janvier 1956).

Interpellation à M. le Ministre de l'Instruction Publique « sur sa décision de ne pas proposer au chef de l'Etat l'annulation de la délibération du conseil communal de Thimeon, portant nomination du sieur M... en qualité d'instituteur en chef de l'école communale de Thiméon, et sur le désaveu ainsi apporté à la décision de la députation permanente du Hainaut qui, tenant compte des antécédents de l'intéressé, de la peine disciplinaire et de la condamnation correctionnelle qui lui avaient été infligées, avait estimé que l'intéressé ne réunissait pas les qualités suffisantes d'éducateur, pour assurer les fonctions d'instituteur en chef avec la pondération et l'autorité nécessaires, dans l'intérêt bien compris de l'enseignement public ».— Demande, p. 376 (18 janvier 1956). — Discussion jointe à celle du budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956. — Discours : Demande de fixer la date de l'interpellation, p. 448 (31 janvier 1956) — expose l'objet de son interpellation et cherche les motifs de la décision du ministre, p. 519 à 521 — répond à un reproche que le ministre lui a adressé, p. 524 (7 février 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : intervient, p. 427 (25 janvier 1956). — Fait des observations relatives à la discussion et au dépot de projets de loi, pp. 1540, 1541 (21 juin 1956).

Demande, par motion d'ordre, de suspendre la séance, la majorité n'étant pas assez nombreuse, p. 470 (2 février 1956).

Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945, concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion générale. — Discours : Reproche au ministre de relater inexactement ce qu'il avait dit au début de la séance, p. 477 (2 février 1956).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Parle du problème de l'arriéré judiciaire, p. 629 (15 février 1956).

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (crédits : commerce extérieur). — Discussion générale. — Discours : Félicite le ministre de son discours — parle de la conjoncture — du budget proprement dit — de la politique du ministre quant à Benelux — l'Europe — le commerce Est-Ouest et de nos relations avec le monde libre — du protectionnisme dans l'industrie, pp. 677 à 680 — fait des observations, pp. 682 à 684 (16 février 1956).

Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : S'associe aux éloges adressés au rapporteur — parle du recensement général — regrette qu'un grand nombre de questions importantes soient débattues en dehors du parlement — traite de la tension des prix et des mesures de réglementation et de subsidiation prises par le ministre — du système de « fiscalisation » — du danger d'inflation — de l'index — de la politique charbonnière actuelle, pp. 742 à 745 — répond au ministre quant aux prix du charbon, pp. 756 à 757 (29 février 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Répond à une allusion du ministre au sujet des subsides — parle de l'attitude des hommes politiques envers les problèmes économiques, p. 836 (8 mars 1956).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus en matière d'imposition des revenus professionnels des époux. — Discussion générale. — Discours : Exprime son indignation après le discours du ministre, p. 859 (8 mars 1956). — Discussion des articles. — Article 3 : Son amendement est rejeté, p. 862 (8 mars 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la mission de notre attitude au sein de Benelux en matière d'adjudications — l'achèvement du canal Charleroi-Bruxelles — l'Exposition de 1958 — la liaison Anvers-Ruhr — les autoroutes au sud de la ligne Ostende-Bruxelles-Liège — l'autoroute Bruxelles-Paris — l'autoroute de Bruxelles à Nivelles et à Fontaine-l'Evêque — la plantation d'arbres le long des routes, p. 961 (22 mars 1956). — Fait des observations, pp. 978 à 980 (22 mars 1956).

Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Ajournement : Fait des observations — propose l'ajournement de la discussion des articles, p. 1121 (16 mai 1956).

Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'importation de baignoires en provenance de Hongrie — fait des observations, pp. 1122 à 1123. — Discours : Concernant les mesures « antidumping » — demande le renvoi en commission, p. 1125 — fait des observations, p. 1126 (16 mai 1956). — Vote : Justifie son vote, p. 1156 (17 mai 1956).

Motion d'ordre : S'excuse de n'avoir pas participé au vote sur le projet de loi relatif au remembrement, n'ayant pas entendu la sonnerie dans les cabines téléphoniques, p. 1176 (23 mai 1956).

Interpellation à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale et à M. le Ministre des Finances « sur : 1° le gâchis que le Gouvernement a créé en matière d'assurance maladie-invalidité en bouleversant ce secteur par l'arrêté royal du 22 septembre 1955 qui contient une réforme aussi fâcheuse que mal préparée et qui jusqu'à ce jour n'a pu être mise en application; 2° les déficits de l'assurance maladie et de la caisse de l'invalidité, et l'accumulation des passifs, malgré l'augmentation des cotisations obtenus il y a un an et malgré les promesses faites à ce moment par le Gouvernement; 3° la communication tardive des budgets des établissements publics relevant du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale et l'absence parmi ces budgets de celui du F.N.A.M.I. ».

Demande d'interpellation, p. 1193 (29 mai 1956). — Discussion. — Discours : Reprend certains termes du discours des ministres interpellés — parle de l'aggravation de la situation — des promesses faites il y a un an et du déficit actuel — de l'assainissement de l'assurance maladie invalidité — reproche au Ministre du Travail son attitude — répète des questions de M. Servais — insiste sur une action commune pour remédier à la situation, pp. 1363 à 1366 — fait des observations, pp. 1371 à 1372 — demande au ministre des précisions concernant la situation à fin 1953, p. 1375 — fait des observations, pp. 1375, 1376 (13 juin 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1210 à 1212 (30 mai 1956). — Discussion des articles. — Articles 1, 2 : Intervient, pp. 1226, 1227, 1234 (31 mai 1956). — Article 2 : Intervient, p. 1249. — Articles 3, 4, 9 : Intervient, pp. 1251 à 1254, 1259 à 1260, 1269 à 1270 (5 juin 1956). — Article 15 : Intervient — son amendement est rejeté, pp. 1291 à 1295 (6 juin 1956).

Projet de loi modifiant les lois relatives aux taxes de séjour des étrangers coordonnées le 12 octobre 1953. — Discussion générale. — Discours : Approuve les paroles du rapporteur et demande d'étendre le bénéfice de cette initiative à l'ensemble des citoyens italiens résidant en Belgique — demande d'exonérer de la taxe de séjour les ressortissant des pays avec lesquels nous sommes entrés en communauté, p. 1312 (7 juin 1956).

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs coordonnées le 9 mars 1951. — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, p. 1506 (21 juin 1956).

Duvieusart *(suite)*.

Projet de loi allouant un crédit spécial à rattacher au budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1955, destiné à l'octroi d'un subside à la Société coopérative de Gazéification souterraine (Socogaz). — Discussion générale. — Discours : Donne les raisons pour lesquelles le groupe social chrétien ne votera pas ce projet, p. 1513 (21 juin 1956).

Projet de loi relatif à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs. — Discussion générale : Fait des observations relatives à l'entrée en vigueur de la loi, p. 1570 (26 juin 1956).

Projet de loi modifiant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1956 en vue de la réalisation d'un programme d'investissements urgents et d'intérêt national au port d'Anvers. — Discussion générale. — Discours : Concernant la prise de position nouvelle du Gouvernement et la méthode des fonds — l'annalité du budget et les dépenses du Gouvernement — l'agrandissement des installations d'Anvers et l'achèvement des travaux aux canaux du Hainaut et au canal de Charleroi à Bruxelles — le prochain projet gouvernemental concernant le Hainaut — les promesses gouvernementales faites en novembre 1954 — son amendement, pp. 1613 à 1615 (26 juin 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Son amendement est rejeté, p. 1620 (26 juin 1956).

Projet de loi relatif à l'incorporation du froment indigène et à l'activité des meuneries industrielles, des négociants en froments indigènes et des utilisateurs de farine de froment. — Discussion générale. — Discours : Concernant le prix du pain — la politique des meuneries et l'arrêté n° 62, pp. 1650 à 1651 (27 juin 1956).

Projet de loi portant modification des limites des communes d'Anderlecht et de Saint-Gilles. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1667 (28 juin 1956).

Motion d'ordre : Demande au Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction s'il ne compte pas déposer avant les vacances le projet de loi sur les canaux hennuyers, p. 1699 (28 juin 1956).

E

Edebau, sénateur de l'arrondissement Furnes-Dixmude-Ostende.

Doc. — N° 223. — Rapport : Projet de loi prorogeant les délais d'introduction des demandes tendant au bénéfice des statuts des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, des étrangers prisonniers politiques, des résistants par la presse clandestine, des résistants civils et des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945.

N° 345. — Rapport : Projet de loi modifiant les dispositions de procédure des lois relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, coordonnées le 30 janvier 1954.

Ann. — Budget des services du Premier Ministre pour l'exercice 1956.—Discussion générale.—Discours : Concernant les examens des agents temporaires entrés avant et après 1947 et la régularisation de cas spéciaux, p. 57 (29 novembre 1955).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1956. Discussion générale. — Discours : Concernant le droit de vote des gens de mer, pp. 399 à 401 (24 janvier 1956).

Projet de loi prorogeant les délais d'introduction des demandes tendant au bénéfice des statuts des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, des étrangers prisonniers politiques, des résistants par la presse clandestine, des résistants civils et des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 — Discussion générale. — Discours : Cite le nombre d'intéressés qui ont introduit tardivement leur demande pour bénéficier des statuts de la reconnaissance nationale, p. 1403 (14 juin 1956).

Estienne, sénateur de l'arrondissement Nivelles.

Ann. — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Compare le revenu cadastral belge au revenu net provenant de l'agriculture — parle de la situation de la classe paysanne — du problème du froment — des subventions aux stations libres de recherches agronomiques, pp. 784 à 786 (1er mars 1956).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant

Etienne *(suite)*.

des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du Conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant les progrès réalisés au Congo — la politique coloniale du ministre — la cité indigène de Léopoldville — son ravitaillement en vivres — le problème du logement — l'électrification — la police — l'emploi de la main-d'œuvre — l'hygiène dans la cité — l'enseignement — les éleveurs de bétail de l'Ituri — la construction d'un abattoir à Bunia — la construction d'aires d'abattage, pp. 1452 à 1455 (19 juin 1956).

F

Flamme, sénateur provincial de Hainaut.

Doc. — N° 24. — Rapport : Projet de loi fixant pour l'année 1956 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale anti-aérienne.

N° 318. — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément.

Ann. — Budget du Ministère des Classes Moyennes pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la réforme du registre de commerce — la définition du terme « classes moyennes » — les charges de la sécurité sociale, pp. 16 à 17 — fait des observations, p. 22 (16 novembre 1955).

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956. — (Crédits afférents au commerce extérieur). — Discussion générale. — Discours : Concernant l'exportation des produits bruts, mi-finis et fabriqués — fait des suggestions — parle des pays sous-développés, p. 680 (16 février 1956). — Crédits affaires étrangères. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation économique de la Grèce et le Plan Marshall — la stabilité de la paix — l'aide aux pays sous-développés dans le cadre européen, pp. 898 à 899 (21 mars 1956).

Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les chiffres du budget — les sous-officiers — les mutations des officiers — le matériel — le financement de nos forces d'occupation en Allemagne — les cadres de réserve — l'Union nationale des Officiers de réserve, pp. 693 à 694 — fait des observations, p. 696 (21 février 1956).

Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la balance commerciale — la concentration industrielle et l'augmentation de la productivité — la réforme de la distribution — la création d'industries nouvelles — la construction d'une centrale électrique atomique expérimentale pour l'Exposition, pp. 737 à 738 (29 février 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale. — Discours : Concernant les deux modifications apportées par la Commission du Sénat — l'affectation d'un immeuble en garantie — l'inscription hypothécaire en premier rang — le monopole de l'assurance conféré à la Caisse Générale d'Epargne — le libre choix entre deux méthodes d'assurance, pp. 1180 à 1181 (23 mai 1956). — Fait des observations, p. 1212 (30 mai 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, p. 1217 (30 mai 1956). — Article 2 : Intervient — précise sa pensée et répond à M. Moureaux, pp. 1233, 1238 à 1240 (31 mai 1956) — son amendement tombe, p. 1250. — Articles 3, 7 : Intervient, pp. 1251 à 1254, 1263 à 1266 (5 juin 1956). — Articles 12, 19 : Intervient, pp. 1280 à 1282, 1298 à 1299 (6 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément. — Discussion générale. — Discours : Concernant le but du projet, p. 1658 (28 juin 1956).

Ferijn, sénateur provincial de Flandre Occidentale.

Ann. — Motion d'ordre du baron de Dorlodot : Fait des observations, pp. 706, 707 (22 février 1956).

Ferijn *(suite).*

Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la politique des prix en matière de produits agricoles — l'exportation et l'importation — la rentabilité de l'agriculture, pp. 755, 756 (29 février 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant le houblon — l'orge de brasserie — les cas de Pseudo-Lysses dans la région d'Ypres, pp. 820 à 821 (7 mars 1956) — fait des observations, p. 830 (8 mars 1956).

Projet de loi relatif à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture. — Discussion générale. — Discours : Concernant le point de vue des éleveurs de bétail en Flandre Occidentale — la productivité actuelle — l'introduction d'une certaine race dans une certaine région, p. 1318 (7 juin 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Fait des observations, p. 1346 (13 juin 1956).

G

George, sénateur des arrondissements Charleroi et Thuin.

Doc. — N° 55. — Rapport : Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956.

N° 272. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

Ann. — Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la protection de l'enfance — les établissements d'éducation — le rapport sur l'administration de l'établissement de Saint-Hubert — la réforme de la loi, de la défense sociale — la sûreté de l'Etat — les locaux judiciaires — la situation d'une partie du personnel judiciaire, pp. 581 à 585 (9 février 1956). — Répond à Mme Beeckman-Vve Vandervelde quant à la loi de défense sociale et aux remarques émises par le comte d'Aspremont Lynden, pp. 633, 634 (15 février 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 2 : Intervient, pp. 1249, 1250 (5 juin 1956).

Projet de loi modifiant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1956, en vue de la réalisation d'un programme d'investissements urgents et d'intérêt national au port d'Anvers. — Discussion générale. — Discours : Concernant les travaux intérieurs à effectuer aux canaux et le prochain projet gouvernemental traitant des canaux du Hainaut — les amendements de M. Duvieusart, pp. 1616 à 1617 (26 juin 1956).

Gerbehaye (Mme - Vve Lehouck), sénateur coopté.

Doc. — N° 65. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 119. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 272. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

Ann. — Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Déplore diverses accusations lancées contre l'O.N.O.V.A. — critique le projet de réforme des œuvres nationales et souhaite l'envoi de tuberculeux aux sanatoria belges, pp. 317 à 320 (12 janvier 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1393 (14 juin 1956).

Gillon, Robert, sénateur des arrondissements Courtrai et Ypres, président du Sénat.

Ann. — Est réélu président du Sénat — prononce son allocution — déclare le Sénat constitué et qu'il en sera donné connaissance au Roi et à la Chambre des représentants, pp. 4 et 5 (8 novembre 1955).

Projet et proposition de loi sur le registre du commerce. — Discussion des articles. — Fait des observations, pp. 32, 33 (17 novembre 1955).

Interpellation de M. De Boodt et le comte d'Aspremont Lynden à M. le Ministre de la Défense Nationale. — Discussion : Fait des observations, p. 82 (6 décembre 1955). — Propose de remettre le vote sur les ordres du jour à huitaine afin de permettre aux groupes de se consulter et de rouvrir le débat après accord des différents groupes en vue du dépôt éventuel d'un nouvel ordre du jour, p. 103 (8 décembre 1955).

Gillon, Robert *(suite).*

Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Fait des observations relatives à la durée réglementaire de la discussion des budgets, pp. 112 à 113 (8 décembre 1955).

Constate l'accord du Sénat concernant l'ordre des travaux proposés, p. 127 (13 décembre 1955).

Dit avoir établi un ordre des travaux afin de pouvoir terminer les séances le 22 ou 23 mars — demande aux orateurs un effort de concision et leur présence à l'hémicycle dès le début de la discussion, pp. 426, 427 (25 janvier 1956).

Fait des observations relatives à l'ordre du jour du Sénat la semaine de l'Ascension, pp. 1082, 1083 (3 mai 1956).

Fait des observations relatives à la discussion du projet de loi sur la pension des indépendants, pp. 1157, 1158 (17 mai 1956).

Fait des observations, pp. 1208, 1209 (30 mai 1956).

Demande aux membres de l'Assemblée de prendre l'engagement de rester en séance — fait des observations, pp. 1283 à 1285 (6 juin 1956).

Fait des observations relatives au groupement des votes et l'emploi de bulletins, p. 1404 (14 juin 1956).

Fait des observations relatives au temps de discussion des budgets coloniaux transmis par la Chambre, pp. 1452, 1453 (19 juin 1956).

Fait des observations relatives à l'ordre dans lequel seront discutés des projets de loi, p. 1523 — relatives à la discussion et au dépôt de projets de loi, pp. 1540 à 1541 et relatives à la discussion du projet de loi concernant l'O.N.O.V.A., pp. 1551 à 1552 (21 juin 1956).

Propose à l'Assemblée, soit de siéger le soir jusqu'à épuisement de l'ordre du jour, soit de reprendre les travaux mardi prochain, p. 1684 (28 juin 1956).

Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale. — Proposition de M. Struye : Intervient, pp. 178, 179 (15 décembre 1955).

Projet de loi créant l'Institut national de l'éducation physique et des sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale : Suggère d'entendre le rapporteur avant d'envisager le renvoi en commission, p. 232 (21 décembre 1955).

Motion d'ordre de M. Ancot. — Discours : Déclare qu'il s'agit uniquement d'un vœu du Conseil national du Travail et qu'il n'a pas été question de déposer un avant-projet de loi, p. 232 (21 décembre 1955).

Interpellation de M. Struye au Ministre des Affaires Etrangères. — Signale que M. Struye, à l'étranger pour raison de santé, demande que la discussion soit remise — dégage la responsabilité du Bureau, pp. 286, 287 (10 janvier 1956). — Discussion : Prie M. Van Gerven de retirer une expression employée envers M. Spaak, p. 347 — signale le dépôt de deux ordres du jour, l'un émanant de MM. Edg. De Bruyne et Baron Huart regrettant l'abstention de la Belgique au vote sur l'admission de l'Espagne à l'O.N.U., l'autre émanant de MM. Rolin et Coulonvaux faisant confiance au Gouvernement, p. 361 rectifie une erreur matérielle glissée dans l'ordre du jour de la majorité et lit le second ordre du jour de MM Rolin et Coulonvaux, p. 361 — propose un ordre du jour fusionné sur lequel il serait voté par division et suggère de passer au vote le jeudi suivant, pp. 361, 362 (17 janvier 1956). — Motion d'ordre du Comte d'Aspremont Lynden : Fait des observations, pp. 384, 385 (19 janvier 1956).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Prie Mlle Driessen de retirer le mot « vénimeux », pp. 338, 339 (12 janvier 1956).

Revision de la Constitution. — Déclaration du Gouvernement. — Discours : Insiste pour que le Sénat ne perde pas de vue qu'il est une constituante, p. 364 (18 janvier 1956).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 366 (18 janvier 1956).

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Prend date pour le jeudi suivant pour l'interpellation, p. 448 — demande de convoquer la Commission de l'Instruction publique pour le lendemain, p. 449 (31 janvier 1956). — Annonce le dépôt d'un ordre du

Gillon, Robert, *(suite).*

jour et donne lecture d'un ordre du jour de M. Struye et le Baron Huart regrettant la décision du ministre quant à l'annulation de la délibération du conseil communal de Thiméon et déclare l'interpellation close, pp. 524, 526 (7 février 1956). — Fait des observations, pp. 567, 568 (8 février 1956).

Motion d'ordre de M. Duvieusart. — N'est pas de l'avis de celui-ci et lui demande de ne pas insister, p. 470 (2 février 1956).

Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion générale. — Incident : Consulte le Sénat au sujet du vote, p. 477 — décide de passer au vote et laisse aux membres en commission le temps de rejoindre l'hémicyle, p. 478 — fait droit à la demande de M. Rolin et passe à l'examen des articles, p. 478 (2 février 1956).

Motion d'ordre du Baron de Dorlodot : Fait des observations, pp. 706, 707 (22 février 1956).

Motion d'ordre de M. Moulin : Fait des observations, pp. 713, 714 (22 février 1956).

Motion d'ordre de M. Rolin : Fait des observations, pp. 801 (6 mars 1956).

Motion d'ordre de M. Maurice Servais : Fait des observations, p. 867 (20 mars 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes : Fait des observations relatives aux orateurs inscrits, pp. 957 à 958 (22 mars 1956).

Projet de loi mettant un crédit spécial à la disposition du Gouvernement aux fins d'aider les agriculteurs et horticulteurs qui ont subi des pertes exceptionnelles à la suite des gelées. — Discussion générale : Fait des observations, p. 996 (22 mars 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion générale : Emet des observations relatives à l'amendement déposé par M. Orban et consorts, p. 1031 (24 avril 1956) — fait des observations, pp. 1046 et 1048 — relatives au renvoi en commission et au dépôt d'amendements, p. 1048 (25 avril 1956), p. 1055 — quant à l'opportunité du renvoi en commission — relative aux amendements déposés, p. 1055 — relative à la date de la discussion des articles, p. 1062 (26 avril 1956). — Discussion des articles. — Fait des observations, p. 1126. — Article 2 : Fait des observations, p. 1127, 1128. — Article 3 : Motion d'ordre de M. Rolin — fait des observations, p. 1130. — Articles 7, 12, 34 : Intervient, pp. 1132, 1134, 1140. — Article 44 : Intervient — la modification proposée par lui est adoptée, p. 1142 (16 mai 1956).

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Discussions générales jointes. — Fait des observations, p. 1067 (2 mai 1956). — Discussion des articles du projet. — Motion d'ordre de M. Struye : Se déclare d'accord sur la proposition et demande aux commissions de suspendre leurs travaux, p. 1101 (15 mai 1956). — Ajournement de la proposition : Fait des observations, p. 1121 (16 mai 1956).

Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. — Discussion générale. — Discours : Propose de réserver la suite de la discussion jusqu'à l'arrivée du ministre compétent, p. 1123 (16 mai 1956).

Proposition de loi complétant la législation relative aux impôts sur les revenus. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1124 (16 mai 1956).

Projet de loi confirmant certains arrêtés ministériels pris en exécution de l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire. — Dépôt du rapport : Fait des observations, p. 1175 (23 mai 1956). — Discussion générale. — Discours : Rappelle la demande de renvoi du projet en commission de la justice, formulée par M. Struye — dit ne pouvoir donner la parole que sur le renvoi et demande aux orateurs qui feront allusion au fond de la question de vouloir se montrer circonspects, p. 1187 — propose de renvoyer le projet à la commission de la justice, celle-ci ferait connaître immédiatement son point de vue — la discussion en séance publique pourrait être reprise le jour même, pp. 1188 à 1189 (24 mai 1956).

Motion d'ordre de M. Duvieusart : Déclare qu'il sera tenu compte de son observation, p. 1176 (23 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants — Discussion générale : Fait des observations, p. 1204 (29 mai 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, p. 1217 (30 mai 1956), pp. 1221 à 1223 (31 mai 1956). — Article 2 : Intervient, pp. 1249, 1250. — Article 4 : Intervient, pp. 1255 à 1257. — Article 7 : Intervient, pp. 1263 à 1266 (5 juin 1956). — Article 15 : Intervient, pp. 1295, 1296 (6 juin 1956).

Motion d'ordre de M. Vandermeulen. — Déclare que le Bureau du Sénat s'associe de tout cœur à l'émotion dont deux membres de cette Assemblée viennent d'être l'interprète, p. 1220 (31 mai 1956).

Motion d'ordre de M. Struye : Fait des observations, p. 1341 (12 juin 1956).

Projet de loi relatif à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture. — Discussion des articles. — Article 7 : Fait des observations, pp. 1347, 1348 (13 juin 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux Ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussion : Propose de voter les amendements à l'ordre du jour de confiance, p. 1379 (13 juin 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion des articles. — Article 9 : Fait des observations, pp. 1397, 1420, 1421 (14 juin 1956), pp. 1583 à 1587 (26 juin 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Règlement. — Rappel au règlement du Baron de Dorlodot : Fait des observations, p. 1433 (14 juin 1956).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du Conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes : Fait des Observations, pp. 1433, 1435 (14 juin 1956, pp. 1473 à 1475, 1477, 1485, 1486 (20 juin 1956).

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs, coordonnées le 9 mars 1951. — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, p. 1506 (21 juin 1956).

Motion d'ordre de Mme Ciselet : Fait des observations, p. 1508 (21 juin 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention internationale relative à la procédure civile, conclue à La Haye le 1er mars 1954. — Ajournement : Décide de remettre la discussion à la semaine prochaine, p. 1513 (21 juin 1956).

Gillon, Robert, *(suite).*

Motion d'ordre de M. Ancot : Donne son avis sur une question de procédure — fait état des divergences de vues qui se sont produites entre la Chambre et le Sénat au sujet des prérogatives présidentielles, p. 1530 (21 juin 1956).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1546 (26 juin 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, pp. 1580 à 1582, 1621 à 1623 (26 juin 1956).

Président. — Relations extérieures. — Motion d'ordre de M. Struye : Annonce que le Sénat est saisi d'une demande de discussion en comité secret — fait des observations, pp. 1642, 1643 (27 juin 1956). — Fait des observations relatives aux indiscrétions commises à l'issue du comité secret de la veille — déclare qu'en vertu de la décision qui vient d'être prise à l'unanimité, le Sénat limitera son activité à entendre ceux qui désirent justifier leur vote, sans qu'une discussion nouvelle puisse s'instituer, pp. 1675.1676 — justifie son vote, p. 1678 à 1679 (28 juin 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'Union de l'Europe Occidentale, des représentants nationaux et du personnel international signée à Paris le 11 mai 1955. — Remise de la discussion : Remet la discussion jusqu'à l'arrivée du ministre, p. 1645 (27 juin 1956).

Interpellation du Baron de Dorlodot. — Demande d'urgence : Fait des observations, pp. 1682 à 1683 (28 juin 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Ajournement : Remercie les présidents des groupes pour les paroles aimables qu'ils ont prononcées et le personnel du Sénat pour l'aide qu'il apporte aux travaux de l'Assemblée, p. 1702 (28 juin 1956).

Godin, sénateur de l'arrondissement Verviers.

Doc. — N° 29. — Proposition de loi complétant la législation relative aux impôts sur les revenus.

N° 355. — Amendement : Projet de loi portant interdiction des tirs aux pigeons.

N° 356. — Proposition de loi abrogeant l'arrêté du Régent du 2 avril 1947 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et travailleurs liés par un contrat de louage de service domestique des cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith, et abrogeant l'article 58 de l'arrêté royal du 17 juin 1955 portant règlement général du régime de retraite et de survie des ouvriers.

Ann. — Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation des postiers et agents de la S.N.C.B. qui ont été l'objet d'une sanction après la guerre 1940 1945 — les versements fait à la Caisse de la Reichsbahn par des cheminots des régions de l'Est — l'électrification de la ligne Bruxelles-Liège et la ligne Pepinster-Verviers-Spa, p. 162 (14 décembre 1955).

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et Interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Discours : Parle des instituteurs révoqués des cantons de l'Est et demande que les commissions créées par le Gouvernement commencent leurs activités, pp. 526 à 527 (7 février 1956) — demande à nouveau quand les commissions de révision entameront l'examen des dossiers du personnel enseignant révoqué des cantons de l'Est, p. 566 (8 février 1956).

Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la conjoncture internationale — l'organisation de l'armée — la mise à la pension des officiers — l'aviation — la question des armes nouvelles — les frais d'occupation de nos troupes en Allemagne, pp. 699 à 700 (21 février 1956).

Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Demande des explications concernant certaines subventions — parle de la question charbonnière, pp. 730 à 731 (28 février 1956).

Godin *(suite).*

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, en matière d'imposition des revenus professionnels des époux. — Discussion générale. — Discours : Estime le projet de loi illogique et injuste et expose ses idées, pp. 855 et 856 (8 mars 1956.)

Proposition de loi complétant la législation relative aux impôts sur les revenus. — Discussion générale. — Discours : Concernant la portée de sa proposition de loi qui tend à permettre aux personnes qui verseront des subsides à l'enseignement libre de déduire de leurs revenus professionnels le montant des libéralités ainsi faites, p. 1124 (16 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 2 : Intervient, pp. 1232, 1233 (31 mai 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940 1945. — Discussion générale. — Discours : Insiste sur la situation spéciale existant dans certains territoires de l'Est, p. 1390 (14 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi communale et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant les catégories de secrétaires communaux et la différence de traitement — les surclassements, p. 1518 (21 juin 1956).

Goossens, sénateur des arrondissements Termonde et Saint-Nicolas.

Ann. — Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Appelle l'attention sur la situation critique de l'industrie textile, pp. 736, 737 (29 février 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la situation à Termonde — l'état délabré de la Dendre et les travaux à effectuer, pp. 927 à 928 (21 mars 1956). — Fait des observations, pp. 976 (22 mars 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 2 : Intervient, pp. 1232, 1233 (31 mai 1956).

Projet de loi relatif à l'incorporation de froment indigène et à l'activité des meuneries industrielles, de négociants en froment indigène et des utilisateurs de farine de froment. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1649 (27 juin 1956).

H

Harmegnies, sénateur des arrondissements Mons et Soignies.

Doc. — N° 22. — Rapport : Budget des services de Premier Ministre pour l'exercice 1956.

N° 132. — Rapport : Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus en matière d'imposition des revenus professionnels des époux.

Ann. — Budget des services du Premier Ministre pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la diminution du nombre de chômeurs et leur emploi par les communes — l'exécution des travaux communaux — la dépression économique du Borinage — la création d'usines nouvelles — le problème de la régularisation des agents temporaires de l'Etat — la situation des élèves des écoles industrielles du soir, p. 55. — Fait des observations, p. 59 (29 novembre 1955).

Projet et proposition de loi sur le registre du commerce. — Discussion générale : Fait des observations, p. 32 (17 novembre 1955).

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Souhaite que le plafond des avances consenties par la Banque Nationale soit majoré — parle de l'égalité fiscale — des finances provinciales et communales — de la revision cadastrale — de la pension des employés et de la situation générale du budget, pp. 221 à 225 (20 décembre 1955).

Harmegnies *(suite).*

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, p. 366. — Discours : Concernant les supplements au personnel enseignant — la charge des pensions — la paperasserie inutile — l'anomalie en matière de taxe sur les prestations de voirie — les pensions communales — les pensions des bourgmestres — la situation des députés permanents — les gouvernements provinciaux — le service militaire des mineurs du fond — proteste contre l'attitude de certaine presse en ce qui concerne la péréquation cadastrale, pp. 368 à 370 (18 janvier 1956). — Fait des observations, p. 404 (24 janvier 1956).

Projet de loi majorant à partir de 1956, le Fonds communal d'assistance publique, le Fonds des communes et le Fonds des provinces. — Discussion générale. — Discours : Concernant les majorations des Fonds — les difficultés des communes — les additionnels communaux — la campagne de presse de l'opposition — la dotation prévue à l'article 18 pour 1956 et 1957 — la nécessité d'un redressement de la situation des communes et provinces — la loi Vermeylen — l'effort fiscal des communes et les charges nouvelles — la réforme de la loi sur l'assistance publique — le « cadeau royal » de la loi Vermeylen — un article de M. Leemans dans « De Standaard » — les recettes enlevées aux communes en 1948, pp. 421 à 424 (25 janvier 1956).

Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés — l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion des articles en deuxième lecture. — Articles 4 et 5 : Fait des observations, p. 661, 662 (16 février 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Règlement : Appuie la demande de M. Bouilly quant aux votes pendant les séances du matin, p. 666 (16 février 1956).

Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 722 (28 février 1956). — Répond à M. Warnant concernant les charbonnages — parle de la valorisation des sous-produits et des produits peu riches — de la création d'industries nouvelles, pp. 738, 739 (29 février 1956).

Motion d'ordre de M. Rolin : Fait des observations, p. 801 (6 mars 1956).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, en matière d'imposition des revenus professionnels des époux. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'attitude de la minorité — les contribuables qui tombent sous l'application de la loi — l'historique de la loi décidant le cumul des revenus des époux et ses conséquences — parle des amendements introduits dans la loi, pp. 844 à 846 — fait des observations, pp. 854, 855 (8 mars 1956).

Motion d'ordre de M. Maurice Servais : Fait des observations, p. 867 (20 mars 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant le canal Nimy-Blaton-Escaut, et son importance pour les régions du Borinage et du Tournaisis — les autoroutes — le projet d'autoroute Bruxelles-Calais et Bruxelles-Paris — le boulevard de ceinture du Borinage — les travaux communaux et la simplification de la marche des dossiers — les subsides, pp. 902 à 904 (21 mars 1956). — Fait des observations, p. 972 (22 mars 1956).

Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussion des articles du tableau. Article 527 : Intervient, p. 984 (22 mars 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. Discussion générale : Fait des observations, pp. 1039, 1040 (25 avril 1956), pp. 1052, 1054, 1056, 1057 (26 avril 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1170 (23 mai 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, pp. 1229 à 1231 (31 mai 1956). — Articles 2, 3, 4, 7 : Intervient, pp. 1249, 1251 à 1254, 1259 à 1260, 1261 à 1266 (5 juin 1956). — Article 15 : Intervient, pp. 1289 à 1295 (6 juin 1956). — Article 2 : Intervient, pp. 1305 à 1308 (7 juin 1956).

Est nommé questeur du Sénat, en remplacement de M. Missiaen, décédé, p. 1248 (5 juin 1956).

Harmegnies *(suite).*

Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Fait des observations, pp. 1273 à 1276 (6 juin 1956).

Motion d'ordre de M. Struye : Fait des observations, p. 1341 (12 juin 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux Ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussion : Fait des observations, pp. 1373 à 1374, 1378 (13 juin 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion des articles. — Article 9 : Intervient, p. 1421 (14 juin 1956).

Projet de loi relatif à la restauration des dommages causés aux entreprises industrielles, commerciales et artisanales par les inondations de la fin mai 1956. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1407 (14 juin 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Règlement. — Rappel au règlement du baron de Dorlodot : Fait des observations, p. 1433 (14 juin 1956).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du Conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes. — Fait des observations, p. 1435 (14 juin 1956), p. 1472 (20 juin 1956).

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs coordonnées le 9 mars 1951. — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, p. 1506, 1507 (21 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1668 à 1671. — Discours : Concernant l'assainissement des finances communales — les articles 11, 12 et 18 du projet — le rapport de la sous-commission du Conseil du fonds des communes — la réforme du 24 décembre 1948 — le fait que les grandes villes sont favorisées — répond à la droite, p. 1686 (28 juin 1956).

Henskens, sénateur provincial de Brabant.

Doc. — N° 97. — Rapport : Projet de loi relatif aux wateringues.

Ann. — Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et Interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Discours : Félicite le ministre et le rapporteur — parle des écoles multilatérales — de l'organisation et des réformes de l'enseignement — de l'octroi de diplômes dans l'enseignement moyen inférieur — de la prolongation de la scolarité — de la répartition des années de scolarité, pp. 490 à 491 et 497 à 499 (2 février 1956).

Projet de loi relatif aux wateringues. — Discussion générale. — Discours : Appelle l'attention sur le caractère technique et la nécessité de ce projet — parle de la démocratisation — de l'urgence de la réalisation, p. 541 (8 février 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. Discussion générale. — Discours : Traite de l'agriculture en général — reprend et refute certains arguments de l'opposition — parle de l'agriculture vis-à-vis de Benelux et de l'intégration européenne — du prix élevé de la terre — du droit de préemption — de la création d'un organisme spécial pour l'acquisition de terres, pp. 829 à 831 (8 mars 1956).

Henskens *(suite).*

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. Discussion générale. — Discours : Rend hommage aux rapporteurs — fait des observations relatives au groupement des exploitations et celui des propriétés — parle de l'augmentation de la superficie culturale — de l'amélioration des terres, pp. 1029 à 1030 (24 avril 1956). — Fait des observations, pp. 1041, 1042 (25 avril 1956).

Discussion des articles réservés. — Articles 10, 36 : Intervient, pp. 1151, 1164 (17 mai 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas instituant un Conseil consultatif interparlementaire, signée à Bruxelles, le 5 novembre 1955. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1356 (13 juin 1956).

Projet de loi relatif au Fonds spécial d'assistance. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1467, 1468 (20 juin 1956).

Houben, R., sénateur provincial de Brabant.

Doc. — N° 60. — Proposition de loi relative à la gestion paritaire des organismes publics de sécurité sociale et de prévoyance sociale.

N° 171. — Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

N° 174. — Proposition de loi organisant l'apprentissage dans l'industrie et le commerce.

N° 213. — Amendements. — Projet de loi confirmant certains arrêtés ministériels pris en exécution de l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire.

Ann. — Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'importance du budget — la politique d'étatisation et son évolution dans plusieurs secteurs — l'abolition de la gestion paritaire — l'avant-projet de loi du Conseil national du Travail — le caractère illégal de certaines mesures prises par le ministre, notamment dans le domaine de l'assurance maladie-invalidité — l'aspect financier de ces mesures qui ne se justifient pas politiquement — le caractère sectaire de la réglementation relative à l'assurance maladie-invalidité et en particulier à la disposition de l'article 66, pp. 99 à 105 — fait des observations, pp. 106 à 108, 112 (8 décembre 1955). — Discours : Concernant la gestion paritaire — les bonis enlevés aux mutualités et l'illégalité de cette mesure — les opérations financières du ministre — les établissements hospitaliers, p. 138 — fait des observations, pp. 143, 144 (13 décembre 1955).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juillet 1953 concernant les fonds de sécurité d'existence. — Discussion générale. — Discours : Traite du statut définitif — appelle l'attention sur la situation juridique irrégulière et les conséquences de l'effet rétroactif de la loi, p. 471 (2 février 1956).

Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés — l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion générale. — Discours : Concernant le retard apporté dans l'exécution des mesures à envisager — l'utilisation du demi pour cent à d'autres fins — les amendements introduits, pp. 476 à 477 (2 février 1956). —Discussion des articles en seconde lecture.—Article 4 et 5 : Intervient, pp. 659 à 664 (16 février 1956). — Vote : Justifie son vote, p. 672 (16 février 1956).

Projets de loi accordant la naturalisation. — Prise en considération. — Demande d'ajournement : Fait des observations, p. 915 (21 mars 1956).

Projet de loi confirmant certains arrêtés ministériels pris en exécution de l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire. — Dépôt du rapport : Fait des observations, p. 1175 (23 mai 1956). — Discussion générale : Fait des observations, p. 1186. — Discours : Concernant les arrêtés déclarés nuls par la Cour de Cassation et la situation qui résulte de ces faits — parle des conséquences du projet — répond à M. Smets — insiste sur la portée du projet — appuie la demande de renvoi en commission, p. 1188 (24 mai 1956) — concernant l'origine — le but et la portée du projet de loi — les trois formes d'illégalité sur le plan de la législation sociale, l'avis du Conseil d'Etat pour les arrêtés — les prescriptions au sujet du paiement des cotisations — l'article 3 du projet de loi initial — le champ d'application des arrêtés et l'exonération des cotisations — la valeur légale des arrêtés discutés, pp. 1380 à 1383 — parle de son amendement — de l'article 3 du projet initial — fait des observations, pp. 1383 à 1385 (13 juin 1956).

Interpellation à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale et à M. le Ministre des Finances « sur : 1° la question de savoir quand, comment, par qui et sur quelle base légale seront remboursées les sommes qui ont été prélevées en 1955 sur les réserves de la Caisse nationale des vacances annuelles et sur celles de la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie pour alimenter l'assurance maladie-invalidité, à savoir : 194 millions le 17 mars 1955 sur les réserves du premier de ces organismes, 100 millions le 19 avril 1955 et 500 millions le 24 octobre 1955 sur les réserves du second; 2° la question de savoir quand, comment, par qui et sur quelle base légale les intérêts sont payés; 3° la situation irrégulière dans laquelle on se trouve à cet égard, tant par suite de la méconnaissance des prérogatives du Parlement et des règles relatives aux finances publiques, que par suite du fait qu'en effectuant les opérations en cause, on a ignoré les directions des institutions intéressées ».

Demande d'interpellation, p. 1192 (29 mai 1956).

Discussion. — Discours : Se déclare déconcerté par les réponses du Ministre du Travail — se rallie à l'opinion de M. Duvieusart — parle du désordre et du déséquilibre dans l'assurance maladie-invalidité — des trois opérations financières — reprend des observations de M. Custers et des conclusions de M. Duvieusart, pp. 1366 à 1369 — répond à des reproches du Ministre du Travail, p. 1374 (13 juin 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Articles 1 et 2 : Intervient, pp. 1223, 1226 à 1227, 1235 (31 mai 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux. — Fait des observations, p. 1276 (6 juin 1956). — Fait des observations relatives à la discussion et au dépôt de projets de loi, p. 1540 (21 juin 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion des articles. — Article 9. — Motion d'ordre de M. Van Houtte : Fait des observations, p. 1421 (14 juin 1956).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1542. — Discours : Concernant la brièveté du texte par rapport à la portée du projet — l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 — le texte de l'avis du Conseil d'Etat — le but et la portée de l'article 6*bis* — le paragraphe 1er de l'article 1er — l'absence de concordance entre le texte du projet et l'accord conclu avec les médecins — les critiques à faire quant à la portée générale du projet — les droits et obligations des assurés — la nature du concours des médecins, pp. 1543 à 1546 — fait des observations, pp. 1547 à 1551 — parle de l'avis du Conseil d'Etat, p. 1551 (26 juin 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, pp. 1577 à 1582, 1621 à 1622 — le nouveau texte proposé par lui est rejeté, p. 1622 — ses amendements sont rejetés, p. 1623 (26 juin 1956).

Projet de loi modifiant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1956 en vue de la réalisation d'un programme d'investissements urgents et d'intérêt national au port d'Anvers. — Vote : Justifie le vote de son groupe, p. 1624 (26 juin 1956).

Hougardy, sénateur de l'arrondissement Bruxelles.

Ann. — Validation de ses pouvoirs. — Prête serment, p. 518 (7 février 1956).

Hougardy, *(suite).*

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du Conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la communauté belgo-congolaise — l'amélioration du standing des indigènes — le développement de l'économie — la création de centres d'orientation professionnelle — l'éducation et l'émancipation de la femme congolaise — la classe moyenne congolaise — le colonat blanc — l'administration coloniale — les postes de brousse — le service territorial — la situation sociale — l'administration d'Afrique, pp. 1455 à 1456 (19 juin 1956).

Huart (Baron), sénateur des arrondissements Namur et Dinant-Philippeville.

Ann. — Interpellation de M. Struye au Ministre des Affaires Etrangères. — Discussion. — Dépose un ordre du jour rgrettant l'abstention de la Belgique au vote sur l'admission de l'Espagne à l'O.N.U, p. 361 (17 janvier 1956). — Vote sur l'ordre du jour : Son amendement est rejeté, p. 386 (19 janvier 1956).

Interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique. — Discussion. — Dépose un ordre du jour regrettant la décision du ministre quant à l'annulation de la délibération du conseil communal de Thiméon, p. 524 (7 février 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux Ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussion. — Dépose un ordre du jour, p. 1377 (13 juin 1956).

Jacobs, sénateur des arrondissements Hasselt et Tongres-Maaseik.

Ann. — Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Attire l'attention sur la protection des eaux — l'inspection médicale scolaire et la mortalité infantile, pp. 296, 297 (10 janvier 1956).

Janson (Mme, Vve Spaak), sénateur coopté.

Ann. — Ouverture de la session : Déclare ouverte la session ordinaire de 1955-1956 — prononce son allocution, p. 4 (8 novembre 1955).

Janssen, A.-E., sénateur coopté.

Ann. — Validation de ses pouvoirs, pp. 602, 603. — Prête serment, p. 609 (14 février 1956).

Budget de la dette publique pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la déclaration du Premier Ministre relative à la diminution de l'augmentation de la dette publique et le slogan de l'héritage laissé par le Gouvernement P.S.C. — le marché des rentes en rapport avec la dette publique — la conversion — la politique de défense militaire — la consolidation du statut du franc — la couverture des engagements par un certain pourcentage d'or — la définition de la teneur en or du franc — le plafond de la Banque Nationale — l'emprunt du Fonds autonome des routes — la situation au point de vue budgétaire — la péréquation des pensions — le pécule des vacances — les pensions des indépendants — l'intervention gouvernementale auprès du F.N.A.M.I. — les crédits supplémentaires — les travaux en vue de l'Exposition de 1958, pp. 988 à 993 (22 mars 1956).

Janssen, A.-E., *(suite).*

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale. — Discours : Concernant le programme de financement du projet — le manque d'équilibre du régime de la capitalisation — le régime de la répartition basé sur le Fonds de solidarité — la définition de l'état de besoin, pp. 1194, 1195 (29 mai 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux Ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussion. Discours : Répond à un reproche de M. Coulonvaux, p. 1370 (13 juin 1956).

Projet de loi modifiant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1956 en vue de la réalisation d'un programme d'investissements urgents et d'intérêt national au port d'Anvers. — Discussion générale. — Discours : Se déclare d'accord sur le principe du projet — parle du financement du programme des travaux à effectuer et demande des chiffres généraux — traite de l'indication au projet des travaux à faire et l'indication des crédits à inscrire au budget extraordinaire — la cinquième darse, pp. 1615 à 1616. — Répond au Ministre des Travaux Publics — parle du canal de Charleroi et l'atmosphère des années 1952 et 1953, p. 1619 (26 juin 1956).

Jespers, sénateur de l'arrondissement Anvers, secrétaire du Sénat.

Doc. — N° 92. — Amendements : Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956.

Ann. — Est réélu secrétaire du Sénat, p. 4 (8 novembre 1955).

Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les handicapés — les pensions de vieillesse, p. 137 (13 décembre 1955).

Budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1956. — Discussion des articles : Intervient, p. 151 (14 décembre 1955).

Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Intervient, p. 426 (25 janvier 1956).

Projet de loi créant l'Institut national de l'Education physique et des sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion des articles. — Article 1er : Intervient, p. 437 (26 janvier 1956).

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et Interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Discours : Attire l'attention sur les 27 amendements déposés et demande au ministre leur discussion en commission, p. 449 — dit que ce budget est le nœud de la politique gouvernementale — voudrait amener le ministre à revoir certains points de vue, mais marque son accord sur d'autres—parle de la prolongation de la scolarité — de l'article 26 de la déclaration des droits de l'homme — de la liberté absolue du choix de l'école — du tort causé au personnel enseignant — du traitement du secrétaire général — de la situation linguistique au département — des frais de fonctionnement — de la nomination d'inspecteurs et de leur traitement — des classes pour enfants spasmatiques — des classes flamandes à Bruxelles — de la rationalisation — de l'indemnité de compensation — de la sécurité sociale — des arrêtés d'exécution dans les divers secteurs de l'enseignement — de la mise en disponibilité — des beaux-arts — de l'éducation populaire — de la circulaire du ministre au sujet de l'éducation civique, p. 449 à 454 (31 janvier 1956).

Fait des observations, p. 500 (2 février 1956) pp. 559 à 561 — invite le ministre à lire le texte litigieux de sa circulaire, p. 567 (8 février 1956). — Discussion des articles du tableau. — Article 22, Chapitre II, Section II : Intervient — retire son premier amendement, l'autre est rejeté, pp. 569, 570. — Article 22, Chapitre II, Section IX : Intervient, p. 574 (8 février 1956). — Son amendement est rejeté, p. 578 (9 février 1956). — Discussion des articles du projet. — Article 6 : Intervient, p. 581 (9 février 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Validation des pouvoirs de M. Poncelet : Donne lecture en flamand du rapport de M. Nihoul, p. 1025 (24 avril 1956). — Validation des pouvoirs de M. Breyne : Donne lecture en flamand du rapport de M. Nihoul, p. 1194 (29 mai 1956).

Jespers, *(suite).*

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 1 : Fait des observations, pp. 1223 à 1225 (31 mai 1956). — Articles 7, 9 : Intervient, pp. 1263 à 1266, 1269 à 1270 (5 juin 1956). — Articles 11, 15 : Intervient, pp. 1277 à 1278, 1293 et 1295 (6 juin 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux Ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussion : Fait des observations, pp. 1369, 1370, 1373, 1374 (13 juin 1956).

Projet de loi relatif au Fonds spécial d'assistance. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1464, 1467 — demande si les enfants atteints de poliomyélite tombent sous l'application de l'article 3, 3°, p. 1467 — fait des observations, p. 1468 (20 juin 1956).

K

Kluyskens, sénateur de l'arrondissement Gand-Eeklo.

Doc. — N° 54. — Rapport : Projet de loi modifiant l'article 472 du Code de commerce.

N° 70. — Amendement. — Projet de loi créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives.

N° 92. — Amendement : Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956.

N° 240. — Rapport. — Projet de loi relatif aux cessions et mises en gage de créances sur l'Etat du chef de travaux et de fournitures.

Ann. — Projet et proposition de loi sur le registre du commerce. — Discussion des articles. — Article 36 : Intervient, p. 50 (29 novembre 1955).

Projet de loi créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur les épreuves sportives. — Discussion générale. — Discours : Estime qu'il ne faut pas encourager le jeu et que l'impôt frappant les pronostics n'est pas déterminé par la loi — regrette que les moniteurs formés par l'institut puissent concurrencer les élèves d'établissements d'enseignement et que les fonctionnaires obtiennent le droit de dresser des actes d'achat et attire l'attention sur le danger de la coordination, pp. 209 à 210 (20 décembre 1955).

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956. — Discussion des articles du tableau. — Article 3-1, section V : Intervient — son amendement est rejeté, pp. 570 à 573 (8 février 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion des articles réservés. — Article 3 : Intervient — son amendement est rejeté, pp. 1148, 1149, 1159 (17 mai 1956).

Projet de loi relatif aux cessions et mises en gage de créances sur l'Etat du chef de travaux et de fournitures. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'erreur commise au texte néerlandais de l'article 1er — le but du projet et les modifications apportées à la réglementation existante, pp. 1575 à 1576 (26 juin 1956).

Knops, sénateur provincial de Limbourg.

Doc. — N° 65. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 109. — Rapport : Budget du Corps de la gendarmerie pour l'exercice 1956.

N° 119. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 176. — Rapport : Projet de loi fixant le nombre d'officiers supérieurs des forces armées.

N° 272. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

L

Lacroix, sénateur des arrondissements Namur et Dinant-Philippeville.

Doc. — N° 61. — Rapport : Projet de loi majorant à partir de 1956 le Fonds communal d'assistance publique, le Fonds des communes et le Fonds des provinces.

Lacroix, *(suite).*

N° 118. — Rapport : Budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1956.

N° 133. — Rapport : Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — (Crédits : dommages aux biens).

N° 242. — Rapport : Projet de loi modifiant la loi communale et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

Ann. — Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'origine des charges financières de la S.N.C.B. et les pensions de ses agents, p. 179 (15 décembre 1955).

Projet de loi majorant à partir de 1956 le Fonds communal d'assistance publique, le Fonds des communes et le Fonds des provinces. — Discussion générale. — Discours : Commente son rapport et félicite le ministre — parle des finances communales et provinciales — de l'augmentation des charges provoquée par la vie moderne et de la préparation des dossiers du parquet, pp. 419 à 420 (25 janvier 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes.—Discours : Concernant la liquidation des dommages de guerre — les demandes en revision — l'office de documentation et de service social — les priorités en matière de revision — les directions provinciales — les coopératives de sinistrés — la régularisation des agents de la Reconstruction — le paiement des dommages de guerre — les travaux communaux et la simplification de la marche des dossiers, p. 902 (21 mars 1956).

Projet de loi tendant à préciser et à compléter la loi du 9 mars 1953 réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation existante, p. 995(22 mars 1956).

Projet de loi modifiant la loi communale et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant le but, la portée et l'économie du projet — donne un aperçu de la discussion des articles en commission et de ses résultats, p. 1514 (21 juin 1956). — Fait des observations, p. 1669 (28 juin 1956. — Discussion des articles. — Article 13 : Intervient, p. 1696 (28 juin 1956).

Lagae, sénateur provincial de Flandre Orientale.

Doc. — N° 216. — Amendements au texte présenté par la commission : Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants.

N° 275. — Rapport : Projet de loi prorogeant pour les années 1955 et 1956, la loi du 20 mars 1954, modifiant l'article 232 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

Ann. — Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant le rajustement des traitements et pensions des membres de la députation permanente et leurs frais de déplacement — les finances provinciales — l'entretien des bâtiments judiciaires, p. 371 (18 janvier 1956).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Demande qu'une plus grande attention soit consacrée aux suggestions du Parlement et des magistrats — parle du statut des juges d'instruction — de la collaboration entre les parquets et l'administration scolaire — de la protection de l'enfance — de la loi de défense sociale — de la possibilité octroyée aux prisonniers de pourvoir à la substance de leur famille, pp. 594 à 597 (9 février 1956). — Fait des observations, p. 633 (15 février 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 2 : Intervient, p. 1234 (31 mai 1956). — Article 7 : Intervient — son amendement est adopté, pp. 1264 à 1265 (5 juin 1956). — Article 27 : Son amendement est adopté, p. 1300 (6 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant la quote-part accordée à chaque province, pp. 1684 à 1685 (28 juin 1956).

Larock, ministre du Commerce extérieur.

Ann. — Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (Crédits : Commerce extérieur). — Discussion générale. — Discours : Etablit le bilan de l'importation et de l'exportation — parle du commerce avec l'Europe — de l'expansion vers les pays neufs — des prévisions pour 1956, pp. 667 à 670 — fait des observations, pp. 677 à 680 — répond aux orateurs, pp. 681 à 683 — reparle du protectionnisme, p. 684 (16 février 1956).

Leburton, ministre de la Santé publique et de la Famille.

Ann. — Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux. — Discours : Concernant l'urgence du projet de loi créant l'Institut national d'Education physique et organisant le contrôle des pronostics, p. 126 (13 décembre 1955).

Projet de loi créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale. — Discours : Expose le but de l'institut et son fonctionnement — répond à certaines questions soulevées par des membres de l'Union belge de sociétés de football-association et précise la portée du terme « coordonner » utilisé dans le projet de loi, pp. 202 à 205 — insiste pour l'urgence eu égard à l'incidence budgétaire, p. 205 (20 décembre 1955). — Demande d'entendre le ministre et le rapporteur avant tout renvoi en commission — insiste pour pouvoir répondre aux orateurs, pp. 232 à 234 (21 décembre 1955). — Insiste sur le caractère urgent du projet et répond aux objections formulées par les différents orateurs, p. 249 (22 décembre 1955). — Discussion des articles. — Articles 1, 2, 3, 7, 9, 11 : Intervient, pp. 432 à 437, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445 (26 janvier 1956).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, p. 305 (11 janvier 1956). — Discours : Rappelle l'évolution budgétaire — dresse un tableau de la situation sanitaire et répond aux différents orateurs, pp. 325 et 337 (12 janvier 1956).

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Discussions générales jointes. — Fait des observations, pp. 1067 à 1069, 1071 (2 mai 1956). — Discours : Remercie la commission et le rapporteur — parle de la portée du projet — la rationalisation de la législation sur le logement — la caractéristique de la situation de la Belgique en 1956 — l'intervention de l'Etat — la collaboration entre l'initiative privée et le secteur public — le choix entre la propriété et la location — la notion de personne peu aisée et la ségrégation dans les quartiers d'habitation — le logement populaire sous son triple aspect : quantitatif, qualitatif et de remplacement des habitations vétustes — l'équipement mobilier — la substitution de la notion d'habitat à la notion traditionnelle de logement — la lutte contre les taudis — les primes à la construction — le problème financier — la création d'un nouveau parastatal — la mission de simplification et de centralisation confiée à l'Institut national du logement — les travaux d'études — les nominations — la coordination, pp. 1076 à 1081 — fait des observations, pp. 1085, 1086, 1088, 1089. — Discours : Concernant la possibilité d'une assimilation du loyer à une espèce d'annuité d'acquisition — le sort des employés — l'équilibre entre la propriété et la location — la situation dans le Limbourg — la pénurie de crédits — le comité d'acquisition d'Anvers — les crédits provinciaux — la prorogation de la loi De Taeye — la proposition Derbaix — les arrêtés d'exécution — le contrôle des conditions des prêts accordés par divers organismes — la limitation de l'octroi de primes aux personnes de condition modeste, pp. 1091 à 1092 (3 mai 1956).

Discussion des articles du projet. — Articles 1, 2, 3, 5, 7, 8, 11, 14, 16 et 17 : Intervient, pp. 1098 à 1113 (15 mai 1956). — Articles 24 et 26 : Intervient, pp. 1119 à 1120 (16 mai 1956). — Ajournement de la proposition : Fait des observations, p. 1121 (16 mai 1956).

Leburton, *(suite)*.

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1388 à 1390. — Discours : Fait une mise au point au sujet de ce qui a été dit par M. Godin — parle de l'enquête relative à l'O.N.O.V.A. — cite les paroles prononcées par Mme de Moor-Van Sina, membre P.S.C. de la Chambre, lors de la discussion du projet à la Chambre — définit le but du projet — répond aux divers arguments émis — parle des attributions sociales de l'O.N.A.C. — de l'intention du Gouvernement en matière de gestion des œuvres patriotiques, pp. 1391 à 1394 — répond à M. Van Buggenhout et lui demande de faire partie de la sous-commission créée aux fins d'examiner les documents concernant l'O.N.O.V.A. — parle du patrimoine, p. 1395 (14 juin 1956). — Discussion des articles. — Article 9 : Intervient, pp. 1419 à 1422 (14 juin 1956), pp. 1582 à 1587 (26 juin 1956).

Projet de loi prorogeant les délais d'introduction des demandes tendant au bénéfice des statuts des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, des étrangers prisonniers politiques, des résistants par la presse clandestine, des résistants civils et des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945. — Discussion générale. — Discours : Exprime le vœu que le présent projet soit la dernière réouverture des délais — répond à M. Pontus, p. 1403 (14 juin 1956).

Projet de loi relatif au Fonds spécial d'assistance. — Discussion générale. — Discours : Compare la portée de la loi du 24 décembre 1948 à celle du présent projet — évoque la situation de fait créée par la promulgation de la loi de 1948 — parle des principes du projet discuté — du maintien des commissions consultatives provinciales — de la décentralisation — de l'instruction — de la sauvegarde du libre choix de l'institution — du traitement différent appliqué par chaque province et de la situation dans chacune d'elles — de l'évolution de l'intervention de l'Etat dans les charges financières — répond aux questions posées, pp. 1467 à 1469 (20 juin 1956).

Leclercq, sénateur provincial de Hainaut.

Ann. — Interpellation de M. Struye au Ministre des Affaires Etrangères. — Vote sur l'ordre du jour : Intervient, p. 385 (19 janvier 1956).

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et Interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant les efforts de l'opposition — la loi du 27 juillet 1955 — les arrêtés d'exécution et la note officielle — rend hommage à M. Collard — parle des bâtiments scolaires, du barème des instituteurs de l'Etat — des enfants anormaux, pp. 455 à 458 (31 janvier 1956).

Renonce à son mandat de sénateur, p. 1273 (6 juin 1956).

Leemans, sénateur provincial d'Anvers.

Ann. — Budget des voies et moyens pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Souligne l'ampleur des crédits supplémentaires et parle de la circulation fiduciaire — des subventions à l'industrie de la rayonne — de la nouvelle présentation du budget — des investissements et de la résorption du chômage, pp. 224 à 226 (20 décembre 1955).

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (crédits : commerce extérieur). — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation linguistique dans le département — l'expansion des pays de Benelux vers les pays jeunes — les relations commerciales — le statut international des investissements — le commerce mondial — les marchés internationaux — les mesures protectionnistes — Benelux et le marché européen — la conférence des ministres européens, pp. 675 à 676 (16 février 1956).

Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les aspects de la haute conjoncture — la politique économique du ministre — les études sur le produit national brut — les activités de la commission du revenu national — le rapport de l'O.E.C.E. — le chômage — le port d'Anvers — la politique des subsides — le prix du charbon — la politique des prix, pp. 723 à 726 (28 février 1956).

Leemans, (*suite*).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. - Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du Conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes : Fait des observations, p. 1443 (19 juin 1956).

Lefebvre, ministre de l'Agriculture.

Ann. — Projet de loi relatif aux wateringues. — Discussion générale. — Discours : Fait l'historique de la législation sur les polders et wateringues — parle de la scission du projet initial — de la distinction entre polders et wateringues — des caractéristiques et des innovations du nouveau projet et des corrections à y apporter — expose les raisons pour lesquelles il demande l'adhésion du Sénat, pp. 537 à 539. — Répond aux questions posées par les orateurs, p. 543 (8 février 1956).

Motion d'ordre du Baron de Dorlodot : Fait des observations, p. 707 (22 février 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 778. 785 (1er mars 1956). — Discours : Compare la situation agricole de la Belgique aux autres pays et émet ses conclusions — explique sa politique — détaille chaque branche importante de l'horticulture et de la culture maraîchère — parle du tabac — de l'aide aux cultivateurs sinistrés — de la pêche maritime, s'étend sur les relations internationales dans le cadre des accords souscrits par la Belgique — attire l'attention sur la participation des associations agricoles aux travaux de la commission d'harmonisation — répond aux questions posées, pp. 807 à 815 — fait des observations, pp. 821 à 825 (7 mars 1956), p. 834 — regrette de ne pouvoir répondre en détail à tous les orateurs intervenus après son discours — rencontre brièvement certaines observations, pp. 836 à 838 (8 mars 1956). — Discussion des articles du tableau : Intervient, p. 838. — Articles 23, 29 : Intervient, pp. 840 à 842 (8 mars 1956).

Projet de loi : Mettant un crédit spécial à la disposition du Gouvernement aux fins d'aider les agriculteurs et horticulteurs qui ont subi des pertes exceptionnelles à la suite des gelées. — Discussion générale. — Discours : Concernant les mesures prises par le Gouvernement — le congé supplémentaire de 12 jours accordé aux miliciens fils d'agriculteurs — le recensement des dégâts — le délai de paiement des indemnités — le rachat par les agriculteurs sinistrés de leurs titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire à concurrence de 2.000 fr. par hectare à réemblaver et la priorité exceptionnelle accordée en matière de dossiers de dommages de guerre — fait des observations, pp. 997 à 998 (22 mars 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Décès. — S'associe, au nom du Gouvernement, à l'hommage rendu à M. Gribomont, sénateur décédé, p. 1022 (24 avril 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1027, 1028, 1029. — Discours : Concernant l'importance du projet — le projet de 1948 — les efforts faits à l'étranger — le remembrement des propriétés et de l'exploitation — le remembrement et l'échange volontaires — l'aspect constitutionnel du problème et les réserves formulées par le Conseil d'Etat sur le caractère de l'indemnité, pp. 1032 à 1035 (24 avril 1956) — fait des observations, pp. 1050, 1954, 1055 : Quant à l'opportunité du renvoi en commission. — Discours : Concernant la mise sur un pied d'égalité des exploitants et des propriétaires — les possibilités d'un démembrement éventuel — les conditions dans lesquelles le remembrement peut et doit être décidé — le recours — la protection des sites — l'intervention du département des Travaux Publics — les travaux du génie rural — le respect du caractère régional et des préoccupations des habitants du territoire où l'on procède au remembrement — la part d'intervention de l'Etat dans les travaux de remembrement, p. 1055 à 1057 — fait des observations, pp. 1058, 1060 à 1062 — relatives à la date de la discussion des articles, p. 1062 (26 avril 1956). — Discussion des articles. — Article 2 : Fait des observations, pp. 1127, 1128. — Articles 10, 12 : Intervient, pp. 1133, 1134. — Article 21 : Demande de réserver cet article, p. 1136.—Article 30 : Demande de réserver cet article, p. 1138. — Article 32 : Intervient, pp. 1139, 1140. — Article 36 : Demande de réserver cet article, p. 1141. — Article 44 : Intervient, p. 1142 (16 mai 1956). — Discussion des articles réservés. — Articles 3, 10, 21, 36 : Intervient, p. 1049, 1053, 1054, 1058, 1061, 1162, 1164, 1165 (17 mai 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Décès : S'associe, au nom du Gouvernement, à l'hommage rendu par M. le Président à la mémoire de MM. Missiaen et Rolland, sénateurs, pp. 1094, 1095 (15 mai 1956).

Projet de loi relatif à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1316, 1318, 1319. — Discours : Concernant la raison d'être du projet et son incidence sur les agriculteurs — la disposition attribuant les pleins pouvoirs au Gouvernement — la nécessité d'une réglementation — l'effort poursuivi par les syndicats d'élevage — félicite les éleveurs de la Flandre Occidentale — parle de l'abolition de la réglementation antérieure — des sanctions à appliquer — des conditions d'application de la loi — des consultations avec les personnes intéressées à ce problème — de l'organisation de noyaux d'exploitation — demande au Sénat de voter le projet tel qu'il a été adopté par la Chambre, pp. 1320 1321 (7 juin 1956). — Discussion des articles. — Articles 1 et 5 : Intervient, pp. 1344 à 1346, 1347, 1348 (13 juin 1956). — Article 7 : Intervient, pp. 1415 à 1416 (14 juin 1956).

Lehouck (Mme) — V. Gerbehaye (Mme, Vve Lehouck).

Lemal, sénateur provincial de Hainaut.

Doc. — N° 175. — Rapport : Projet de loi portant ratification de mesures d'exonération de la taxe de séjour prises par arrêté royal en faveur de certains étrangers.

N° 188. — Rapport : Projet de loi modifiant les lois relatives aux taxes de séjour des étrangers, coordonnées le 12 octobre 1953.

N° 278. — Rapport : Projet de loi tendant à attacher la garantie de l'Etat au remboursement d'un emprunt à contracter par l' « Association intercommunale pour l'exploitation du circuit de Francorchamps ».

N° 338. — Rapport : Projet de loi modifiant les lois relatives aux taxes de séjour des étrangers, coordonnées le 12 octobre 1953.

Ann. — Projet de loi modifiant les lois relatives aux taxes de séjour des étrangers, coordonnées le 12 octobre 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant la portée du projet et notre dette de gratitude à l'égard des ouvriers mineurs italiens, p. 1312 (7 juin 1956).

Projet de loi tendant à attacher la garantie de l'Etat au remboursement d'un emprunt à contracter par l'Association intercommunale pour l'exploitation du circuit de Francorchamps. — Discussion générale. — Discours : Concernant les raisons pour lesquelles l'emprunt est sollicité — le circuit de Francorchamps — les charges financières des travaux d'aménagement, p. 1509 (21 juin 1956).

Leynen, sénateur provincial de Limbourg.

Doc. — N° 208. — Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas, instituant un Conseil consultatif interparlementaire, signée à Bruxelles, le 5 novembre 1955.

N° 265. — Rapport : Projet de loi portant tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie.

Leynen, *(suite).*

Ann. — Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Demande de modifier la politique des logements, p. 317 (12 janvier 1956).

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et Interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant les conséquences financières de la loi du 27 juillet 1955 — les arrêtés d'exécution — la pré-agréation d'institutions de l'enseignement technique — le minimum de la population scolaire — les frais de fonctionnement de l'enseignement technique, et la situation du personnel administratif — la restauration du château de Alde-Biezen et son affectation, pp. 464 à 466 (31 janvier 1956). — Fait des observations, pp. 559 à 561 (8 février 1956).

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (crédits : Affaires étrangères). — Discussion générale. — Discours : Concernant la liste d'embargo — les produits livrés au bloc soviétique, pp. 891 à 892 (20 mars 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant le bouchon de Lanaye — l'autoroute Anvers-Ruhr — les routes du bassin industriel du Limbourg septentrional, p. 980 (22 mars 1956).

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Discussions générales jointes. — Fait des observations, p. 1078. — Discours : Concernant le caractère centraliste du projet — la situation dans le Limbourg — les comités régionaux — la suppression des crédits inscrits aux budgets provinciaux extraordinaires pour l'octroi de suppléments de primes à la construction — le paternalisme des sociétés industrielles — la lutte contre les taudis — la création de l'Institut national du logement, pp. 1090 à 1091 — fait des observations, p. 1091 (3 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, pp. 1226 à 1227 (31 mai 1956). — Article 4 : Fait une remarque relative à la lecture du texte néerlandais de l'amendement de M. Maurice Servais, p. 1260 (5 juin 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Fait des observations, p. 1284 (6 juin 1956). — Fait des observations relatives au groupement des votes et l'emploi de bulletins, p. 1404 (14 juin 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas instituant un Conseil consultatif interparlementaire, signée à Bruxelles, le 5 novembre 1955. — Discussion générale. — Discours : Concernant la compétence du Conseil consultatif — les consultations préalables au sujet des accords de Benelux — la délégation aux réunions du conseil, pp. 1353 à 1354 (13 juin 1956).

Projet de loi confirmant certains arrêtés ministériels pris en exécution de l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1333 (13 juin 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'Union de l'Europe Occidentale, des représentants nationaux et du personnel international, signée à Paris le 11 mai 1955. — Remise de la discussion : Insiste pour que la discussion ait lieu en présence du Ministre des Affaires Etrangères, p. 1645 (27 juin 1956). — Discussion générale. — Discours : Concernant l'historique du problème des privilèges et immunités depuis 1953 — l'exemption fiscale — la retenue au profit de l'institution même, p. 1653 (27 juin 1956).

Interpellation du baron de Dorlodot. — Demande d'urgence : Fait des observations, pp. 1682 à 1683 (28 juin 1956).

Leysen, sénateur des arrondissements Malines et Turnhout.

Doc. — N° 92. — Amendement : Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956.

Ann. — Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et Interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant le taux des élèves requis — les conséquences de la réglementation actuelle de l'enseignement — le paiement des instituteurs bénéficiant d'un traitement provisoire — l'enseignement frœbellien — les écoles mixtes — le désordre dans l'enseignement moyen du degré inférieur — les directives à donner — le dédoublement des classes — les suppléments de traitement communaux — l'enseignement normal et technique — les conséquences de la loi du 27 juillet 1955 sur l'enseignement technique libre, pp. 501 à 505 (2 février 1956). — Sollicite une réponse aux trois questions qu'il répète, p. 567 (8 février 1956) — Discours des articles du tableau. — Article 22, Chapitre II, Section II : Intervient — son amendement est rejeté, pp. 569 et 570 (8 février 1956). — Discussion des articles du projet. — Article 7*bis* : Intervient, p. 581 (9 février 1956).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les services de la protection de l'enfance et l'établissement d'observation de Mol, pp. 586, 587 (9 février 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'apiculture — les crédits pour l'enseignement et le service d'information — les pulvérisations et les poudrages prématurés — la représentation de la Belgique au Congrès international d'apiculture — la création de stations de recherches — la candidature de la Belgique au XVIIe Congrès international d'apiculture à Vienne, pp. 835 à 836 (8 mars 1956).

Liebaert, ministre des Finances.

Ann. — Projet de loi complétant la loi du 24 novembre 1953, tendant à favoriser l'absorption ou la fusion de sociétés. — Discussion des articles. — Article 2 : Retire l'amendement du Gouvernement, p. 212 (20 décembre 1955).

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Parle de la haute conjoncture et des revendications syndicales — de l'assurance maladie-invalidité — des charges sociales — du contrôle des parastataux — de la revision cadastrale — des mesures en faveur de l'industrie textile et de la circulation fiduciaire, pp. 212 à 214 — fait des observations, p. 225 (20 décembre 1955). — Réplique aux critiques des différents orateurs — donne des précisions relatives aux emprunts et évoque la diminution éventuelle du nombre d'heures de travail, pp. 254 à 257 (22 décembre 1955).

Projet de loi autorisant les régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1955 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1954 et antérieurs. — Discussion générale. — Discours : Propose que l'erreur dénoncée par M. Doutrepont soit avalisée, pp. 261, 262 (22 décembre 1955).

Chambres Législatives. — Sénat. — Décès : S'associe, au nom du Gouvernement, à l'hommage rendu à la mémoire de M. Bossaert, sénateur et Ministre des Classes Moyennes, p. 487 (2 février 1956).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Regrette que des questions nouvelles aient été formulées auxquelles il lui est difficile de donner une réponse immédiate satisfaisante — rencontre les principales observations faites, p. 654 — fera examiner la question soulevée par M. Orban et répondra ultérieurement, p. 655 (15 février 1956).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, en matière d'imposition des revenus professionnels des époux. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 848, 854, 855. — Discours : Situe la réforme proposée — parle de l'arrêté du 14 décembre 1934 — du travail de la femme — donne certaines statistiques officielles — demande au Sénat de repousser les amendements présentés par l'opposition et de voter le projet, pp. 858 à 859 (8 mars 1956).

Liebaert, *(suite).*

Budget de la dette publique pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 990, 992, 993. — Discours : Concernant l'accroissement de la dette publique — les emprunts et les taux d'intérêt — la conversion — la couverture-or du franc — la teneur en or du franc — le plafond de la Banque Nationale — l'emprunt du Fonds des routes — l'équilibre du budget de 1956 — les dégâts causés par le gel — l'excès de froment — la question des 45 heures dans la mine — le problème des grandes villes et celui des invalides, pp. 993 à 994 (22 mars 1956).

Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle 30 juillet 1934, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. — Discussion générale. — Discours : Concernant les circonstances anormales dans lesquelles certains produits sont importés en Belgique, p. 1125 (16 mai 1956).

Proposition de loi complétant la législation relative aux impôts sur les revenus. — Discussion générale. — Discours : Concernant son opposition à la proposition — les abus qui ont déjà été constatés en pareille matière dans le passé et le danger de voir s'amenuiser la matière fiscale, p. 1124 (16 mai 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Demande l'urgence pour le projet de loi relatif à la Caisse nationale de crédit professionnel, p. 1208 (30 mai 1956).

Projet de loi portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse nationale de Crédit professionnel. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'urgence du projet — la portée du projet — l'activité de la Caisse nationale de crédit professionnel — la politique de cette caisse en faveur des classes moyennes, p. 1213 (30 mai 1956).

Interpellation de MM. Léon Servais et Duvieusart « sur : 1° le gâchis que le Gouvernement a créé en matière d'assurance maladie-invalidité en bouleversant ce secteur par l'arrêté royal du 22 septembre 1955 qui contient une réforme aussi fâcheuse que mal préparée et qui jusqu'à ce jour n'a pu être mise en application; 2° les déficits de l'assurance maladie et de la Caisse de l'invalidité, et l'accumulation des passifs, malgré l'augmentation des cotisations obtenue il y a un an et malgré les promesses faites à ce moment par le Gouvernement; 3° la communication tardive des budgets des établissements publics relevant du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale et l'absence parmi ces budgets de celui du F.N.A.M.I. » et

Interpellation de MM. Custers et R. Rouben « sur : 1° la question de savoir quand, comment, par qui et sur quelle base légale seront remboursées les sommes qui ont été prélevées en 1955 sur les réserves de la Caisse nationale des vacances annuelles et sur celles de la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie pour alimenter l'assurance maladie-invalidité, à savoir : 194 millions le 17 mars 1955 sur les réserves du premier de ces organismes, 100 millions le 19 avril 1955 et 500 millions le 24 octobre 1955 sur les réserves du second; 2° la question de savoir quand, comment, par qui et sur quelle base légale les intérêts sont payés; 3° la situation irrégulière dans laquelle on se trouve à cet égard, tant par suite de la méconnaissance des prérogatives du Parlement et des règles relatives aux finances publiques, que par suite du fait qu'en effectuant les opérations en cause, on a ignoré les directions des institutions intéressées ». — Discussions jointes. — Discours : Concernant la situation dans le secteur assurance maladie-invalidité avant l'arrivée au pouvoir du Gouvernement actuel — l'effort de redressement de la situation et l'opposition rencontrée — le secteur invalidité et le secteur maladie en 1956 — les trois opérations financières effectuées par le Ministre du Travail — les abus et fraudes dans le secteur social d'assurance maladie-invalidité — l'assainissement nécessaire pp. 1333 à 1336 (12 juin 1956).

Projet de loi portant ratification des tableaux de classement des objets assujettis à la taxe de luxe. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1349 (13 juin 1956).

Ligot, sénateur des arrondissements Charleroi et Thuin.

Doc. — N° 146. — Rapport : Projet de loi majorant de 8 p. c. les pensions des grands invalides de guerre visés par le deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 1er de la loi du 16 mars 1954.

Ligot, *(suite).*

N° 147. — Rapport : Projet de loi tendant à préciser et à compléter la loi du 9 mars 1953, réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix.

N° 205. — Rapport : Projet de loi relatif à la taxe de circulation sur les tracteurs automobiles et remorques utilisés pour certains transports de lin.

Lilar, sénateur de l'arrondissement Anvers, Ministre de la Justice

Ann. — Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la protection de l'enfance — le problème des éducateurs — le régime des mineurs — les bâtiments des établissements de rééducation de l'Etat — la révision de la loi du 15 mai 1912 et le rapport général des activités de la commission d'étude — les études scientifiques sur l'enfance délinquante — les tâches du Gouvernement dans le domaine de la protection de l'enfance pour 1955 et 1956 — le problème de la défense sociale et les projets de réforme envisagés — la sûreté de l'Etat — répond aux questions concernant la police judiciaire, pp. 603 à 609 (14 février 1956).

Répond à quelques points soulevés en tribune — parle de l'établissement de statistiques, pp. 630 à 633 (15 février 1956). — Discussion des articles du tableau. — Article 3, Section II : Intervient, p. 637 (15 février 1956). — Discussion des articles du projet. — Article 10 : Intervient — déclare renoncer à cet article, p. 639 (15 février 1956).

Proposition de loi interdisant les photographies et prises de vue dans les salles d'audience. — Discussion générale. — Discours : Approuve M. Struye, p. 642 — est d'accord quant à l'ajournement, p. 644 (15 février 1956).

Projet de loi modifiant les articles 142 et 143 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en ce qui concerne les jugements et arrêts portant condamnation au paiement d'une pension alimentaire. — Discussion générale. — Discours : Répond aux orateurs, p. 793 (6 mars 1956).

Proposition de loi modifiant les articles 228, 296, 297 et 313 du Code civil concernant le délai de viduité. — Discussion générale : Fait des observations, p. 796 (6 mars 1956).

Projet de loi sur les économats. — Discussion des articles. — Article 1 : Fait des observatons, p. 802 (6 mars 1956.

Projet de loi portant à quatre le nombre des juges au tribunal de police de Bruxelles. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1349 (13 juin 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention internationale relative à la procédure civile, conclue à La Haye le 1er mars 1954. — Ajournement : Exprime son accord quant à l'ajournement de la discussion, p. 1513 (21 juin 1956).

Projet de loi relatif à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs. — Discussion générale : Fait des observations relatives à l'entrée en vigueur de la loi — appelle l'attention du Sénat sur quelques erreurs de texte qui se sont glissées dans le projet de loi, p. 1570 (26 juin 1956).

M

Machtens, sénateur de l'arrondissement Bruxelles.

Doc. — N° 110. — Rapport : Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1956.

N° 228. — Rapport : Projet de loi complétant la loi du 14 décembre 1876 réglant le transport des émigrants.

N° 279. — Rapport : Projet de loi autorisant les bourgmestres et les officiers de l'Etat civil à déléguer à des agents communaux la délivrance d'actes ou d'extraits d'actes ainsi que les autres documents.

Ann. — Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant le traitement cruel des chevaux mis en vente, p. 629, 630 (15 février 1956).

Machtens, *(suite).*

Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Parle de son rapport — des armes de la Belgique — des déclarations du ministre, pp. 690 à 691 (21 février 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la Société du Canal et Installations Maritimes de Bruxelles — le port de Bruxelles et la réparation des destructions résultant de la guerre — la reconstruction des ponts d'Humbeek, Grimbergen et Tisselt — les ponts basculants et les ponts levants — le canal maritime de Bruxelles au Rupel — le pont-route provisoire sur le canal de Charleroi à l'entrée de la capitale et la reconstruction du quartier sinistré — les grands travaux envisagés en fonction de l'Exposition de 1958 et la hausse des prix, pp. 960 à 961 — fait des observations, p. 978 (22 mars 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 3 : Intervient, p. 1254 (5 juin 1956).

Martens, sénateur provincial de Flandre Occidentale.

Doc. — N° 232. — Rapport : Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs, coordonnées le 9 mars 1951.

Ann. — Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs, coordonnées le 9 mars 1951.— Discussion générale.— Discours : Précise le but du projet — parle de son application — de la suppression de la discrimination entre les trois groupes de travailleurs, p. 1505 (21 juin 1956).

Mélin (Mme, ép. Guilmain), sénateur de l'arrondissement Liège.

Doc.—N° 85.—Rapport : Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945, concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande.

N° 114. — Rapport complémentaire. — Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945, concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande.

Ann. — Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la répartition des allocations familiales en tenant compte de l'âge des enfants, la suppression de l'allocation au premier enfant — l'allocation de la mère au foyer et sa transformation en allocation maternelle — l'application du principe « à travail égal, salaire égal », l'assujettissement à la sécurité sociale des gens de maison, pp. 94 à 95 (7 décembre 1955).

Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945, concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. Discussions des articles en seconde lecture. — Articles 4 et 5 : Intervient, pp. 659 et 663 (16 février 1956).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus en matière d'imposition des revenus professionnels des époux. — Discussion générale. — Discours : Exprime sa satisfaction de voir cesser l'injustice fiscale — parle du travail féminin, pp. 850 à 851 (8 mars 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion générale. — — Discours : Concernant la suppression de l'O.N.O.V.A. — la simplification qui en résultera et la réduction du nombre d'enquêtes dans les familles — la suppression du vestiaire — les avantages matériels — les allocations d'études, 1388 (14 juin 1956).

Mérenne, sénateur de l'arrondissement Huy-Waremme.

Doc. — N° 249. — Amendement : Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs, coordonnées le 9 mars 1951.

Ann. — Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs, coordonnées le 9 mars 1951. — Discussion des articles. — Article 1 : Son amendement est rejeté, p. 1507 (21 juin 1956).

Meurice, sénateur provincial de Liège.

Ann. — Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la politique économique du ministre — la conjoncture nationale et internationale — le problème des prix — l'influence de la politique des prix sur l'économie en général — les difficultés dans les secteurs économiques — notre trésorerie — l'exportation — les nouveaux besoins dus au progrès technique — l'index, pp. 745 à 746 — répond au ministre concernant la semaine de quarante cinq heures — les progrès sociaux — la conjoncture, p. 756 (29 février 1956).

Motion d'ordre de M. Vandermeulen : Appuie la demande de M. Vandermeulen, p. 1220 (31 mai 1956).

Missiaen, sénateur provincial de Flandre Occidentale.

Ann. — Est réélu questeur du Sénat, p. 4 (8 novembre 1955).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Estime nécessaire la révision de la loi sur l'assistance publique — parle des orphelins — de l'intercommunalisation des orphelinats et hôpitaux — de la création d'instituts pour enfants anormaux — de l'organisation locale des commissions d'assistance publique, pp. 290 à 292 (10 janvier 1956).

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956. — Interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Discours : Fait remarquer qu'après le dépôt du rapport la commission ne discute plus les amendements à moins que le Sénat n'en décide ainsi, p. 449 (31 janvier 1956). — Compare les interventions de la majorité et de la minorité — parle de la paix scolaire — attend les arrêtés annoncés dans la déclaration gouvernementale — traite du libre choix de l'école — des écoles techniques communales et provinciales — de l'égalité des deux enseignements — des subsides à l'enseignement libre — de l'état lamentable des bâtiments scolaires des écoles officielles — du transfert du service des bâtiments scolaires au Ministère de l'Instruction publique — des fournitures classiques — de l'assurance des enfants contre accidents, pp. 507 à 509 (2 février 1956).

Molter, sénateur coopté.

Doc. — N° 34. — Rapport : Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1954 et antérieurs.

N° 164. — Amendements : Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux.

N° 328. — Rapport : Projet de loi relatif au régime fiscal du tabac.

Ann. — Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et Interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant l'usage d'un langage néerlandais correct — l'édition flamande — les beautés de la nature et des villes — les artistes — l'éducation populaire et civique — la défense de la culture de l'Europe occidentale, pp. 532 à 534 (7 février 1956).

Proposition de loi interdisant les photographies et prises de vue dans les salles d'audience. — Discussion générale. — Discours : Partage l'opinion de MM. Struye et Crommen — demande le rejet de la proposition — parle de la liberté de la presse — de la possibilité d'arriver à un modus vivendi entre la justice et la presse, pp. 642, 643 (15 février 1956).

Molter *(suite)*.

Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème du port d'Anvers et l'urgence de nouveaux investissements — l'énergie nucléaire, pp. 726 à 728 (28 février 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. Discussion générale. — Discours : Concernant le dépôt tardif de ses amendements — la protection des sites, p. 1045 (25 avril 1956) — Discussion des articles. —Article 1 : Son amendement n'est pas adopté, p. 1126. Article 2 : Son amendement est adopté, p. 1128. — Article 12 : Son amendement est adopté, p. 1134. — Article 23 : Son amendement est rejeté, p. 1137. — Article 42 : Son amendement est rejeté, p. 1142 (16 mai 1956).

Projet de loi relatif au régime fiscal du tabac. — Discussion générale. — Discours : Demande que la convention existante soit prorogée le plus rapidement possible, p. 1697 (28 juin 1956).

Mondelaers, sénateur des arrondissements Hasselt et Tongres-Maaseik.

Ann. — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Parle du subside du contrôle de rentabilité dans les associations d'éleveurs — du subside pour l'enseignement post-scolaire — du bétail atteint de la fièvre aphteuse — du crédit pour le défrichement de terres incultes — du montant total du budget — de l'autostrade Anvers-Liège — des excavations de terrain le long de la Meuse à la frontière hollandaise — de la tuberculose bovine, pp. 778 à 781 (1er mars 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant le Fonds des routes et les travaux de voirie dans le Limbourg — les transports routiers dans cette province, pp. 925 à 927 (21 mars 1956). — Fait des observations, p. 976 (22 mars 1956).

Moreau de Melen, sénateur de l'arrondissement Liège, Troisième Vice-Président du Sénat.

Doc. — N° 172. — Rapport : Projet de loi portant approbation de la Charte de la Commission arbitrale sur les biens, droits et intérêts en Allemagne, instituée par la Convention sur le règlement de questions issues de la guerre et de l'occupation, signée à Bonn le 26 mai 1952 et amendée par le Protocole, signé à Paris, le 23 octobre 1954.

N° 226. — Rapport : Projet de loi portant approbation de l'accord sur les stations océaniques de l'Atlantique Nord et des annexes, signés à Paris, le 25 février 1954.

Ann. — Est réélu troisième vice-président du Sénat, p. 4 (8 novembre 1955).

Projet de loi créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives — Discussion générale. — Discours : Estime que les articles relatifs au prélèvement sur les enjeux sont mal rédigés et que le droit d'expropriation ne se justifie pas, pp. 240, 241 (22 décembre 1955).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Demande au ministre de lui communiquer les décisions prises quant à la protection de l'enfance et la délinquance juvénile — parle de certaines dispositions de la loi budgétaire, pp. 628, 629 (15 février 1956).

Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Parle de l'insuffisance numérique des cadres dans la force d'intervention — appuie quelques considérations émises dans des interventions précédentes — traite du service de l'aumônerie — aborde le problème général de la défense et la constitution de la commission mixte — appelle l'attention sur la police populaire en Allemagne Orientale, pp. 701 à 704 (22 février 1956).

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (crédits : Affaires Etrangères). — Discussion générale. — Discours : Concernant l'Euratom — le plan Delta — la canalisation de la Moselle — le problème des frontières — les rapports avec le monde communiste, pp. 890 à 891 (20 mars 1956).

Moreau de Melen *(suite)*.

Projet de loi portant approbation de la charte de la commission arbitrale sur les biens, droits et intérêts en Allemagne, instituée par la convention sur le règlement de questions issues de la guerre et de l'occupation, signée à Bonn, le 26 mai 1952 et amendée par le protocole signé à Paris le 23 octobre 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les erreurs qui se sont glissées dans le rapport et la procédure d'urgence, 1081 à 1082 (3 mai 1956).

Proposition de loi complétant la législation relative aux impôts sur les revenus. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'ajournement du vote sur l'article unique, p. 1124 (16 mai 1956).

Projet de loi confirmant certains arrêtés ministériels pris en exécution de l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire. — Dépôt du rapport : Fait des observations, p. 1175 (23 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1204 (29 mai 1956). — Discussion des articles. — Article 15 : Intervient, p. 1295 (6 juin 1956).

Projet de loi fixant le nombre d'officiers supérieurs des forces armées. — Discussion générale. — Discours : Concernant les nombres globaux des effectifs prévus par la loi de cadre — le pourcentage de 20 p.c. d'officiers supérieurs fixé par le projet de loi — la réorganisation de l'ensemble de l'armée — le commandement de la troupe, p. 1309 (7 juin 1956).

Projet de loi portant approbation de l'accord sur les stations océaniques de l'Atlantique du Nord et des annexes, signés à Paris le 25 février 1954. — Discussion générale. — Discours : Appelle l'attention sur le problème de l'approbation des traités, p. 1358 (13 juin 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1393 (14 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément. — Discussion générale. — Discours : Fait des observations relatives à la présentation des candidats aux épreuves, p. 1658 (28 juin 1956).

Motz, sénateur provincial de Brabant.

Ann. — Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (crédits : Affaires Etrangères). — Discussion générale. — Discours : Concernant Euratom et le marché commun — l'efficacité du contrôle — la recherche en commun (21 mars 1956).

Affaires Etrangères. — Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. — Est réélu représentant de la Belgique à l'Assemblée commune, pour une période d'un an, à dater du 1er juillet 1956, p. 1208 (30 mai 1956).

Président. — Relations Extérieures. — Motion d'ordre de M. Struye. — Discussion : Dépose un ordre du jour acceptant l'invitation du Gouvernement de la Chine populaire et un second ordre du jour acceptant l'invitation du Gouvernement de Formose, p. 1677 — ses ordres du jour sont adoptés, pp. 1680, 1681 (28 juin 1956).

Moulin, sénateur de l'arrondissement Tournai-Ath, secrétaire du Sénat.

Doc. — N° 155. — Rapport : Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement.

N° 158. — Rapport : Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954.

Moulin *(suite).*

Ann. — Est réélu secrétaire du Sénat, p. 4 (8 novembre 1955).

Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'activité du Fonds de prévoyance en faveur des victimes de maladies professionnelles — les revendications des estropiés et mutilés — l'augmentation des allocations d'estropiés — la rééducation professionnelle — la disparité dans le domaine des pensions — la situation des frontaliers et veuves de frontaliers — les ouvriers mineurs pensionnés sous le régime de la convention franco-belge — la révision de la pension des employés et des ouvriers mineurs — l'assainissement du secteur de l'assurance maladie-invalidité — l'application de l'arrêté royal du 22 septembre 1955, pp. 87 à 89 — fait des observations, pp .89 91, 92 (7 décembre 1955) — fait des observations, pp. 131, 132 (13 décembre 1955).

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation du personnel et la durée du travail à la S.N.C.B., p. 161 (14 décembre 1955).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Parle des distributions d'eau, notamment à Blaton — de la pollution des eaux — de l'hygiène mentale — de l'inspection médicale scolaire — des primes à la construction et du regroupement des œuvres s'occupant des choses identiques, pp. 316, 317 (12 janvier 1956).

Motion d'ordre de M. Duvieusart : Fait des observations, p. 470 (2 février 1956).

Interroge, par motion d'ordre, le Ministre des Affaires Economiques au sujet de la fermeture de la cimenterie Delwart, pp. 713, 714 (22 février 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les doléances des planteurs de tabac — la hausse des semences de froment, pp. 819, 820 (7 mars 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes : Fait des observations, p. 923 (21 mars 1956). — Discours : Concernant le canal Nimy-Blaton-Escaut, et l'intérêt économique du Tournaisis et du Borinage — la route Péruwelz-Elouges — la route des carrières de Tournai à Antoing — l'aide aux communes dont le réseau routier est détérioré à l'occasion de l'exécution de grands travaux — le Fonds des routes et les techniciens indispensables — les dossiers de travaux — l'école de Maffles — la construction de casernes de pompiers et d'arsenaux pour volontaires-pompiers, pp. 961 à 963 — fait des observations, p. 979 (22 mars 1956).

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant le but du projet — la coordination des dispositions légales — la qualité du logement et la lutte contre les taudis et les habitations insalubres — l'intervention de l'Etat en vue de l'accès à la propriété par les gens de condition modeste, pp. 1064 à 1066 — fait des observations, pp. 1067 à 1069 (2 mai 1956); pp. 1078 à 1080, 1085, 1086, 1088, 1089 (3 mai 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Fait des observations, pp. 1082, 1083 (3 mai 1956). — Fait des observations relatives à la discussion du projet de loi sur la pension des indépendants, p. 1157 (17 mai 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion des articles. — Article 2 : Fait des observations, p. 1127 (16 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1172, 1178 à 1181 (23 mai 1956), p. 1195. — Discours : Concernant le financement du projet — les améliorations qu'il apporte — la charge des cotisations — le système de capitalisation — le danger du pluralisme — la garantie des droits des assurés et les avantages d'une caisse unique — la mise en gage des immeubles et l'inscription hypothécaire en premier rang — les revenus du pensionné travailleur indépendant — le cas du travailleur à carrière mixte — le cas du ménage dont l'un des conjoints est assujetti à un régime autre que celui des travailleurs — l'adaptation des pensions à l'index du coût de la vie, jetti à un régime autre que celui des travailleurs indépendants — l'adaptation des pensions à l'index du coût de la vie, pp. 1199 à 1200 (29 mai 1956).— Discussion des articles. — Article 2 : Intervient, pp. 1234 à 1244 (31 mai 1956). — Articles 2, 3, 7 : Intervient, pp. 1249 1252, 1264, 1266 (5 juin 1956). — Article 15 : Intervient, pp. 1295 à 1296 (6 juin 1956).

Projet de loi confirmant certains arrêtés ministériels pris en exécution de l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire. — Dépôt du rapport : Fait des observations, p. 1175 (23 mai 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM Custers et R. Houben aux Ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussions jointes. — Fait des observations, pp. 1326 à 1328, 1336 à 1338, 1341(12 juin 1956), p. 1378(13 juin 1956).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1545 (26 juin 1956).

Moureaux, sénateur de l'arrondissement Bruxelles.

Doc. — N° 42. — Rapport : Budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1956.

N° 69. — Amendement : Projet de loi créant l'Institut National de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives.

N° 72. — Sous-amendement : Projet de loi créant l'Institut National de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives.

N° 117. — Rapport : Budget de la dette publique pour l'exercice 1956.

N° 173. — Proposition de loi portant abrogation de l'article 142 du Code électoral.

N° 221. — Rapport : Projet de loi autorisant le Ministre des Finances à accorder la garantie de l'Etat belge à un emprunt de 60 millions de francs suisses à émettre en Suisse par le Congo belge.

N° 241. — Rapport : Projet de loi portant à quatre le nombre des juges au tribunal de police de Bruxelles.

N° 246. — Rapport complémentaire : Projet de loi confirmant certains arrêtés ministériels pris en exécution de l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire.

Ann. — Interpellation de M. De Boodt et le Comte d'Aspremont Lynden à M. le Ministre de la Défense Nationale. — Discussion : Dépose un ordre du jour de confiance, p. 82 (6 décembre 1955). — Vote des ordres du jour : Fait des observations, pp. 103 à 104 (8 décembre 1955). — Son ordre du jour est adopté, pp. 177, 178 (15 décembre 1955).

Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Demande que l'on s'en tienne à la solution proposée par la commission, p. 126 (13 décembre 1955).

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : souligne la diminution du recours au crédit public et la résorption du chômage — insiste sur la nécessité d'assainir tous les secteurs de la sécurité sociale et d'améliorer le fonctionnement des services de l'Etat — parle de la fiscalité et regrette certaines subventions, p. 252 (22 décembre 1955).

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et Interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la formation universitaire — la situation des hommes de science — le recrutement universitaire — les bourses d'études, p. 505 (2 février 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, p. 778 (1er mars 1956).

Moureaux *(suite)*.

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, en matière d'imposition des revenus professionnels des époux. — Discussion générale. — Discours : Appelle l'attention sur le caractère paradoxal du projet — examine brièvement les griefs formulés, pp. 851 à 852 (8 mars 1956).

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (crédits : Affaires Etrangères). — Discussion générale. — Discours : Concernant la reconnaissance de la Chine communiste — nos intérêts nationaux — le redressement de l'économie et de l'industrie allemande — le désarmement — la réunification de l'Allemagne — l'évolution de l'Union soviétique, pp. 883 à 885 (20 mars 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1181 (23 mai 1956). — Discussion des articles. — Article 2 : Intervient, pp. 1236, 1237, 1239, 1240 (31 mai 1956).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1546. — Discours : Concernant le vote de son groupe sur le projet — l'application de l'accord intervenu entre le Gouvernement et les médecins — reprend certains passages du discours de M. Houben — parle de la collaboration des médecins — de l'amendement du Gouvernement — de l'atmosphère autour du débat, pp. 1546 à 1547 — fait des observations, p. 1549 (26 juin 1956).

Projet de de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion des articles. — Article 9 : Intervient, p. 1585 (26 juin 1956).

Mullie, sénateur des arrondissements Courtrai et Ypres, deuxième Vice-Président du Sénat.

Doc. — N° 127. — Amendement : Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956.

Ann. — Est réélu deuxième vice-président du Sénat, p. 4 (8 novembre 1955).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'accès à la propriété de la terre cultivée — parle du revenu national et du revenu net provenant de l'agriculture — des index agricoles — du coût de production — du prix de vente — de la situation de l'agriculture à cause des gelées — du beurre — de la tuberculose bovine — de la peste porcine — du contrôle laitier — des subsides à l'élevage et aux céréales secondaires — de la rentabilité de la petite culture — des terres ensablées — de l'électrification des écarts — des accords internationaux intéressant l'agriculture, pp. 803 à 807 (7 mars 1956). — Discussion des articles du tableau. — Article 23 : Intervient, p. 840. — Article 29 : Intervient — son amendement est rejeté, pp. 840 à 842 (8 mars 1956).

Projet de loi relatif à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture. — Discussion générale. — Discours : Concernant les pouvoirs conférés au Ministre de l'Agriculture et la consultation des milieux intéressés — l'orientation de l'élevage — les sanctions prévues dans le projet, p. 1316 — fait des observations, p. 1316 (7 juin 1956).

Mundeleer, Ministre des Classes Moyennes.

Ann. — Projet de loi sur les économats. — Discussion générale. — Discours : Souhaite le vote du projet — réintroduit un amendement présenté à la commission par le Ministre de la Justice, pp. 799 à 800 (6 mars 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient et introduit un amendement à la demande du Ministre de la Justice, p. 800 (6 mars 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Fait des observations relatives à la discussion du projet de loi sur la pension des indépendants, p. 1157 (17 mai 1956). — Fait des observations, p. 1209 (30 mai 1956). — Demande au Sénat de continuer la discussion du projet de loi sur la pension des travailleurs indépendants avant d'entendre les interpellations inscrites à l'ordre du jour, p. 1273 (6 juin 1956).

Mundeleer *(suite)*.

Projets de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'urgence du projet — le système de libre choix pour les assurés — l'instauration de deux régimes successifs — un régime immédiat et transitoire et un régime permanent basé sur la capitalisation individuelle — les défauts et les avantages du système de capitalisation — la stabilité des versements et des rentes — la notion de solidarité et le système de répartition — le mécanisme de la loi — le choix des assujettis entre deux formules : l'assurance légale et l'affectation d'un immeuble à la constitution du fonds de pension — le système d'assurance-vie — les organismes assureurs — le montant de la prime — la péréquation des primes et des rentes liée à l'index des prix de détail — le rôle du Fonds de solidarité — le régime transitoire — le système de compensation — l'administration de cette législation — le financement de la loi, pp. 1168 à 1172 — fait des observations, pp. 1178 à 1180 (23 mai 1956). — Discours : Concernant le principe de la solidarité — le plan de financement — l'équilibre du système établi par la loi — la représentation des délégués de l'Etat dans les organismes de gestion — les conditions d'octroi des avantages gratuits — le cas du demandeur dont l'immeuble a un revenu cadastral supérieur à celui fixé comme plafond — la décentralisation des commissions d'appel et le cumul de la pension de travailleur indépendant et de la pension d'ouvrier — la cessation de l'activité professionnelle — la situation d'un indépendant incapable de travailler — le champ d'application de la loi et le cas de la veuve de salarié exerçant une profession comme indépendante — les administrateurs des sociétés d'habitations à bon marché et autres sociétés à caractère semi officiel — la pluralité des caisses et le tarif unique — la péréquation — l'affectation de l'immeuble et l'hypothèque en premier rang — la pension égalitaire, pp. 1209 à 1212 (30 mai 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, pp. 1215 et 1217 (30 mai 1956), pp. 1221 à 1223 — dépose un amendement, p. 1221. — Article 2 : Intervient, pp. 1235, 1236, 1238, 1242, 1244 (31 mai 1956).— Article 3 : Intervient, pp. 1251 à 1254.—Article 4 : Intervient, pp. 1258 à 1260.—Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Maurice Servais tendant à l'insertion d'un article 4*bis*, p. 1261. — Article 7 : Intervient, pp. 1266, 1267. — Article 8 : Intervient, p. 1268. — Article 9 : Intervient, pp. 1269 à 1270 (5 juin 1956). — Articles 11, 12, 13, 15, 32 : Intervient, pp. 1277 à 1278, 1280, à 1282, 1285, 1288, 1289, 1294 à 1296, 1301 (6 juin 1956). — Article 2 : Intervient, pp. 1306 à 1307 (7 juin 1956).

Projet de loi portant modification du Titre 1er du Livre 1er du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872) de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes et de l'article 12 de la loi du 25 mars 1876 contenant le Titre 1er du livre préliminaire du Code de procédure civile. — Projet de loi sur le registre du commerce. — Discussions générales jointes. — Discours : Répond à M. Pairon — parle des professions libérales spéciales, p. 1632 (26 juin 1956).

N

Neefs.

Ann. — Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et Interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la situation confuse dans l'enseignement — l'application modérée des nouvelles dispositions — cite des exemples — parle des conditions de pension, pp. 505 à 506 (2 février 1956) — fait des observations, pp. 559 à 561 — répond au reproche qui lui fut adressé par le ministre, pp. 566 (8 février 1956).

Neels, sénateur de l'arrondissement Bruges.

Doc. — N° 210. — Amendement au texte présenté par la commission. — Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants.

N° 239. — Sous-amendement à l'amendement de M. Delmotte : Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants.

N° 315. — Rapport : Projet de loi concernant les Fonds de sécurité d'existence.

Neels *(suite).*

Ann. — Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les statistiques en matière de résorption du chômage et la signification des chiffres — la diminution du nombre des chômeurs et ses causes — le contrôle plus sévère — les dispositions relatives à l'exclusion du bénéfice des indemnités de chômage, et la distinction faite entre hommes et femmes — la formation générale des chômeuses — la situation des chômeurs mis au travail dans des communes appliquant la semaine de cinq jours, pp. 95 à 97 (7 décembre 1955).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, p. 1214 (30 mai 1956). — Demande que l'article soit renvoyé à la commission des Classes Moyennes, p. 1223 — retire cette proposition et appuie celle de M. Van Laeys, p. 1224 — intervient — retire son amendement et sous-amende l'amendement de M. Delmotte, p. 1228 — reprend l'amendement de M. Delmotte et maintient son sous-amendent p. 1231 (31 mai 1956). — Article 4 : Intervient — demande le vote par division sur l'amendement de M. Poncelet, pp. 1257 à 1258 (5 juin 1956).

Projet de loi prorogeant la durée des mandats des membres des conseils de prud'hommes. — Discussion générale. — Discours : Motive son abstention ainsi que celle de ses amis politiques, pp. 1507 à 1508 (21 juin 1956).

Projet de loi concernant les Fonds de sécurité d'existence. — Discussion générale. — Discours : Parle des fonds d'existence — leur diversité — les cotisations et indemnités différentes — les indices communs — les contestations, p. 1625 (26 juin 1956).

Projet de loi modifiant les limites de la ville de Bruges et de la commune de Sint Michiels. — Vote : Justifie son vote, p. 1700 (28 juin 1956).

Neybergh, sénateur de l'arrondissement Bruxelles.

Doc. — N° 17. — Amendement : Projet de loi sur le registre du commerce.

N° 212. — Amendement au texte présenté par la commission : Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants.

Ann. — Projet et proposition de loi sur le registre du commerce. — Discussion des articles. — Article 37 : Intervient — son amendement à l'article 37 modifié est adopté, p. 53 (29 novembre 1955).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant les voies d'accès à l'Exposition de 1958 et le projet de la ville de Bruxelles — la cité administrative — l'Albertine, pp. 933 à 935 (21 mars 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 9 : Intervient, pp. 1269 à 1270 (5 juin 1956) — son amendement est rejeté, p. 1272 (6 juin 1956).

Nihoul, sénateur de l'arrondissement Liège.

Doc. — N° 16. — Amendement : Projet de loi portant modification du Titre Ier, du Livre Ier, du Code de Commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de prud'hommes.

N° 87. — Rapport : Projet de loi modifiant la législation relative à l'apposition des scellés après décès.

N° 154. — Amendements : Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux.

N° 332. — Amendements : Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

Ann. — Projet et proposition de loi sur le registre du commerce. — Discussion générale. — Discours : Concernant la teneur des projets discutés — les modifications apportées aux deux premiers articles du Code de commerce, pp. 31 à 32 (17 novembre 1955). — Discussion des articles. — Articles 36 à 43 : Intervient, pp. 42, 43 (17 novembre 1955).

Nihoul *(suite).*

Projet et proposition de loi portant modification du Titre Ier, du Livre Ier du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion des articles. — Article 2 : Intervient — son amendement est rejeté, p. 37 (17 novembre 1955).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la question de l'épuration administrative — le problème du Conseil d'État — les suppléments aux instituteurs communaux — les intercommunales mixtes et pures — les taxes indirectes de création d'égouts — les finances communales — les conséquences financières de la péréquation cadastrale — les centimes additionnels progressifs sur l'impôt foncier — la majoration du Fonds des communes — la charge des pensions — compare la politique financière des deux Gouvernements, pp. 364 à 368 (18 janvier 1956).

Projet de loi majorant à partir de 1956 le Fonds communal d'assistance publique, le Fonds des communes et le Fonds des provinces. — Discussion générale. — Discours : Concernant les finances communales et les solutions du problème — l'augmentation du Fonds des communes, les charges supplémentaires, p. 425 (25 janvier 1956).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'aggravation de la délinquance juvénile et les mesures à envisager, p. 592 (9 février 1956). — Discussion des articles. — Article 10 : Intervient, p. 639 (15 février 1956).

Projet de loi modifiant la législation relative à l'apposition des scellés après décès. — Discussion des articles. — Article 1er : Intervient, p. 640 (15 février 1956).

Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Vote : Justifie son vote, p. 672 (16 février 1956).

Budget du Ministère des Affaires Économiques pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation de l'économie agricole et les brochures publiées par le département — la politique du ministre en matière de prix agricoles, p. 728 (28 février 1956).

Proposition de loi modifiant les articles 228, 296, 297 et 313 du Code civil concernant le délai de viduité. — Discussion générale. — Discours : Donne les raisons pour lesquelles lui-même et ses amis politiques s'abstiendront lors du vote de la proposition, pp. 794, 795 (6 mars 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, p. 797 (6 mars 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Validation des pouvoirs de M. Poncelet : Donne lecture de son rapport, p. 1024 (24 avril 1956). — Validation des pouvoirs de M. Breyne : Donne lecture de son rapport, p. 1194 (29 mai 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion générale. — Discours : Concernant les avantages du projet pour l'exploitant et son économie personnelle ainsi que pour l'économie générale et la rentabilité de l'agriculture — l'aspect constitutionnel du problème, pp. 1028 à 1029 — fait des observations, pp. 1032 à 1034 (24 avril 1956), pp. 1046, 1047 (25 avril 1956). — Discussion des articles. — Article 3 : Intervient, pp. 1128, 1129. — Article 8 : Intervient — retire son amendement, pp. 1132, 1133. — Article 32 : Intervient, p. 1139 (16 mai 1956). — Discussion des articles réservés. — Article 3 : Intervient, p. 1158. — Article 10 : Intervient — retire son amendement, p. 1149 (17 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale. — Discours : Concernant les modifications apportées au projet — le régime de capitalisation — l'octroi de la pension après enquête sur les ressources — l'équilibre financier du Fonds de solidarité, pp. 1172 à 1173 — fait des observations, p. 1178 (23 mai 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, p. 1215 (30 mai 1956), p. 1229. — Article 2 : Fait des observations, pp. 1234 à 1240 (31 mai 1956). — Article 3 : Intervient, p. 1254 (5 juin 1956). — Articles 13, 15, 19 : Intervient, pp. 1288, 1297, 1298, 1299 (6 juin 1956). — Article 2 : Intervient, pp. 1305 à 1308 (7 juin 1956).

Nihoul *(suite)*.

Projet de loi relatif à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture. — Discussion générale. — Discours : Concernant les arguments développés par M. Ancot — la constitutionnalité du projet — les peines qui seront infligées — les conséquences de l'article 7 du projet — les races bovines en Flandre Occidentale — la création d'îlots — les amendements déposés par M. Ancot, pp. 1318 à 1319 (7 juin 1956). — Discussion des articles. — Article 5 : Intervient, p. 1347 (13 juin 1956).

Projet de loi établissant le statut des autoroutes. — Discussion des articles. — Article 6 : Son amendement est adopté, p. 1401. — Article 7 : Son amendement est adopté, p. 1401 (14 juin 1956).

Projet de loi relatif à la restauration des dommages causés aux entreprises industrielles, commerciales et artisanales par les inondations de la fin mai 1956. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le groupe P.S.C. votera le projet, p. 1407 (14 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion des articles. — Article 2 : Son amendement est rejeté, p. 1693. — Article 5 : Son amendement est rejeté, p. 1694. — Article 6 : Son amendement est rejeté, p. 1694 (28 juin 1956).

Noël, sénateur des arrondissements Mons et Soignies.

Ann. — Interpellation de M. De Boodt et Comte d'Aspremont Lynden au Ministre de la Défense Nationale. — Vote sur les ordres du jour : Intervient, 177, 178 (15 décembre 1955).

Interpellation de M. Struye au Ministre des Affaires Etrangères. — Discussion. — Discours : Appelle la politique de M. Spaak lors de la guerre d'Espagne — parle de la position prise par la droite à l'égard du vote — envisage les diverses raisons qui ont influencé le représentant belge — considère l'affaire comme un compromis et s'y rallie, p. 353 (17 janvier 1956).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la contribution foncière — les catégories d'instituteurs communaux — les suppléments de traitements — la semaine des cinq jours — l'ampleur des formalités administratives — les aspects de la circulaire du 27 décembre 1955 sur la péréquation des pensions communales, pp. 389 à 392 (19 janvier 1956). — Fait des observations, p. 408 (24 janvier 1956).

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et Interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la démocratisation de l'école — l'homologation des diplômes — le présalaire — les écoles multilatérales — la prolongation de la scolarité obligatoire — la révision des méthodes — l'inspection dans l'enseignement — l'adjonction de services sociaux — les écoles du soir — le problème du personnel — le dédoublement des classes — les conseils du personnel, pp. 458 à 461 (31 janvier 1956).

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (crédits : Affaires Etrangères). — Discussion générale. — Discours : Concernant les fissures dans le bloc occidental — la politique suivie depuis 1948 par le Gouvernement belge vis-à-vis de l'Union Soviétique — la politique de paix de la Russie — le congrès du parti communiste de l'U.R.S.S. — l'Europe — la politique internationale actuelle, pp. 885 à 887 (20 mars 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention européenne d'assistance sociale et médicale des annexes et du protocole additionnel, signés à Paris le 11 décembre 1953. — Vote : Rectifie son vote, p. 1422 (14 juin 1956).

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs coordonnées le 9 mars 1951. — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient — son amendement est rejeté, pp. 1505 à 1507 (21 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi communale et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant la convocation de la Commission de consultation syndicale du personnel communal — l'article 5 du projet — le reclassement des communes — les bonifications pour invalides — le mode de paiement des traitements, pp. 1523 à 1524 (21 juin 1956).

Noël *(suite)*.

Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Fait des observations relatives à l'ordre dans lequel seront discutés les projets de loi, p. 1523 (21 juin 1956).

Président. — Relations extérieures. — Motion d'ordre de M. Struye : Justifie son vote sur les ordres du jour, pp. 1678, 1679 (28 juin 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Ajournement : S'associe à l'hommage rendu au Président par M. Struye, p. 1702 (28 juin 1956).

Nothomb (Baron), sénateur des arrondissements Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton.

Doc. — N° 105. — Amendement : Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956.

Ann. — Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et Interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la création d'un Ministère des Sciences et des Arts et d'une commission spéciale des beaux-arts — la promotion culturelle — la décentralisation— le Fonds national de la Littérature— l'Académie luxembourgeoise — le statut des académies royales — les bibliothèques publiques — les bibliothèques du second degré — les audiothèques — le dépôt légal des livres — la publication d'un livre officiel sur la Belgique — l'île de Comacina — l'orchestre de jeunesse, et l'amendement tendant à augmenter le subside — la culture belge dans ses rapports avec la politique internationale et européenne — la relance européenne — l'accord culturel multilatéral — la politique internationale, pp. 527 à 532 (7 février 1956).

Discussion des articles du tableau. — Articles 22, 26, Section IX : Intervient — son amendement est adopté, p. 580 (9 février 1956).

Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'aviation — les forces de l'intérieur — la mobilisation des divisions d'active — la position de l'armée belge vis-à-vis des autres armées d'occupation en Allemagne — les rectifications des frontières — les services d'éducation, pp. 694 à 697 — reparle de l'éducation des soldats — exprime son admiration pour les officiers d'éducation — insiste sur la formation du soldat sur le plan civil et historique, p. 700 (21 février 1956).

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (crédits : Affaires Etrangères). — Discussion générale. — Discours : Concernant l'Europe dans sa plus grande étendue et l'Europe des Six — la communauté européenne de culture — la canalisation de la Moselle — la rectification des frontières germano-belges — la boucle de la Vesdre et la consultation des habitants avant un arrangement définitif — les dangers de la politique de coexistence, pp. 888 à 890 (20 mars 1956).

Projet de loi relatif à la pension des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 1 : Fait des observations, p. 1223 (31 mai 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'Union de l'Europe Occidentale — des représentants nationaux et du personnel international, signée à Paris le 11 mai 1953. — Discussion générale. — Discours : Justifie le vote d'abstention qu'il émettra, p. 1654 (27 juin 1956).

Oblin, sénateur des arrondissements Mons et Soignies.

Doc. — N° 65. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 119. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 272. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1178 (23 mai 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, p. 1217 (30 mai 1956).— Article 2 : Intervient, pp. 1240 et 1244 (31 mai 1956). — Article 12 : Intervient, pp. 1280 à 1282 (6 juin 1956).

Orban, sénateur provincial de Flandre Orientale.

Doc. — N° 21. — Rapport : Proposition de loi modifiant la loi du 21 Ventôse an IX, déterminant la portion saisissable sur les traitements des fonctionnaires publics et des employés civils.

N° 164. — Amendement : Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux.

Ann. — Projet et proposition de loi sur le registre du commerce. — Discussion générale : Fait des observations, p. 29 (17 novembre 1955).

Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 134 à 135 (13 décembre 1955).

Budget du Ministre des Communications pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les émissions radiophoniques en langue allemande — le mécontentement qui règne dans les cantons de l'Est — l'écoute d'émissions allemandes dans ces cantons, pp. 172, 173, 179 — fait des observations, pp. 181 à 183 (15 décembre 1955).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 320, 321. — Discours : Rectifie l'observation qu'il avait émise à propos d'un discours du ministre, p. 324 (12 janvier 1956).

Interpellation de M. Struye au Ministre des Affaires Etrangères. — Discussion : Fait des observations, p. 351 (17 janvier 1956).

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes : Fait des observations, p. 459 (31 janvier 1956), p. 527 (7 février 1956), pp. 567, 568 (8 février 1956). — Discussion des articles du tableau. — Article 3-I, Section V : Intervient — son amendement est rejeté, pp. 570, 573 (8 février 1956).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion des articles du tableau. — Article 3, Section II : Intervient, p. 637 (15 février 1956).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 646, 647 — pose au ministre une question d'ordre essentiellement technique se rapportant aux droits de mutation perçus sur la vente d'une propriété immobilière, pp. 654 à 655 (15 février 1956).

Proposition de loi interdisant les photographies et prises de vue dans les salles d'audience. — Discussion générale. — Discours : Voudrait que la proposition de M. Rolin soit acceptée, p. 643 (15 février 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes : Fait des observations, pp. 922 et 923 (21 mars 1956), p. 976 (22 mars 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1027, 1028, — Discours : Concernant l'aspect juridique du problème — l'article 10 du projet, et la législation existant aux Pays-Bas, pp. 1030, 1031 — fait des observations, pp, 1031, 1032 (24 avril 1955). — Fait des observations, pp. 1039, 1040 (25 avril 1956), pp. 1050 à 1055 — demande le renvoi en commission, p. 1055 — fait des observations, pp. 1056, 1057. — Discours : Concernant le caractère du projet — l'article 10 du projet — le recours, pp. 1059 à 1060 (26 avril 1956). — Discussion des articles réservés. — Article 10 : Intervient — retire son amendement, pp. 1149, 1153, 1154 (17 mai 1956).

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Discussions générales jointes. — Fait des observations, pp. 1066 à 1069 (2 mai 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Fait des observations, pp. 1275, 1285 (6 juin 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 15 : Intervient, pp. 1289, 1290 (6 juin 1956).

Orban *(suite).*

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux Ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussions jointes : Fait des observations, pp. 1336 (12 juin 1956), pp. 1372, 1378 (13 juin 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas, instituant un Conseil consultatif interparlementaire, signée à Bruxelles, le 5 novembre 1955. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1356 (13 juin 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion des articles. — Article 9 : Intervient, p. 1587 (26 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Précise la question de M. Lagae et demande une réponse — fait des observations, pp. 1685, 1687 (28 juin 1956).

P

Pairon, sénateur de l'arrondissement Anvers.

Doc. — N° 13. — Amendement : Projet de loi portant modication du Titre 1er, du Livre 1er, du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes.

N° 135. — Proposition de loi modifiant les lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

N° 140. — Amendement au texte proposé par la Commission. — Projet de loi sur les économats.

N° 209. — Amendements au texte présenté par la Commission : Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants.

Ann. — Budget du Ministère des Classes Moyennes pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'analyse du budget pour 1956 — la loi sur l'accès à la profession — la semaine des cinq jours — les contrats de brasserie — la nécessité de prévoir une réglementation spéciale des cotisations à l'Office National de Sécurité Sociale en faveur des petites et moyennes entreprises écrasées sous les charges sociales actuelles — les revendications des classes moyennes, pp. 17 à 18 (16 novembre 1955).

Projet et proposition de loi portant modification du Titre 1er du Livre 1er du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion des articles. — Article 2 : Intervient — son amendement est rejeté, pp. 34 à 36 (17 novembre 1955).

Projet et proposition de loi sur le registre du commerce. — Discussion des articles. — Article 50 : Intervient — reprend l'amendement retiré par M. Warnant — cet amendement est rejeté, p. 54 (29 novembre 1955).

Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les pourparlers avec les représentants des travailleurs et mutualités — la répartition des charges sociales sur l'économie — la lutte contre le travail noir provoqué par le chômage et la réduction du temps de travail, p. 137 (13 décembre 1955).

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les transports de marchandises par route et l'octroi de licences — les communications insuffisantes dans le nord de la province d'Anvers, p. 161 (14 décembre 1955).

Projet de loi créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion des articles. — Article 11 : Intervient, p. 445 (26 janvier 1956).

Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion générale. — Discours : Concernant les représentants à la réunion du 29 juillet 1955 — les rapports entre le ministre et le Conseil national du Travail et les ressources à chercher par le Gouvernement pour

Pairon *(suite).*

payer l'allocation de la mère au foyer, pp. 473 à 474 — compare ses points de vue à ceux de M. Léon Servais — parle de la représentation des classes moyennes, p. 477 (2 février 1956). — Vote : Justifie son vote, p. 672 (16 février 1956).

Projet de loi sur les économats. — Discussion générale. — Discours : Propose de modifier l'article 3, point *a)* du projet, p. 799 (6 mars 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, p. 800. — Article 3 : Son amendement est adopté, p. 801 (6 mars 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant les bureaux de douane internationaux, pp. 935 à 936 (21 mars 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale. — Discours : Concernant les systèmes proposés — l'accueil réservé au projet actuel — l'avis du Conseil supérieur des classes moyennes — la cotisation — le Fonds de solidarité — la proposition de loi qu'il a déposée — les vœux émis par le Conseil supérieur des classes moyennes, par les organisations interprofessionnelles et par les indépendants, pp. 1195 à 1199 (29 mai 1956). Discussion des articles — Articles 1, 2 : Intervient, pp. 1227, 1232 à 1233, 1238 et 1241 (31 mai 1956) — ses amendements sont adoptés, p. 1250.— Article 3 : Intervient — son premier amendement est rejeté — son second amendement est retiré, pp. 1254, 1255. — Article 7 : Intervient — son amendement est rejeté, pp. 1263 à 1266. — Article 8 : Intervient — son amendement est rejeté, p. 1268 (5 juin 1956). — Article 10 : Retire son amendement, p. 1276. — Article 11 : Intervient — ses amendements tendant à la suppression du deuxième alinéa du par. 1er et des deux derniers alinéas du par. 2 sont déclarés irrecevables — son amendement au troisième alinéa du par. 1er est rejeté, pp. 1277 à 1279 — son amendement tendant à l'insertion d'un article 11*bis* est rejeté, pp. 1279 à 1280. — Article 12 : Intervient, pp. 1280 à 1282 (6 juin 1956) — son amendement est rejeté, pp. 1285, 1286. — Article 13 : Son amendement est rejeté, p. 1287. — Article 15 : Intervient, p. 1294. — Article 32 : Intervient — son amendement est rejeté, p. 1301 (6 juin 1957). — Article 2 : Intervient — son amendement est rejeté, p. 1308 (7 juin 1956).

Projet de loi portant modification du titre 1er du livre 1er du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872), de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes et de l'article 12 de la loi du 25 mars 1876 contenant le titre 1er du livre préliminaire du Code de procédure civile. — Projet de loi sur le registre du commerce. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la notion de commerçant — le travail noir — la législation sur le registre de commerce — le registre des artisans, p. 1631 (26 juin 1956).

Parmentier, sénateur coopté.

Doc. n° 84. — Rapport : Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951.

N° 170. — Rapport : Proposition de loi complétant la législation relative aux impôts sur les revenus.

N° 236. — Amendement au texte présenté par la commission : Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants.

N° 313. — Rapport : Projet de loi rajustant progressivement les pensions militaires d'invalidité et les pensions de réparation pour invalidité.

Ann. — Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la confiance des libéraux dans le Gouvernement — leurs réserves sur certains aspects de la réforme de l'assurance maladie-invalidité — la déclaration commune des organisations patronales et syndicales concernant l'assurance maladie-invalidité la consultation du corps médical — les charges de la sécurité sociale — les économies — la chasse aux abus — le ticket dit modérateur — la nécessité de repenser la sécurité sociale, pp. 86 et 87 (7 décembre 1955) — concernant les maladies professionnelles dans l'industrie des céramiques — les anomalies dans ce secteur, et les moyens d'y remédier — la question de l'assurance maladie-invalidité — les négociations et discussions avec les médecins et mutualités, p. 138 (13 décembre 1955).

Parmentier *(suite).*

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les intercommunales — les finances communales et provinciales — la majoration des Fonds des Provinces, des communes et de l'assistance publique — la situation des députés permanents — l'intercommunale de voirie de la province de Liége — la perception des impôts provinciaux, pp. 373 à 374 (18 janvier 1956).

Projet de loi majorant, à partir de 1956, le Fonds communal d'assistance publique, le Fonds des communes et le Fonds des provinces. — Discussion générale. — Discours : Concernant la loi dite Vermeylen — la désignation de délégués au conseil d'administration, p. 427 (25 janvier 1956).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'exonération fiscale des représentants belges dans les organismes internationaux — les finances provinciales — la régularisation des agents stagiaires de première et deuxième catégories, p. 651 (15 février 1956).

Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant le malaise qui règne à l'armée — la situation des officiers d'active prisonniers de 1940 à 1945 — les adjudications au département — la traduction sur le plan des spécifications américaines — la commission mixte, p. 694 (21 février 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Cite des problèmes locaux et parle de la pénurie du personnel dans les comités d'acquisition d'immeubles — félicite le ministre, p. 924 (21 mars 1956).

Projet de loi tendant à préciser et à compléter la loi du 9 mars 1953 réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix. — Discussion générale. — Discours : Concernant la base légale du statut des invalides 1940-1945, p. 995 (22 mars 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion des articles réservés. — Article 21 : Propose la suppression du neuvième alinéa, p. 1160 (17 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — article 1 : Intervient, p. 1215 (30 mai 1956). — retire son amendement, p. 1226. — Article 2 : Intervient, pp. 1241 à 1242 (31 mai 1956) — son amendement tombe, p. 1250. — Article 7 : Intervient, pp. 1263 à 1266 (5 juin 1956).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes : Fait des observations, p. 1453 (19 juin 1956).

Projet de loi rajustant progressivement les pensions militaires d'invalidité et les pensions de réparation pour invalidité. — Discussion générale. — Discours : Donne quelques indications supplémentaires permettant de faciliter l'examen du projet de loi et du rapport, p. 1630 (26 juin 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'Union de l'Europe Occidentale, des représentants nationaux et du personnel international, signée à Paris, le 11 mai 1955. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'égalité devant l'impôt et l'application de l'article 21, p. 1653 (27 juin 1956).

Parmentier *(suite)*.

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant la loi Vermeylen et les adaptations des taux — une nouvelle majoration éventuelle du fonds des communes et du fonds des provinces pour 1957 — situation des députés permanents, p. 1689 (30 juin 1956).

Pede, sénateur provincial de Flandre Orientale.

Ann. — Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation des invalides et l'adaptation de leur indemnité — la fixation des tarifs — la garantie en faveur de l'assuré, pp. 136 à 137 (13 décembre 1955).

Philips, sénateur coopté.

Ann. — Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Parle des arrêtés d'exécution et du régime des avances — de l'insécurité des droits, voudrait voir corriger le projet — traite du classement des professeurs — de la circulaire signée par le ministre — des subsides pour l'enseignement supérieur, pp. 565 à 566 — fait des observations, pp. 567, 568 (8 février 1956).

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (crédits affaires étrangères). — Discussion générale. — Discours : Concernant les pays sous-développés — les traitements infligés aux missionnaires en Chine, pp. 915 à 916 (21 mars 1956).

Pholien, sénateur coopté.

Ann. — Projet de loi modifiant le code des taxes assimilées au timbre. — Discussion générale. — Discours : Craint que la loi n'ait pas seulement un caractère interprétatif mais permette d'imposer de nouvelles taxes, pp. 264, 265 (22 décembre 1955).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la police judiciaire — le système employé à Londres à Scotland Yard — les secrétaires de parquet — les prévisions budgétaires — la simplification des règles de procédure des tribunaux — le vote du projet en matière d'accidents de roulage et de celui modifiant le régime des circonstances atténuantes — la protection de l'enfance — l'enfance délinquante, pp. 589 à 592 (9 février 1956). — Discours : Concernant les traitements des membres de l'ordre judiciaire, p. 628 (15 février 1956).— Discussion des articles du tableau. — Article 3, section II : Son amendement est rejeté, p. 637 (15 février 1956).

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (crédits affaires étrangères). — Discussion générale. — Discours : Concernant la politique extérieure du gouvernement — la nécessité et l'historique de la politique d'assouplissement — l'augmentation de la puissance atomique et la détention des bombes dans les deux camps — la politique suivie actuellement par la Russie — les rapports avec la Chine — la politique commerciale occidentale, pp. 896 à 898 — fait des observations, pp. 910 à 913 (21 mars 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant le Plan Delta, et l'incidence de sa réalisation sur le port d'Anvers, pp. 963 à 965 (22 mars 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 7 : Intervient, p. 1265 (5 juin 1956).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes : Fait des observations, p. 1448 (19 juin 1956). — Discours : Concernant le climat de la communauté belgo-congolaise — critique la politique coloniale du ministre — parle de l'enseignement au Congo — des devoirs du ministre envers les missions — du cadre de l'administration civile — des crédits affectés aux constructions scolaires et des administrations publiques — du traitement des moniteurs indigènes — du télégramme envoyé par le ministre à Léopoldville, le 16 juin — du programme ministériel scolaire — de la brochure illustrée envoyée par le ministre — des écoles de l'Etat — des nominations faites par le ministre — du rapport Coulon de Heyn, Renson — du problème de l'Inga — de la situation dans l'Urundi, pp. 1471 à 1477 — fait des observations, pp. 1481 à 1483 (20 juin 1956).

Piot, sénateur de l'arrondissement Liège.

Doc. — N° 81. — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale.

N° 190. — Rapport : Projet de loi relatif à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture.

Ann. — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Parle de la politique du ministre — de la situation agricole — du remembrement des terres — de l'accession à la propriété — du droit de préemption — du prix de revient, pp. 777 à 778 (1er mars 1956). — Fait des observations, p. 812 (7 mars 1956).

Projet de loi relatif à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture. — Discussion générale. — Discours : Concernant les améliorations apportées à la réglementation en vigueur — la recherche de la paternité—la réglementation existante imposant une race déterminée par région et la constitution d'îlots dans certaines régions — la sévérité des peines appliquées, l'insémination artificielle, pp. 1315 à 1316 — fait des observations, p. 1316 (7 juin 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion des articles. — Article 9 : Intervient, pp. 1582 à 1587 (26 juin 1956).

Poncelet, sénateur des arrondissements Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton.

Ann. — Validation de ses pouvoirs. — Prête serment. pp. 1024, 1025 (24 avril 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, pp. 1221 à 1225 (31 mai 1956). — Article 4 : Intervient — son amendement est rejeté, pp. 1255 à 1260 (5 juin 1956).

Pontus, sénateur provincial de Liège.

Ann. — Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les problèmes de la région de l'Est, p. 97 (7 décembre 1955).

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956. — Discussion générale — Discours : Concernant l'électrification du chemin de fer de Liège-Herbestal — les émissions de l'I.N.R. en langue allemande — la situation des cheminots qui ont été forcés de travailler sous administration allemande — la réadaptation des salaires de travailleurs allemands occupés par la S.N.C.B. sur la ligne Baeren-Kalterherberg, pp. 160 et 161 (14 décembre 1955).

Pontus *(suite).*

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discours : Réclame des mesures législatives en faveur des victimes de guerre des cantons de l'Est et en faveur des émigrés, pp. 297, 298 (10 janvier 1956).

Buget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les cantons de l'Est — la commission interministérielle — la réglementation spéciale — les pensions de vieillesse — dommages de guerre, p. 376 (18 janvier 1956).

Projet de loi prorogeant les délais d'introduction des demandes tendant au bénéfice des statuts des prisonniers politiques et de leurs ayants droit — des étrangers prisonniers politiques — des résistants par la presse clandestine — des résistants civils et des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'octroi du bénéfice de la pension des victimes civiles de la guerre, aux habitants des régions de l'Est, p. 1403 (14 juin 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion des articles. — Article 9 : Intervient, p. 1586 (26 juin 1956).

R

Remson, sénateur des arrondissements Charleroi et Thuin.

Ann. — Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 89 à 92 (7 décembre 1956).

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Discussions générales jointes. — Fait des observations, pp. 1088 à 1089 (3 mai 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux Ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussions jointes : Fait des observations, pp. 1326 à 1328 (12 juin 1956), pp. 1373 à 1374 (13 juin 1956).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1545 (26 juin 1956).

Projet de loi modifiant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1956 en vue de la réalisation d'un programme d'investissements urgents et d'intérêt national au port d'Anvers. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1591 (26 juin 1956).

Rey, ministre des Affaires Economiques.

Ann. — Projet et proposition de loi sur le registre du commerce. — Discussion générale. — Discours : Concernant les rétroactes du projet, son intérêt général, ses particularités, son étendue et la formule d'application proposée par la commission spéciale — les problèmes de la distribution — les possibilités d'étendre ou d'améliorer la loi — la création du registre central de commerce à Bruxelles — le travail et les dépenses supplémentaires résultant des nouvelles inscriptions obligatoires — l'outillage des bureaux chargés de la réinscription — les délais prévus et l'entrée en vigueur de la loi, pp. 28 à 30 (17 novembre 1955).— Discussion des articles. — Articles 33, 36, 50, 51 : Intervient, pp. 42 et 43 (17 novembre 1955). — Article 36, 37 : Intervient, pp. 50, 53 (29 novembre 1955).

Projet et proposition de loi portant modification du titre premier du livre premier du code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion des articles. — Articles 1, 2 : Intervient, pp. 33, 34 à 37 (17 novembre 1955).

Rey *(suite).*

Motion d'ordre de M. Moulin : Fait des observations, p. 714 (22 février 1956).

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1955 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1954 et antérieurs. — Discussion des articles. — Article 20 : Intervient, pp. 268, 269, 270 (22 décembre 1955).

Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 728 (28 février 1956). p. 744. — Discours : Expose les difficultés et l'ingratitude inhérentes à l'exercice de la fonction de ministre des affaires économiques et relève de nombreuses contradictions dans les exigences et reproches exprimés par divers membres — examine les problèmes budgétaires et administratifs — aborde l'ensemble des problèmes économiques et donne des indications générales — s'étend sur l'énergie — les secteurs en difficulté — les investissements — la productivité et la recherche scientifique — l'aide à l'économie sur le plan régional — l'intégration européenne — cite les questions que, faute de temps, il n'a pu approfondir — détaille la question des prix belges et les mesures à prendre en ce domaine — parle du problème des quarante-cinq heures et de l'industrie charbonnière — expose sa politique et rencontre des observations, pp. 746 à 755 (29 février 1956).

Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. — Vote : Fait une déclaration, p. 1156 (17 mai 1956).

Projet de loi relatif à la restauration des dommages causés aux entreprises industrielles, commerciales et artisanales, par les inondations de la fin mai 1956. — Discussion générale. — Discours : Souligne l'importance des dégâts subis dans la région de Verviers — demande au Sénat de voter le projet permettant à l'Etat d'accorder des crédits à taux réduit — parle de l'application matérielle de la loi — évoque le sentiment de solidarité qui s'est manifesté lors des inondations, p. 1407 — parle des trois espèces de dégâts et le projet discuté qui ne vise que l'une de ces catégories — l'intervention de l'Etat à titre intérimaire — le remboursement des prêts, p. 1408 (14 juin 1956).

Projet de loi allouant un crédit spécial à rattacher au budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1955, destiné à l'octroi d'un subside à la société coopérative de gazéification souterraine (Socogaz). — Discussion générale. — Discours : Concernant les crédits successifs accordés à Socogaz — l'Institut national de l'industrie charbonnière (Inichar), p. 1513 (21 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des reviseurs d'entreprises. — Ajournement : Demande de remettre la discussion au lendemain, p. 1639 (26 juin 1956). — Discussion générale. — Discours : Concernant les modifications mineures qui ont été introduites dans le texte de 1953 — la double agréation — le serment des étrangers — les cotisations et la composition du conseil provisoire — le droit d'appel — l'agréation des porteurs de certains diplômes en les dispensant de la période d'expérience professionnelle — la nomination de commissaire reviseur et l'autorisation de l'Institut — les experts comptables qui invoquent des mandats de commissaires — l'exercice de la profession en Belgique — répond aux orateurs, pp. 1661 à 1163, 1664 (28 juin 1956).

Projet de loi relatif à l'incorporation du froment indigène et à l'activité des meuneries industrielles, des négociants en froment indigènes et des utilisateurs de farine de froment. — Discussion générale. — Discours : Concernant la raison d'être du projet de loi — les buts poursuivis par la politique d'incorporation de froment indigène — l'obligation de stocker une partie de notre récolte — la différence entre l'article 3 et l'article 5 du projet — le prix du pain — le pourcentage de l'incorporation de froment indigène dans la farine — répond aux orateurs, pp. 1648 à 1650 — répond aux dernières observations, p. 1651 (27 juin 1956).

Roelants, sénateur provincial d'Anvers.

Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Appelle l'attention sur la question des travailleurs de l'arrondissement de Turnhout et demande d'envisager la création et l'extension d'entreprises, p. 731 (28 février 1956).

Rolin, sénateur coopté.

Doc. — N° 71. — Amendements : Projet de loi créant l'Institut national de l'éducation physique et des sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives.

N° 152. — Amendement : Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux.

N° 164. — Amendement : Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux.

N° 247. — Proposition de loi interprétant l'article 2, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat.

N° 271. — Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et les Etats-Unis du Brésil concernant l'assistance judiciaire gratuite, signée à Rio de Janeiro, le 10 janvier 1955.

N° 294. — Rapport : Projet de loi portant approbation de la Convention internationale relative à la procédure civile, conclue à La Haye, le 1er mars 1954.

Ann. — Projet et proposition de loi sur le registre du commerce. — Discussion générale : Fait des observations, p. 32 (17 novembre 1955). — Discussion des articles : Intervient concernant la poursuite de la discussion des articles après la discussion du projet de loi portant modification du titre premier du livre premier du code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes, pp. 32 à 33. — Article 33 : Fait des observations, p. 42 (17 novembre 1955).—Articles 36, 37 : Intervient, pp. 50 et 52 (29 novembre 1955).

Projet et proposition de loi portant modification du titre premier du livre premier du code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion des articles. — Articles 1, 2 : Intervient, pp. 33, 34 à 37 (17 novembre 1955).

Chambres législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Estime préférable que la Chambre puisse traiter l'ensemble des budgets coloniaux, p. 126 (13 décembre 1955). — Déclare que même si l'urgence est décidée, il dépend du ministre que l'interpellation soit fixée avant le vote des budgets. pp. 241, 242. — Pense que l'assemblée ayant décidé de clôturer ses travaux à la fin de la séance de l'après-midi, l'interpellation ne peut venir en discussion avant la première séance de janvier, p. 245 (22 décembre 1955). — Fait des observations, pp. 1082, 1083 (3 mai 1956). — Fait des observations relatives à la discussion du projet de loi sur la pension des indépendants, p. 1157 (17 mai 1956). — Fait des observations au sujet de l'urgence de la discussion de ce projet et de la toilette du texte, pp. 1273 à 1275 (6 juin 1956). — S'oppose à la demande de M. Struye étant donné que la majorité a promis une présence décente — fait des observations, pp. 1283 à 1285 (6 juin 1956).

Interpellation de M. De Boodt et du comte d'Aspremont Lynden au ministre de la Défense Nationale. — Vote sur les ordres du jour : Intervient — son ordre du jour est adopté, pp. 178, 179 (15 décembre 1955).

Projet de loi créant l'Institut de l'éducation physique de des sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale. — Discours : Remarque que deux décisions ont déjà été prises pour continuer le débat, p. 233 — demande le vote par appel nominal et déclare que ses amis quitteront l'hémicycle, p. 234 (21 décembre 1955).

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1955 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1954 et antérieurs. — Discussion des articles. — Article 20 : Intervient, p. 270 (22 décembre 1955).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, p. 328 (12 janvier 1956).

Rolin *(suite)*.

Interpellation de M. Struye au ministre des Affaires Etrangères. — Discussion. — Discours : Félicite le ministre et approuve son attitude lors du vote sur l'Espagne — rappelle les résolutions jamais modifiées de 1946, pp. 350, 351 — dépose un ordre du jour de confiance au gouvernement, p. 361 (17 janvier 1956).

Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion générale. — Incident : Demande au bureau un vote en seconde lecture après le vote de l'amendement, p. 478 (2 février 1956).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion des articles. — Article 10 : Intervient, p. 639 (15 février 1956).

Proposition de loi interdisant les photographies et prises de vue dans les salles d'audience. — Discussion générale. — Discours : Justifie son attitude en qualité de président de la commission — demande l'ajournement *sine die* et le renvoi en commission pour enquête complémentaire, p. 643 (15 février 1956).

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (Crédits : Commerce Extérieur). — Discussion générale. — Discours : Concernant le marché commun et le danger de cartellisation — les échanges avec les pays de l'Est — l'aide aux pays sous-développés — la formation de personnel juridique, technique, l'aide juridique, aux investissements privés — les compagnies européennes — l'exportation en Chine et l'interdiction qui frappe les matériaux stratégiques, pp. 676 à 677 — fait des observations, pp. 682, 683 (16 février 1956). — Crédits : Affaires Etrangères). — Discussion générale. — Discours : Concernant l'article 68 de la Constitution—les créances belges sur l'armée française et françaises sur l'armée belge — lerecrutement dans les organisations européennes—le marché commun —l'Euratom—la suppression des formalités de frontière — la coopération culturelle — la création de l'agence des armements — le désarmement — la politique de la délégation belge aux Nations Unies — le Congo — la situation internationale — le problème allemand — l'évolution de la politique intérieure en Russie — la situation en Moyen et Extrême Orient — le Pacte de Bagdad — l'O.T.A.N. — la situation économique en Grèce, pp. 876 à 883 (20 mars 1956). — Discussion des articles du tableau. — Article 25 : Intervient, pp. 917, 918 (21 mars 1956).

Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, p. 691. — Discours : Concernant la distinction entre forces d'intervention et de l'intérieur — la Belgique au sein de l'U.E.O. et l'Atlantique Nord et la standardisation des armes — les communications linguistiques — l'aspect budgétaire de l'armement moderne, p. 697 (21 février 1956).

Projet de loi sur les économats. — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, pp. 800, 802 (6 mars 1956).

Intervient par motion d'ordre concernant la modification de l'ordre du jour, p. 801 (6 mars 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion des articles du tableau. — Article 29 : Fait des observations, pp. 841, 842 (8 mars 1956).

Projets de loi accordant la naturalisation. — Prise en considération. — Demande l'ajournement du vote sur le feuilleton 29 — fait des observations, pp. 914 à 915 (21 mars 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. Discussion générale : Fait des observations, pp. 1027, 1028, 1029. — Discours : Félicite les rapporteurs — appelle l'attention sur l'obligation d'accorder une importance considérable aux exploitants — sur l'extrême diversité des conditions qui existent entre certaines zones agricoles et sur les travaux du centre d'études de Waremme — répond aux observations de M. Orban, pp. 1031, 1032 — fait des observations, pp. 1032 à 1034 (24 avril 1956), pp. 1039, 1040, 1046, 1047 et 1048 relatives au renvoi en commission et au dépôt d'amendements (25 avril 1956), pp. 1055 à 1059. — Discours : Concernant la plus-value considérable pouvant résulter de la présence de certaines matières dans un terrain — la définition du terme « exploitant » — la notion des recours — l'article 10 du projet, pp. 1060, 1061 — fait des observations, p. 1062 (26 avril 1956). — Discussion des articles : Fait des

Rolin *(suite).*

observations, p. 1126. — Article 2 : Intervient, pp. 1127, 1128. — Article 3 : Intervient — demande par motion d'ordre de réserver la discussion de cet article, p. 1130. Articles 8, 10, 12 : Intervient, pp. 1132, 1133 à 1135. — Article 32 : Son amendement est adopté, p. 1140. — Article 34 : Intervient, p. 1140 (16 mai 1956). — Discussion des articles réservés. — Articles 3, 10, 21 : Intervient, pp. 1152, 1158, 1159, 1160, 1162. — Article 30 : Son amendement est adopté, p. 1163. — Article 36 : Intervient, pp. 1164, 1165 (17 mai 1956).

Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1123 (16 mai 1956).

Projet de loi confirmant certains arrêtés ministériels pris en exécution de l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire. — Discussion générale. — Discours : Estime impossible que la commission de la justice se prononce immédiatement — admet l'idée de renvoi en commission, p. 1189 (24 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1195 (29 mai 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, p. 1215(30 mai 1956), pp. 1221 à 1228 — son amendement est adopté, p. 1228. Article 2 : Intervient, p. 1234 — propose d'épuiser la discussion de cet article, p. 1235 (31 mai 1956). — Articles 3, 9 : Intervient, pp. 1251 à 1254, 1269 à 1270 (5 juin 1956). — Article 2 : Intervient pp. 1305 à 1308 (7 juin 1956). — Vote : Fait des observations, p. 1311 (7 juin 1956).

Projet de loi relatif à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture. — Discussion des articles. — Article 1 : Fait des observations, p. 1346 (13 juin 1956). — Article 7 : Intervient, p. 1416 (14 juin 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas, instituant un conseil consultatif interparlementaire, signée à Bruxelles, le 5 novembre 1955. — Discussion générale. — Discours : Rend hommage à la mémoire de M. Hoste, un des protagonistes de l'idée d'une commission interparlementaire de Benelux — parle de la nécessité d'une union économique — de la convention de droit international privé — de la délégation au conseil, p. 1354 — fait des observations, p. 1356 (13 juin 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour la prévention contre la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, des annexes, de l'acte final et des résolutions, signés à Londres le 12 mai 1954. — Discussion générale. — Discours : Appelle l'attention sur l'importance du projet et la nécessité de prendre d'autres mesures — parle du texte de l'exposé des motifs — de la ratification par les pays intéressés, pp. 1357 à 1358 — fait des observations, p. 1358 (13 juin 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux Ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussion : Dépose un ordre du jour de confiance, p. 1377 — détaille les six amendements déposés par M. Struye — demande à son groupe de rejeter en bloc les amendements proposés, p. 1379 — intervient, p. 1380 — son ordre du jour de confiance est adopté, p. 1380 (13 juin 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion des articles. — Article 9 : Intervient, pp. 1420, 1421 (14 juin 1956), pp. 1584 à 1587 (26 juin 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention internationale relative à la procédure civile, conclue à La Haye le 1er mars 1954. — Ajournement. — Discours : Parle des pays signataires et parties de l'ancienne convention et dont la participation au deuxième accord serait subordonné à l'accord unanime des états signataires — demande de remettre la discussion à la semaine suivante, p. 1513 (21 juin 1956). — Discussion générale : Déclare que la convention modifie celle de 1905 actuellement en vigueur avec un grand nombre de pays, dont certains n'ont pas été invités à la conférence de droit international privé qui a modifié la convention à laquelle ils sont parties; parce que n'ayant pas participé aux travaux de la session précédente — remarque qu'il y aura une dualité dans le régime qui ne présentera toutefois pas de graves inconvénients, pp. 1687 à 1688 (28 juin 1956).

Motion d'ordre de M. Ancot : Déclare que la motion est assurément recevable mais qu'il la croit non fondée et demande à la majorité de la rejeter — donne son avis sur le droit de consultation du Conseil d'Etat de la part des assemblées parlementaires, pp. 1529 à 1530 — fait des réserves quant à l'interprétation du texte du projet de loi concernant la sécurité sociale des travailleurs, p. 1530 (21 juin 1956).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1543(26 juin 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Fait des observations, p. 1582 (26 juin 1956).

Président. — Relations extérieures. — Motion d'ordre de M. Struye : Expose les raisons pour lesquelles il a demandé le comité secret, p. 1643 (27 juin 1956) — estime qu'il faut maintenir le comité secret, pp. 1675 à 1676 — dépose un ordre du jour disant qu'il y a lieu d'accepter l'invitation du Gouvernement de Chine populaire, p. 1677 — justifie son vote, pp. 1678, 1679 — sa motion acceptant l'invitation est adoptée, p. 1680 (28 juin 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'Union de l'Europe Occidentale, des représentants nationaux et du personnel international signée à cours : Concernant la solution adoptée par le traité de Paris, le 11 mai 1955. — Discussion générale. — Discours : Concernant la solution adoptée par le traité de l'U.E.O., p. 1654 (27 juin 1956).

Ronse, sénateur de l'arrondissement Gand-Eeklo.

Ann. — Projet de loi sur le remembrement de biens ruraux. — Discussion générale. — Discours : Concernant certains aspects du remembrement — les incidences d'ordre psychologique — l'assainissement des terres — les travaux du génie rural — l'information dans le domaine agricole — l'intérêt manifesté par les institutions d'enseignement agricole pour le problème du remembrement des terres — la tâche accomplie par la Société Nationale pour la Petite Propriété Terrienne, pp. 1043 à 1045 (25 avril 1956).

S

Santens, sénateur des arrondissements Audenarde et Alost.

Ann. — Budget du Ministère des Classes Moyennes pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les points de comparaison entre la politique suivie antérieurement par le P.S.C. et celle du Gouvernement actuel — le mécontentement des classes moyennes, pp. 18 à 19 (16 novembre 1955).

Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Vote : Justifie son vote, p. 672 (16 février 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale. — Discours : Concernant le système de la capitalisation et celui de la répartition — l'individualisme des classes moyennes — la liberté dans le choix du mode de constitution de la pension — l'intervention des sociétés d'assurances pour la constitution de la pension légale — l'assurance-vie — la mise en gage d'un immeuble — la nomination des membres du conseil d'administration — le vœu exprimé par le comité des organisations interprofessionnelles, pp. 1202 à 1203 (29 mai 1956).

Segers, sénateur coopté.

Doc. — N° 108. — Proposition de loi modifiant l'article 5 de la loi du 30 mai 1879 portant révision et codification de la législation postale.

N° 207 : Propositon de loi prescrivant l'exécution en 1957 d'un recensement général de la population et d'un recensement de l'industrie et du commerce.

Segers *(suite)*.

Ann. — Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'augmentation des dépenses du département — le repos dominical des postiers — l'état actuel des chemins de fer — les tarifs réduits pour les voyageurs — les transports de marchandises — le problème du Fonds de renouvellement — la modernisation du matériel — la diminution du personnel qui doit en résulter — les résultats de l'électrification — le contrôle de la Sûreté de l'Etat à Herbesthal — le remplacement des voitures en bois — le problème des pensions — les difficultés financières de la S.N.C.B., pp. 170 à 172 — fait des observations, pp. 181 à 188 (15 décembre 1955).

Interpellation de M. Struye au ministre des Affaires Etrangères. — Discussion : Fait des observations, p. 360 (17 janvier 1956).

Revision de la Constitution. — Déclaration du Gouvernement. — Discours : Remercie le ministre et s'associe à l'hommage rendu à la commission — déclare que les membres du P.S.C. s'opposeront à la revision de la Constitution tant que le gouvernement n'aura pas modifié son attitude, p. 364 (18 janvier 1956).

Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion des articles en seconde lecture. — Articles 4 et 5 : Intervient, pp. 661, 662 (16 février 1956).

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (crédits affaires étrangères). — Discussion générale. — Discours : Concernant la politique étrangère en général, et l'insuffisance de la participation flamande — l'attitude adoptée envers l'Espagne — le rapprochement avec les Pays-Bas — les voies d'eau — l'accès à la mer procuré par l'Escaut — la Meuse — le trafic rhénan — le plan Delta — la côte belge et l'accès à l'Escaut — le bouchon de Lanaye et l'accord Anvers-Liège — le port de Gand et l'écluse de Terneuzen — le canal du Moerdijk, pp. 894 à 896 (21 mars 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, pp. 1226, 1227 (31 mai 1956).

Projet de loi modifiant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1956 en vue de la réalisation d'un programme d'investissements urgents et d'intérêt national au port d'Anvers. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'importance du projet — la situation du port d'Anvers comparée à celle de Rotterdam — les causes du retard dans l'expansion du port d'Anvers — les innovations apportées entre 1946 et 1954 — la solution incomplète envisagée par le plan d'ensemble — la gestion du port — les annexions — le problème des finances d'Anvers et des grandes villes — la voie de liaison entre Anvers et l'intérieur du pays d'une part et avec l'étranger d'autre part — le canal Charleroi-Bruxelles, pp. 1592 à 1593 (26 juin 1956).

Servais, Léon, sénateur coopté.

Doc. — N° 44. — Amendements : Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956.

N° 102. — Amendements au texte présenté par la commission. — Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945, concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande.

Ann. — Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la modification profonde de la politique du département — les protestations soulevées par les arrêtés en matière d'assurance maladie-invalidité — les pourparlers avec le corps médical et les objections formulées par celui-ci — la suppression de la responsabilité dans le secteur de l'assurance maladie-invalidité — la confiscation des bonis des mutualités — la modification profonde des structures du secteur — le transfert de personnel des mutualités du F.N.A.M.I. — le déficit de l'assurance maladie-invalidité — les répercussions financières de la réforme de l'assurance maladie-invalidité — les économies envisagées par un nouveau contrôle — l'absence d'assainissement financier par le truchement de l'arrêté — la trésorerie de l'assurance maladie-invalidité et le système du tiers payant — les emprunts contractés à la C.N.V.A. et à la C.N.P.R.S. et leur remboursement — l'étatisation du régime — les versements faits aux pharmaciens — la répartition entre les organismes assureurs des sommes mises à la disposition de l'assurance maladie-invalidité — la suppression de la responsabilité — l'étatisation de la sécurité sociale, pp. 89 à 94 (7 décembre 1955) — fait des observations, pp. 106 à 112 (8 décembre 1955). — Discours : Concernant la répartition des fonds entre les organismes assureurs — la situation des mutualités chrétiennes à Gand — la responsabilité des organismes assureurs — les conversations avec les médecins — le déficit et l'équilibre du régime assurance maladie-invalidité — les prêts consentis au F.N.A.M.I., pp. 130 à 132 — fait des observations, pp. 134 à 135, 143, 144 (13 décembre 1955). — Discussion des articles du tableau. — Articles 21, 28 : Intervient, pp. 145 à 148 et 149 (13 décembre 1955). — Discussion des articles réservés du tableau. — Article 21 : Sa proposition de suppression du point 21 est rejetée, p. 174. — Article 28 : Son amendement est rejeté, p. 176 (15 décembre 1955).

Servais, Léon *(suite)*.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951. — Discussion générale. — Discours : Parle des vacances des voyageurs de commerce, p. 472 (2 février 1956).

Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet — parle de l'allocation de la mère au foyer et des allocations familiales — traite de son amendement en vue d'assurer la continuité du paiement de l'allocation, p. 473 (2 février 1956). — Discussion des articles. — Article 3*bis* : Son amendement tendant à l'insertion d'un article 3*bis* est adopté, p. 479. — Article 4 : Son amendement est adopté, p. 479 (2 février 1956).

Interpellation à M. le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et à M. le ministre des Finances « sur : 1° le gâchis que le gouvernement a créé en matière d'assurance maladie-invalidité en bouleversant ce secteur par l'arrêté royal du 22 septembre 1955 qui contient une réforme aussi fâcheuse que mal préparée et qui jusqu'à ce jour n'a pu être mise en application; 2° les déficits de l'assurance maladie et de la caisse de l'invalidité, et l'accumulation des passifs, malgré l'augmentation des cotisations obtenue il y a un an et malgré les promesses faites à ce moment par le gouvernement; 3° la communication tardive des budgets des établissements publics relevant du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale et l'absence parmi ces budgets de celui du F.N.A.M.I. ». — Demande d'interpellation, p. 1193 (29 mai 1956). — Discussion. — Discours : Parle de l'état actuel de la réglementation — parle des modifications à l'arrêté du 22 septembre 1955 — du nouveau projet déposé par le ministre du Travail et l'opposition des médecins — expose les éléments de la situation financière de l'assurance maladie — demande à connaître les décisions prises pour remédier à cette situation, pp. 1325 à 1328 — fait des observations, pp. 1336 à 1340 (12 juin 1956), pp. 1369, 1370 à 1372, — Répond à des arguments du ministre et de M. Coulonvaux, pp. 1373, 1374 — fait des observations, pp. 1375, 1376 (13 juin 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 2 : Intervient, p. 1235 (31 mai 1956).

Servais, Maurice, sénateur provincial de Namur.

Doc. — N° 196. — Amendements au texte présenté par la commission : Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants.

N° 216. — Amendement au texte présenté par la commission : Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants.

Servais, Maurice *(suite).*

N° 235. — Amendement au texte présenté par la commission : Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants.

Ann. — Budget du Ministère des Classes Moyennes pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant le perfectionnement de la formation professionnelle — les secrétariats d'apprentissage — les mesures d'exécution de la loi sur les habitations moyennes — la nécessité d'activer le vote de certains projets et propositions — une politique souple de crédit aux commerçants et artisans — les charges sociales des classes moyennes, pp. 14 à 15 — fait des observations p. 22 (16 novembre 1955).

Projet et proposition de loi sur le registre du commerce — Discussion générale. — Discours : Concernant les modifications successives apportées à la législation existante — l'élaboration du nouveau projet et son importance — l'établissement du registre central de commerce, p. 31 (17 novembre 1955). — Discussion des articles : Fait des observations pp. 32, 33. — Articles 33, 50, 51 : Intervient, pp. 42, 43 (17 novembre 1955).

Projet et proposition de loi portant modification du titre premier du livre premier du code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion des articles. — Articles 1, 2 : Intervient, pp. 33, 35 (17 novembre 1955).

Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion des articles en seconde lecture. — Articles 4 et 5 : Intervient, p. 663 (16 février 1956). — Vote: Justifie son vote, p. 672 (16 février 1956).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, en matière d'imposition des revenus professionnels des époux. — Discussion générale : Fait des observations, p. 858 (8 mars 1956). — Discussion des articles. — Article 2*bis* : Intervient. p. 860 (8 mars 1956).

Motion d'ordre relative à la prise en considération de la proposition de loi de M. Pairon concernant la pension des indépendants, p. 867 (20 mars 1956).

Chambres législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Fait des observations, pp. 1157, 1158 (17 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale. — Discours : Concernant la divergence de vues en la matière — le régime de la capitalisation — l'affectation d'un immeuble à la garantie de la pension et l'affectation en premier rang — l'intervention de compagnies d'assurances agréées — les cotisations relativement importantes — la liberté du mode d'assurance et la liberté du choix de l'organisme assureur, pp. 1178 à 1180. — Fait des observations, pp. 1180, 1181 (23 mai 1956), pp. 1199, 1200 (29 mai 1956), pp. 1211, 1212 (30 mai 1956. — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, pp. 1216, 1217 (30 mai 1956, pp. 1221 à 1231, son sous-amendement à l'amendement du gouvernement est appuyé et adopté, pp. 1226, 1227, son amendement tendant à supprimer l'alinéa 4 tombe, p. 1229. — Article 2 : Intervient, son amendement est rejeté, pp. 1232, 1233 à 1241 (31 mai 1956), intervient, pp. 1249 à 1250, retire ses amendements aux paragraphes 5 et 6 son amendement au paragraphe 7 est adopté, p. 1251. — Article 4 : Intervient, pp. 1258 à 1260, son amendement subsidiaire est rejeté, p. 1260. — Son amendement tendant à l'insertion d'un article 4*bis* est rejeté, intervient dans la discussion, p. 1261. — Article 7 : Intervient, pp. 1263 à 1266. — Son amendement tendant à l'insertion d'un article 7*bis* est retiré, pp. 1267 à 1268. — Article 9 : Intervient, p. 1269 (6 juin 1956). — Article 12 : Intervient—son premier amendement est rejeté, retire ses autres amendements, pp. 1280 à 1285. — Article 13 : retire son premier amendement, son second amendement est rejeté, p. 1287 (6 juin 1956).

Projet de loi confirmant certains arrêtés ministériels pris en exécution de l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945 relatif l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire. — Discussion générale. — Discours : S'oppose au renvoi aux commissions réunies, p. 1189 (24 mai 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussion : Fait des observations, p. 1336 (12 juin 1956).

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs, coordonnées le 9 mars 1951. — Vote : Justifie son vote, p. 1533 (21 juin 1956).

Sledsens, sénateur de l'arrondissement Anvers.

Doc. — N° 149. — Amendement : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956.

N° 224. — Proposition de loi complétant l'article 3 de la loi du 18 avril 1929 modifiant certaines dispositions fiscales relatives à la Société Nationale des Distributions d'Eau ainsi qu'aux associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distributions d'eau ou pour des objets d'intérêt communal, formées selon les conditions de la loi du 18 août 1907 ou de celles du 1er mars 1922.

Ann. — Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les communications dans le Nord de la Campine — le manque de voies de communication adéquates et de réseaux téléphoniques automatiques, pp. 159, 160 (14 décembre 1955).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : S'inquiète des conséquences de la dénatalité — parle du rapport du conseil supérieur de la famille et prie le ministre de prendre des mesures, pp. 292 à 295 (10 janvier 1956).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la taxe sur les représentations — les comptes chèques postaux — le conseil communal et les difficultés à propos de fournitures — l'application de la loi du 21 Ventôse an IX — les allocations spéciales aux quatre grandes villes — la publication du recensement linguistique, pp. 374 à 376 (18 janvier 1956). — Discussion des articles du tableau. — Article 7 : Son amendement est rejeté, p. 411. — Article 24 : Intervient — son amendement est rejeté, p. 411 (24 janvier 1956).

Projet de loi relatif aux wateringues. — Discussion générale. — Discours : Parle de la confusion entre polders et wateringues — répond à M. Van Impe — estime la démocratisation ainsi qu'une plus grande intervention des services publics nécessaires — traite des activités de la commission consultative et du service de l'hydraulique, pp. 542 à 543 (8 février 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'article paru dans la revue « Productivité » et l'article cité édité dans le livre blanc de la F.I.B. — l'influence de l'agriculture sur les prix en général — les contingentements — la prospection — le protocole agricole de 1947. — Benelux — l'aide à l'horticulture, pp. 782 à 783 (1er mars 1956). — Fait des observations, pp. 809, 814 (7 mars 1956). — Discussion des articles du tableau. — Article 23 : Intervient, p. 840 (8 mars 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant le reclassement des routes — le retrait des circulaires de 1948 sur l'introduction des dossiers — la répartition des subsides de l'Etat sur un plan régional — les réparations au bassin intérieur de la commune de Merksem — la pénurie de routes concentriques au nord d'Anvers — le boulevard circulaire de Turnhout — les routes Halle-Zandhoven, Essen-Oostmalle, Anvers-Herentals, Herentals-Lierre — la commune de Lint et la route de communication entre la région du Rupel et la vallée de la Nèthe — la route Anvers-Turnhout et le virage au fort de Wijnegem — la route Lierre-Aarschot — l'éclairage des ponts et des routes de l'Etat — le désensablement des Polders, pp. 930 à 933 (21 mars 1956). — Fait des observations, pp. 974 à 977 (22 mars 1956).

Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour 1956. — Discussion des articles du tableau. — Article 524 : Intervient — retire son amendement, p. 983 (22 mars 1956).

Sledsens *(suite)*.

Projet de loi mettant un crédit spécial à la disposition du gouvernement aux fins d'aider les agriculteurs et horticulteurs qui ont subi des pertes exceptionnelles à la suite des gelées. — Discussion générale. — Discours : Concernant la nécessité de solliciter un crédit supplémentaire si le montant prévu actuellement paraît insuffisant, p. 997 (22 mars 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion générale. — Discours : Concernant le financement des frais de remembrement — l'aide de l'Etat et la rentabilité de l'agriculture — l'intervention de la Commission des monuments et des sites et du service de l'urbanisme, p. 1047 (25 avril 1956).

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Discussions générales jointes. — Fait des observations, pp. 1067 à 1069 (2 mai 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Fait des observations, pp. 1274, 1275 (6 juin 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 4 : Intervient, p. 1258 (5 juin 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux Ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussion : Fait des observations, pp. 1369, 1370, 1375, 1376 (13 juin 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion des articles. — Article 9 : Intervient, p. 1420 (14 juin 1956).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du Conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes : Fait des observations, p. 1486 (20 juin 1956).

Projet de loi modifiant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1956, en vue de la réalisation d'un programme d'investissements urgents et d'intérêt national au port d'Anvers. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'annexion à la ville d'Anvers de terrains appartenant aux communes limitrophes — l'extension du port d'Anvers, p. 1613 (26 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1668 à 1671. — Discours : Concernant la hâte qu'on met à examiner le projet — l'application de la nouvelle réglementation pour l'année 1956 — l'aide aux quatre grandes villes et l'assainissement de leur situation — le revenu cadastral — les amendements de l'opposition — les suppléments communaux du personnel enseignant — justifie son vote négatif ainsi que celui de son groupe, pp. 1683 à 1684 — fait des observations, pp. 1689 à 1692 (28 juin 1956). — Discussion des articles. — Article 19 : Intervient, p. 1697 (28 juin 1956).

Smets, sénateur coopté.

Doc. — N° 33 : Rapport : Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956.

Smets *(suite)*.

N° 201. — Rapport : Projet de loi confirmant certains arrêtés ministériels pris en exécution de l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945 relatif à l'application de l'arrêté loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire.

N° 246. — Rapport complémentaire. — Projet de loi confirmant certains arrêtés ministériels pris en exécution de l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire.

Ann. — Budget du Ministère des Classes Moyennes pour l'exercice 1956. — Discussion générale. : Fait des observations, pp. 22, 23 (16 novembre 1955).

Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 90, 92 (7 décembre 1955). — Discours : Concernant la déclaration commune précédent l'arrêté de septembre 1955 — l'hospitalisation et la deuxième agréation — le tiers payant — l'équipement des comités paritaires — le salaire des femmes — la répartition de la main d'œuvre — la représentation des syndicats libéraux — la compétence du ministre dans le domaine des conflits sociaux — la politique de plein emploi — la gestion paritaire, pp. 133 à 136 (13 décembre 1955).

Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion des articles en seconde lecture. — Articles 4 et 5 : Intervient, pp. 661, 662 (16 février 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la prime de séparation octroyée aux ouvriers du bâtiment et la suppression des abus, p. 967 (22 mars 1956).

Projet de loi confirmant certains arrêtés ministériels pris en exécution de l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945, relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire. — Discussion générale. — Discours : Insiste sur l'importance du projet et la nécessité d'un vote d'urgence — réfute certaines objections juridiques de ses collègues, pp. 1183 à 1184 — demande le renvoi aux commissions réunies de la Justice et du Travail et de la Prévoyance Sociale — répond à des observations de M. Struye, p. 1189 (24 mai 1956). — Fait des observations, pp. 1381 à 1383, 1384. — Discours : Concernant le compromis conclu entre les commissions réunies — les décisions des commissions paritaires — le paiement de la cotisation, pp. 1385 à 1386 (13 juin 1956).

Interpellation de MM. Custers et R. Houben et de MM. Léon Servais et Duvieusart à MM. les ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussions jointes. — Fait des observations, pp. 1326 à 1328, 1337 (12 juin 1956) — pp. 1373, 1374 (13 juin 1956). 1956).

Projet de loi relatif au Fonds spécial d'assistance. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1468 (20 juin 1956).

Chambres législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Fait des observations relatives à la discussion du projet de loi concernant l'ONOVA, p. 1551 (21 juin 1956).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1544 (26 juin 1956).

Sobry, sénateur de l'arrondissement Furnes-Dixmude-Ostende.

Ann. — Projet de loi relatif aux wateringues. — Discussion générale. — Discours : Parle de l'accroissement de la capacité de production et de l'importance des wateringues — des lacunes dans le statut et des moyens dont les wateringues disposent — de la situation dans la région de Dixmude — des routes dans la circonscription des wateringues — souhaite l'adoption du projet, pp. 539 à 540 (8 février 1956).

Sobry *(suite).*

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation générale de l'économie agricole — la lutte contre les épizooties — la pêche maritime, pp. 814 à 817 (7 mars 1956) — fait des observations, p. 831 (8 mars 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant les problèmes du Westhoek : La réparation des ponts sur l'Yser — les routes — les chemins ruraux — la résorption du chômage, pp. 958 à 959 — fait des observations, p. 976 (22 mars 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion des articles réservés. — Article 10 : Intervient, p. 1150 (17 mai 1956).

Chambres législatives. — Sénat. — Ordre des travaux. — Fait des observations, p. 1284 (6 juin 1956).

Projet de loi relatif à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1316,1317. — Discours : Concernant la nécessité d'une réglementation — l'orientation de l'élevage — la consultation des milieux compétents, p. 1319 (7 juin 1956).— Discussion des articles — Article 1 : Fait des observations, p. 1346 (13 juin 1956).

Solau, sénateur provincial de Brabant.

Doc. — N° 350. — Rapport : Projet de loi fixant le statut du personnel scientifique et enseignant belge d'une mission internationale.

Ann. — Projet de loi créant l'Institut national de l'éducation physique et des sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale. — Discours : Demande que le conseil supérieur comprenne des amateurs aussi bien que des professionnels — pose une question relative à l'octroi des subsides et parle du brevet d'aptitude des moniteurs, pp. 206 à 208 (20 décembre 1955).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Signale une dispersion des efforts en faveur de l'enfance — parle de l'inspection médicale scolaire — du problème de la gérontologie et de l'assistance publique — des établissements pour malades mentaux — demande que la question de la destruction des immondices soit rationnellement étudiée, pp. 322 à 324 (12 janvier 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème de la récolte et de la destruction ou de la transformation des ordures ménagères, pp. 834 à 835 (8 mars 1956).

Spaak, ministre des Affaires Etrangères.

Ann. — Chambres législatives.—Sénat.—Ordre des travaux : Estime inutile de répondre à l'interpellation de M. Struye avant janvier — déclare que M. Struye ayant également posé une question parlementaire, il serait sage qu'il attende la réponse à cette question, pp. 242. 243 (22 décembre 1955).

Interpellation de M. Struye : « Sur les raisons qui l'ont déterminé à donner pour instructions au représentant de la Belgique de s'abstenir au vote sur l'admission de l'Espagne à l'O.N.U., alors que tous les autres pays européens et tous les autres états — sauf un — quel que fût leur régime intérieur et quels que fussent les conflits qui aient pu les opposer dans le passé à l'Espagne, se sont prononcés en faveur de cette admission ». — Discussion. — Discours : Evoque l'abstention de la Belgique à l'admission de certains autres pays à l'O.N.U., — examine le problème de l'abstention tel qu'il se pose en droit, en procédure et en fait — parle de la thèse de marchandage de l'U.R.S.S. contraire à l'article 4 de la Charte — de la résolution canadienne — du « package deal » et de la candidature immédiate de l'Espagne — de l'application du principe de l'universalité — expose le fond du problème et donne les raisons de son abstention — rappelle les

Spaak *(suite).*

résolutions votées en 1946 et la position des pays à l'égard de l'Espagne — parle de la politique internationale à suivre par la Belgique — aborde la question « servir la grande cause de l'Europe » — réfute l'argument « les intérêts de la Belgique ne sont-ils pas compromis » — évoque les relations belgo-espagnoles depuis quinze ans et le rôle tenu par l'Espagne pendant la guerre, pp. 346 à 350 — répond aux orateurs précédents et reprend une partie de son discours — donne de nouveaux détails sur la position de l'Espagne pendant et après la guerre et la discrimination entre ce pays et d'autres posant leur candidature à l'O.N.U. — cite le livre de Sir Samuel Hoare — lit une lettre adressée par Franco à Hitler — mentionne d'autres documents et coupures de presse — parle de l'entrée éventuelle de l'Espagne à l'OTAN — discute de la politique belge et du Pacte Atlantique — regrette la discussion en tribune sur le vote d'abstention — demande la compréhension de l'opposition, pp. 357 à 360 — souhaite le rejet de la proposition de M. Edg. De Bruyne, p. 361 (17 janvier 1956). — Motion d'ordre du comte d'Aspremont Lynden : Fait des observations, pp. 384, 385 (19 janvier 1956).

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (crédits affaires étrangères). — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 877 à 883, 884 à 887 (20 mars 1956). — Discours : Annonce les négociations commencées avec les Pays-Bas concernant le bouchon de Lanaye, les eaux intermédiaires et le canal de Gand à Terneuzen — appelle l'attention sur l'importance de la canalisation de la Moselle sur l'Union économique belgo-luxembourgeoise — défend sa position quant à la reconnaissance de la Chine communiste — parle des questions européennes — de la politique mondiale — du désarmement — des pays sous-développés — des relations entre l'Est et l'Ouest — rencontre les principales objections formulées, pp. 906 à 913 (21 mars 1956). — Discussion des articles du tableau. — Article 25 : Intervient, pp. 917, 918 (21 mars 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas, instituant un conseil consultatif interparlementaire, signée à Bruxelles, le 5 novembre 1955. — Discussion générale. — Discours : Dit qu'il faut considérer que ce projet est un compromis — répond aux observations des orateurs qui sont intervenus, pp. 1356 à 1366 (13 juin 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour la prévention contre la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, des annexes, de l'acte final et des résolutions, signés à Londres, le 12 mai 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'importance de la convention — la création d'une commission nationale, p. 1358 (13 juin 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'Union de l'Europe occidentale, des représentants nationaux et du personnel international, signée à Paris, le 11 mai 1955. — Discussion générale. — Discours : Concernant le système de paiement des impôts des fonctionnaires internationaux — l'article 21 de l'accord, p. 1654 (27 juin 1956).

Président. — Relations extérieures. — Motion d'ordre de M. Struye. — Discussion : Déplore que des questions qui sont du domaine du pouvoir exécutif puissent avoir été soulevées par l'initiative de membres de la majorité, sans que le ministre qui a la responsabilité de la politique étrangère ait été consulté — s'élève contre de telles méthodes, contraires à notre droit constitutionnel, p. 1678 (28 juin 1956).

Interpellation du baron de Dorlodot. — Demande d'urgence : Fait des observations, pp. 1682 à 1683 (28 juin 1956).

Spinoy, ministre de la Défense Nationale.

Ann. — Interpellation de M. De Boodt et comte d'Aspremont Lynden « sur les déficiences et l'inefficacité de la structure actuelle de notre armée et sur les mesures à prendre tant pour adapter la défense de la Belgique à l'évolution de la technique des armements que pour réduire, dans toute la mesure du possible, en considération des circonstances nouvelles et en tenant compte de nos engagements internationaux, les charges et les prestations qui sont imposées au pays ». — Discussion. — Discours : Concernant l'affirmation que la réduction

Spinoy *(suite).*

du temps de service a désorganisé l'armée — la notion « défense nationale » dépassée par les circonstances — la nécessité de consulter les partenaires de l'OTAN à chaque modification de contribution contractuelle à la défense commune — le maintien de la structure des unités des pays de l'OTAN et l'étude du problème — l'ère nouvelle de la stratégie — le problème de l'emploi des armes atomiques — l'élément de surprise — l'adaptation de la défense — le problème du « new-look » — l'hypothèse de l'emploi tactique des armes atomiques — la révision du problème militaire — la défense de l'espace aérien et son infrastructure — les aérodromes — le problème de l'armée de terre — les études et les expériences faites dans certains pays — l'organisation de l'équipement de grandes unités — les réformes de l'organisation militaire et leur durée — l'aide des Etats-Unis à l'Europe occidentale — le nombre d'hommes disponibles — le recrutement et la rémunération des spécialistes — la tâche imposée à nos troupes dans le cadre de l'OTAN et en dehors — la mise en ligne des forces combattantes de réserve — la tâche des forces intérieures — la création d'une commission nationale mixte, pp. 77 à 80 — concernant les arguments qui prouvent l'inutilité de prendre immédiatement contact avec les partenaires de l'O.T.A.N. — les préparatifs nécessaires à l'installation de la Commission nationale et le rôle des militaires en ce domaine — l'élaboration d'un projet d'organisation, p. 82 (6 décembre 1955).

Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la politique militaire gouvernementale—les problèmes de base de la force terrestre — la défense antiaérienne—le mécanisme de la mobilisation—le statut et la formation des cadres—les spécialistes— le service de santé en Belgique et au Congo — le problème de la logistique — les formations hospitalières — les bases métropolitaines d'Afrique — les forces aérienne et navale — rend hommage aux militaires de tous rangs des trois forces, pp. 686 à 690 (21 février 1956) — répond brièvement à toutes les questions et considérations émises précédemment — parle des sommes payées par le Gouvernement fédéral allemand aux troupes étrangères stationnées sur son territoire — prie les membres du Parlement de ne plus intervenir auprès des membres de la Commission de radiation des candidats-pilotes, pp. 708 à 713 — répond à M. Van Buggenhout et précise la différence entre budgets ordinaire et extraordinaire, p. 715 (22 février 1956).

Projet de loi fixant le nombre d'officiers supérieurs des forces armées. — Discussion générale. — Discours : Concernant les questions posées par M. Moreau de Melen — la modification de l'organisation des forces armées — le service de santé, pp. 1309 à 1310 (7 juin 1956).

Proposition de loi instituant une commission nationale chargée de rechercher les modifications qui pourraient être apportées à la nature, au volume et à la durée des prestations exigibles de la Nation dans le cadre de ses engagements internationaux et de la défense collective de l'Occident. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'engagement pris par le gouvernement de créer une commission militaire mixte chargée d'une mission aussi large que possible — la constitution de la commission — le rôle qui lui est dévolu, p. 1660 (28 juin 1956).

Struye, sénateur de l'arrondissement Bruxelles.

Doc. — N° 150. — Amendements : Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956.

N° 177. — Proposition de loi instituant une Commission nationale chargée de rechercher les modifications qui pourraient être apportées à la nature, au volume et à la durée des prestations exigibles de la Nation dans le cadre de ses engagements internationaux et de la défense collective de l'Occident.

Ann. — Chambres législatives. — Sénat. — Bureau définitif. — Nomination. — Au nom du groupe P.S.C., propose la réélection par acclamation de tous les membres du bureau sortant, p. 4 (8 novembre 1955).

Projet et proposition de loi portant modification du titre premier du livre premier du code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion des articles. — Articles 1, 2 : Intervient, pp. 33, 34 à 37 (17 novembre 1955).

Struye *(suite).*

Projet et proposition de loi sur le registre du commerce. — Discussion des articles. — Article 36 : Fait des observations, p. 50 (29 novembre 1955).

Interpellation de M. De Boodt et du comte d'Aspremont Lynden à M. le ministre de la Défense Nationale. — Discussion : Fait des observations, pp. 78 à 80. — Dépose un ordre du jour, pp. 80 à 81 (6 décembre 1955). — Vote des ordres du jour : Fait des observations, pp. 103 à 104 (8 décembre 1955). — Intervient, l'ordre du jour est adopté, pp. 177, 178 (15 décembre 1955).

Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Parle de la nature juridique — de la portée et de la base légale des opérations financières qui ont mis des centaines de millions à la disposition de l'assurance maladie-invalidité — fait la proposition, afin d'éviter toute équivoque et de documenter complètement le Parlement, de déposer sur le bureau du Sénat tous documents relatifs à ces opérations aux fins de communication aux membres des commissions des Finances et du Travail et de la Prévoyance Sociale, p. 145 (13 décembre 1955). — Retire sa proposition ayant obtenu satisfaction, pp. 178, 179 (15 décembre 1955).

Chambres législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Intervient concernant l'insertion du budget du Ministère des Colonies à l'ordre du jour avant le budget des Communications, p. 125 — demande l'ajournement de la discussion du budget du Ministère des Colonies, p. 126 — suggère la disjonction des deux chapitres du projet et propose que la première partie ne soit discutée qu'après les vacances, pp. 126, 127 (8 décembre 1955). — Demande que son interpellation soit entendue d'urgence l'après-midi même, p. 241 — insiste pour que le débat ne soit pas différé, pp. 242, 243 — propose de fixer le débat au début de la semaine suivante, p. 244 (22 décembre 1955). — Fait des observations, pp. 1082, 1083 (3 mai 1956). — Fait des observations — propose de reprendre la discussion du projet de loi sur la pension des travailleurs indépendants et de commencer à 16 heures la discussion des interpellations au ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale et de prévoir le vote sur les ordres du jour au cours de la séance — fait des observations, pp. 1273 à 1276 — demande que les votes sur les ordres du jour aient lieu au cours de la séance du mardi — fait des observations, pp. 1283 à 1285 (6 juin 1956). — Fait des observations relatives au groupement des votes et l'emploi de bulletins, p. 1404 (14 juin 1956).

Interpellation à M. le ministre des Affaires Etrangères « sur les raisons qui l'on déterminé à donner pour instructions au représentant de la Belgique de s'abstenir au vote sur l'admission de l'Espagne à l'O.N.U., alors que tous les autres pays européens et tous les autres états — sauf un — quel que fût leur régime intérieur et quels que fussent les conflits qui aient pu les opposer dans le passé à l'Espagne, se sont prononcés en faveur de cette admission ». — Demande d'urgence, p. 210 (20 décembre 1955). — Discussion. — Discours : Reproche au ministre de condamner la politique actuelle de l'Espagne ainsi que le matérialisme et l'opportunisme des états membres de l'O.N.U. — critique la discrimination faite entre l'Espagne et les autres pays ayant le même régime — mentionne la lettre par laquelle la confédération internationale des syndicats chrétiens s'oppose à l'admission de l'Espagne à l'O.N.U. — craint les répercussions de cette mesure sur l'intérêt du pays, pp. 344 à 346 — fait quelques rectifications de caractère personnel — parle de l'article 4 de la Charte — demande au ministre de rectifier une accusation contre le parti P.S.C. et son porte-parole — réexamine le fond du vote émis — fait la discrimination entre l'Espagne et d'autres pays — relève des contradictions dans la réponse du ministre, pp. 355 à 357 — fait des observations, pp. 358 à 360 (17 janvier 1956).

Projet de loi créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives, — Discussion générale. — Intervient au sujet du renvoi en commission — note le dépôt de nouveaux amendements et insiste pour le renvoi — pense que l'on politiserait le problème en ne renvoyant pas le projet en commission, pp. 232 à 234 (21 décembre 1955).

Struye *(suite).*

Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des trvailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion générale. — Incident : Demande le vote au cours de la présente séance, p. 478 (2 février 1956).

Interpellation de M. Duvieusart au Ministre de l'Instruction Publique. — Discussion : Dépose un ordre du jour regrettant la décision du ministre quant à l'annulation de la délibération du conseil communal de Thiméon, p. 524 (7 février 1956).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 630 à 633 (15 février 1956).

Proposition de loi interdisant les photographies et prises de vue dans les salles d'audiences. — Discussion générale. — Discours : N'est pas convaincu de la nécessité de légiférer en ce domaine et aimerait savoir ce que les procureurs généraux pensent de la proposition, p. 641 — comptant sur l'approbation du ministre, demande au Sénat de ne pas légiférer, p. 642 — se rallie à la proposition d'ajournement de M. Rolin, p. 643 (15 février 1956).

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (crédits : Commerce Extérieur). — Discussion générale. — Discours : Appelle l'attention sur les relations de la Belgique avec l'Éthiopie, p. 681 (16 février 1956) (crédits : Affaires Etrangères). — Discussion générale. — Discours : Concernant les rectifications de la frontière belgo-allemande — le plan Delta et la canalisation de la Moselle — la politique générale de la Belgique — la démilitarisation — l'aide aux pays sous-développés — les problèmes du Proche Orient et de l'Afrique du Nord — l'unification de l'Europe — l'Euratom — la collaboration européenne — le marché commun — l'organisation de l'industrie atomique — l'Extrême-Orient — la Chine communiste et les traitements infligés aux missionnaires, pp. 872 à 876 — fait des observations, pp. 877, 878, 882, 883 (20 mars 1956), pp. 910 à 913 (21 mars 1956).— Discussion des articles du tableau.— Article 25 : Intervient — son amendement est rejeté, pp. 917, 918 (21 mars 1956).

Droit public. — Revision de la Constitution : Offre sa démission de président de la commission, p. 770 (1er mars 1956).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, en matière d'imposition des revenus professionnels des époux. — Discussion générale : Fait des observations, p. 858 (8 mars 1956). — Vote : Justifie le vote de son groupe, p. 1000 (22 mars 1956).

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Discussion des articles du projet. — Motion d'ordre : Demande s'il ne serait pas possible que les commissions suspendent leur activité afin de permettre aux membres de pouvoir prendre part aux votes en séance publique, pp. 1100 à 1101 (15 mai 1956). — Vote du projet de loi : Justifie le vote du groupe social-chrétien, p. 1155 (17 mai 1956).

Projet de loi confirmant certains arrêtés ministériels pris en exécution de l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire. — Dépôt du rapport : Fait des observations, p. 1175 (23 mai 1956). — Discussion générale. — Discours : Désire des renseignements complémentaires concernant la portée du projet et les raisons de l'urgence — dit que l'urgence provient d'un procès à plaider le 28 mai devant le tribunal de première instance de Bruxelles — détaille le projet — définit la loi interprétative — parle des conséquences de la loi — s'oppose au procédé législatif actuel — traite de la séparation des pouvoirs — demande le renvoi du projet à la commission de la justice, pp. 1184 à 1185 — fait des observations, p. 1186 — demande qu'on fasse confiance à la commission de la justice, p. 1189 (24 mai 1956).

Struye *(suite).*

Affaires Etrangères. — Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. — Est réélu représentant de la Belgique à l'Assemblée commune pour une période d'un an, à dater du 1er juillet 1956, p. 1208 (30 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1212 (30 mai 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, p. 1217 (30 mai 1956). Article 2 : Intervient, pp. 1232 à 1240 (31 mai 1956) — intervient par motion d'ordre concernant le vote après la discussion des textes, p. 1251. — Articles 3, 4 : Intervient, pp. 1251 à 1254, 1256, 1258 à 1260 (5 juin 1956). — Vote : Justifie le vote de son groupe, p. 1311 (7 juin 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux Ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussion : Fait des observations, pp. 1336 et 1341 (12 juin 1956), 1369, 1370 — dépose un ordre du jour, p. 1377 — demande d'examiner les amendements qu'il propose à l'ordre du jour de la majorité — fait des observations — intervient — ses amendements sont rejetés, pp. 1377 à 1380 (13 juin 1956).

Motion d'ordre : Demande à la Haute Assemblée de fixer à une prochaine séance la décision à prendre au sujet de l'invitation adressée au Sénat par l'Assemblée nationale de la République populaire de Chine — devant l'absence d'unanimité quant à la réponse à donner, il dépose un texte à distribuer qui puisse servir de base à la discussion proposée, p. 1341 (12 juin 1956). — Discussion. — Discours : Insiste sur le caractère exceptionnel du huis clos — déclare que sa motion se place uniquement sur le plan juridique et que, pour respecter nos traditions et éviter qu'on rapporte des choses inexactes, il vaut mieux ne pas prononcer le comité secret — fait des observations — répète qu'il se tiendra strictement sur le plan juridique — déclare que l'Assemblée décide ensuite du comité secret, si la discussion doit être reprise en séance publique — le vote doit avoir lieu en séance publique, pp. 1642 à 1644 (27 juin 1956) — fait des observations relatives aux indiscrétions commises à l'issue du comité secret de la veille — commente la motion qu'il a déposée et qui dit qu'il serait contradictoire en droit et inopportun en fait que le pouvoir législatif de notre pays entre officiellement en contact avec un régime que le pouvoir exécutif refuse de reconnaître — propose un amendement à la motion originelle qui tient compte du fait nouveau que constitue l'invitation de la Chine de Formose — déclare qu'en cas de rejet et de sa motion et de sa motion subsidiaire, il déposera un nouveau texte qui constatant l'acceptation de l'invitation de Pékin, déciderait d'accepter l'invitation de Formose également, pp. 1675 à 1677 — fait des observations, p. 1678 — son amendement n'est pas adopté, p. 1679 — sa motion est rejetée, p. 1679 — son amendement est rejeté, p. 1680 — propose une suspension de séance de vingt minutes, p. 1681 (28 juin 1956).

Projet de loi relatif à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture. — Discussion des articles. — Article 7 : Intervient, pp. 1347 à 1348 (13 juin 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas, instituant un conseil consultatif interparlementaire, signée à Bruxelles, le 5 novembre 1955. — Discussion générale. — Discours : Abonde dans le sens des orateurs précédents — parle de la compétence du conseil interparlementaire — de l'application du traité — de l'action pratique du conseil — du contact entre le gouvernement et le conseil — de l'article 2 du texte de la convention — de la composition des délégations parlementaires — de l'adjonction de suppléants, pp. 1354 à 1355 — fait des observations, p. 1356 (13 juin 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1945-1945. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1391 à 1394 (14 juin 1956). — Discussion des articles. — Article 9 : Intervient, pp. 1397, 1420 à 1422 (14 juin 1956).

Proposition de loi instituant une commission nationale chargée de rechercher les modifications qui pourraient être apportées à la nature, au volume et à la durée des prestations exigibles de la Nation dans le cadre de ses engagements internationaux et de la défense collective de l'Occident. — Discussion générale. — Discours :

Struye *(suite)*.

Déclare l'exposé du ministre très clair, sauf sur un point de procédure — appelle l'attention sur la nécessité d'associer le Parlement à l'étude des questions intéressant notre armée — se réjouit de voir le gouvernement entrer dans ses vues et l'accord des partis se manifester sur cet objet — retire sa proposition de loi, p. 1660 (28 juin 1956).

Chambres Législatives. — Sénat. — Ajournement : Rend hommage à l'excellente façon et à l'élégance avec laquelle le président a conduit l'assemblée et les débats, p. 1702 (28 juin 1956).

Stubbe, sénateur des arrondissements Courtrai et Ypres.

Doc. — N° 179. — Amendement au texte présenté par la commission : Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement.

Ann. — Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Discussion des articles. — Article 4 : Intervient, p. 988 (22 mars 1956).

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la propriété et la location — la répercussion financière de la politique du logement — la limitation de l'octroi des primes — l'aspect quantitatif et qualitatif du problème du logement — la lutte contre les taudis et la création d'un fonds d'assistance temporaire — les comités régionaux de logement — l'équipement des habitations — les notions « habitation sociale », « personnes économiquement faibles » et « logement populaire » — l'ingérence de la société nationale dans les sociétés locales — la vente d'habitations moyennant un système d'emphythéose — les mesures d'exécution de la loi, pp. 1083 à 1086 (3 mai 1956). — Discussion des articles du projet. — Articles 2, 11. 14 : Intervient, pp. 1100, 1106, 1110. — Article 16 : Intervient : son amendement est rejeté, pp. 1112. — Article 17 : Intervient, son amendement est rejeté, pp. 1112, 1113 (15 mai 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussion : Fait des observations, pp. 1375 à 1376 (13 juin 1956).

T

Troclet, sénateur de l'arrondissement Liège, ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale.

Ann. — Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 88 à 94 (7 décembre 1955). — Discours : Concernant le problème de l'assurance maladie-invalidité — la gestion des mutualités — leur situation à la fin de 1954 et les causes de leur déficit — l'aspect financier de l'assurance maladie-invalidité sur le plan budgétaire — la situation existant avant 1954 et l'opposition à l'instauration de l'assurance obligatoire — les arrêtés précédents — l'étatisation en matière d'assurance maladie-invalidité — la solidarité entre les mutualités libérales et socialistes — la paperasserie et les nouveaux formulaires — les consultations faites par le gouvernement lors de la réforme — la situation financière — les avances de trésorerie et les quote-parts attribuées aux mutualités — l'assainissement de l'assurance maladie-invalidité et les dettes envers les pharmaciens — la remise de fonds à l'association pharmaceutique belge et à l'O.P.H.A.C.O. — la répartition de la somme remise indûment aux mutualités — le plan de financement de l'assurance-vieillesse et les garanties de l'Etat — le problème budgétaire — l'augmentation des ressources et le dégrèvement du F.N.A.M.I., pp. 105 à 112 (8 décembre 1955) — rappelle brièvement son précédent discours — définit la position du gouvernement avant septembre 1955 — explique les raisons qui ont amené le gouvernement à prendre l'arrêté du 22 septembre 1955 — la reprise des pourparlers avec les délégués du corps médical — traite des

Troclet *(suite)*.

réformes apportées dans le régime assurance maladie-invalidité en ce qui concerne le système de discrimination — le point de vue financier — la fusion des offices régionaux — la création de la caisse de l'invalidité — l'hospitalisation — les avantages accordés — le problème du contrôle et la formule adoptée par le gouvernement — les abus — le tiers payant — évoque la notion de responsabilité des organismes assureurs — parle de la solidarité comme base de la sécurité sociale, pp. 116 à 120 — fait des observations, pp. 131, 132, 134, 145 — rend hommage au rapporteur et le remercie — répond aux questions posées, pp. 143 à 144 (13 décembre 1955). — Discussion des articles du tableau. — Articles 21, 28 : Intervient, pp. 145 à 148, 149 (13 décembre 1955). — Vote : Fait des observations, p. 176 (15 décembre 1955). — Proposition de M. Struye : Intervient, pp. 178, 179 (15 décembre 1955).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juillet 1953 concernant les fonds de sécurité d'existence. — Discussion générale. — Discours : Fait l'historique de la gestion des fonds de sécurité d'existence et parle de l'élaboration du nouveau projet, p. 471 (2 février 1956).

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés coordonnées le 9 mars — Discussion générale : Répond à M. Léon Servais, p. 472 (2 février 1956).

Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945, concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion générale. — Discours : Examine les amendements déposés par M. Léon Servais traite de l'accord du 29 juillet 1955 et du travail de la commission paritaire — répond aux orateurs précédents, pp. 474 à 475 (2 février 1956). — Discussion des articles en seconde lecture. — Articles 4 et 5 : Intervient, pp. 661, 663, 664 (16 février 1956). — S'associe au nom du gouvernement à l'hommage rendu par M. le président aux victimes de la catastrophe minière de Quaregnon, p. 578 (9 février 1956).

Projet de loi confirmant certains arrêtés ministériels pris en exécution de l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire. — Dépôt du rapport : Fait des observations, p. 1175 (23 mai 1956). — Discussion générale. — Discours : Parle de l'interprétation du problème — de l'article 3 du projet et des amendements déposés à la Chambre — explique l'origine, le but et la portée du projet — parle de la consultation de la commission paritaire et de la soumission des arrêtés incriminés au Conseil d'Etat — de la concordance dans l'interprétation des arrêtés en dicussion — de la séparation des pouvoirs, et de la loi sur les vacances annuelles et de celle sur les allocations familiales qui existaient indépendamment de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relative à la sécurité sociale, pp. 1185 à 1187 — rappelle qu'à la Chambre le projet a été renvoyé en commission et voté en séance publique à très large majorité — demande à la commission de la Justice de se saisir immédiatement de la question et de reprendre ensuite la discussion en séance publique, p. 1188 — se déclare d'accord avec le renvoi en commission et laisse le délai nécessaire à l'examen des dossiers, p. 1189 — appuie la demande de M. Smets, p. 1189 (24 mai 1956). — Fait des observations, pp. 1381 à 1383. — Discours : répond aux arguments de M. R. Houben—parle de la procédure d'urgence et de la consultation du Conseil d'Etat — des effets rétroactifs des décisions des commissions paritaires — de la proposition de loi de M. Rolin — de l'article 3 du projet, pp. 1383 à 1385 (13 juin 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 2 : Intervient, p. 1236 (31 mai 1956).

Chambres législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Fait des observations, p. 1276 — annonce qu'il s'est mis d'accord avec M. Struye et les quatre interpellateurs pour fixer à mardi à 14 heures les interpellations inscrites à l'ordre du jour, p. 1283 (6 juin 1956). — Fait des observations relatives à l'ordre dans lequel les projets seront discutés, p. 1523 (21 juin 1956).

Troclet *(suite).*

Interpellation de MM. Léon Servais et Duvieusart « sur : 1° le gâchis que le gouvernement a créé en matière d'assurance maladie-invalidité en bouleversant ce secteur par l'arrêté royal du 22 septembre 1955 qui contient une réforme aussi fâcheuse que mal préparée et qui jusqu'à ce jour n'a pu être mise en application; 2° les déficits de l'assurance maladie et de la caisse de l'invalidité, et l'accumulation des passifs, malgré l'augmentation des cotisations obtenue il y a un an et malgré les promesses faites à ce moment par le gouvernement; 3° la communication tardive des budgets des établissements publics relevant du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale et l'absence parmi ces budgets de celui du F.N.A.M.I. »

Interpellation de MM. Custers et R. Houben « sur : 1° la question de savoir quand, comment, par qui et sur quelle base légale seront remboursées les sommes qui ont été prélevées en 1955 sur les réserves de la Caisse nationale des vacances annuelles et sur celles de la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie pour alimenter l'assurance maladie-invalidité, à savoir : 194 millions le 17 mars 1955 sur les réserves du premier de ces organismes, 100 millions le 19 avril 1955 et 500 millions le 24 octobre 1955 sur les réserves du second; 2° la question de savoir quand, comment, par qui et sur quelle base légale les intérêts sont payés; 3° la situation irrégulière dans laquelle on se trouve à cet égard, tant par suite de la méconnaissance des prérogatives du Parlement et des règles relatives aux finances publiques, que par suite du fait qu'en effectuant les opérations en cause, on a ignoré les directions des institutions intéressées ». — Discussions jointes : Fait des observations, pp. 1326 à 1328. — Discours : Analyse le caractère des interpellations — répond à des observations de M. Léon Servais — détaille le libellé des interpellations et les reproches adressés au gouvernement — traite de la non-application de la réforme — du déficit dans l'assurance maladie-invalidité — des mesures de réforme envisagées — répond à l'interpellation de M. Custers — parle des prêts de 194, 100 et 500 millions — du paiement des intérêts et du remboursement — de l'autonomie des parastataux, pp. 1336 à 1341 (12 juin 1956) — fait des observations, pp. 1365, 1366 — répond aux observations et reproches des orateurs précédents — s'en réfère à la situation de 1953 et avant — parle de la garantie de l'Etat — affirme que les opérations discutées rentrent régulièrement dans le mécanisme du droit public, pp. 1370 à 1372 — fait des observations, pp. 1373 à 1374 — reproche à M. Houben de déformer la pensée de son adversaire, p. 1374 — fait des observations, p. 1375 (13 juin 1956).

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs, coordonnées le 9 mars 1951. — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, pp. 1505 à 1507 (21 juin 1956).

Motion d'ordre de Mme Ciselet : Fait des observations, p. 1508 (21 juin 1956).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. — Discussion générale. — Discours : Concernant la portée du projet et les nécessités auxquelles il répond — présente les données du projet — parle de l'accord du 21 février 1956 — du rejet par le Conseil d'Etat de l'attribution de compétence à une commission médico-mutualiste — de l'article 6 du projet de loi — de la lettre officielle adressée au premier ministre par le ministre du Travail le 14 juin et transmise au comité de coordination et du communiqué de ce comité — compare le texte du projet actuel au texte initial — formule quatre conclusions, pp. 1537 à 1540 — fait des observations, pp. 1543 à 1546, 1547 à 1549 — parle de l'avis du Conseil d'Etat, pp. 1550. 1551 — répond à M. Houben, p. 1551 (26 juin 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, p. 1621 (26 juin 1956).

U

Uselding, sénateur provincial de Luxembourg.

Doc. — N° 77. — Proposition de loi modifiant les lois du 24 décembre 1948 et du 18 juillet 1955 concernant les finances provinciales et communales.

N° 149. — Amendement : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956.

N° 336. — Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

Uselding *(suite).*

Ann. — Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant le cas des mères de familles veuves de frontaliers exclues du bénéfice des allocations familiales pour orphelins, p. 98 (7 décembre 1955).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Souhaite le développement de la politique du logement et l'amélioration de la distribution d'eau, pp. 298, 299 (10 janvier 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les questions forestières — les agents des Eaux et Forêts — les agronomes de l'Etat — la culture de tabac — pp. 833 à 834 (8 mars 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant les problèmes de la reconstruction des habitations et des églises — les travaux communaux — les routes — les rivières et barrages — les lieux de vacances — les services régionaux de protection contre l'incendie, p. 959 (22 mars 1956).

Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussion des articles du tableau. — Article 527 : Intervient et retire son amendement, p. 985 (22 mars 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant les petites communes rurales qui ont subi l'effet de la loi du 18 juillet 1955 — rappelle quelques rétroactes au sujet de sa proposition de loi, p. 1671 — concernant son amendement — les petites communes qui possèdent un patrimoine forestier — l'article 10 du projet — la loi du 24 décembre 1948, p. 1672 (28 juin 1956). — Discussion des articles. — Article 10 : Fait des observations — retire son amendement, p. 1695 (28 juin 1956).

V

Van Acker, premier ministre.

Ann. — Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les commandes de lainages passées à l'étranger — la situation difficile des industries textiles — l'intervention de l'Etat dans la mise au travail des chômeurs par les communes et le contrôle effectué par les services régionaux — les holdings — la lutte contre le chômage — la réadaptation professionnelle des chômeurs — la reconversion de l'industrie du matériel roulant — les examens de régularisation des agents temporaires de l'Etat — les nominations politiques et l'application de l'article 18 — l'emplacement — la construction et l'achèvement de la cité administrative — la situation des élèves des écoles industrielles du soir, pp. 57 à 59 — concernant la réadaptation professionnelle — les travaux communaux et la diminution de l'emploi des chômeurs, pp. 59 à 60 — concernant l'arrêté royal relatif à la mise au travail des chômeurs — la création de nouveaux centres de formation professionnelle — la nature des travaux communaux à exécuter, p. 60 (29 novembre 1955).

Chambres Législatives. — Sénat. — Décès : S'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage rendu à M. Bossaert — sénateur et ministre des classes moyennes, décédé, p. 487 (2 février 1956).

Motion d'ordre de M. Vandermeulen.—Discours : Exprime les condoléances du gouvernement aux familles des victimes — déclare que toutes les mesures de sécurité et d'hygiène ont été prises en collaboration avec les autorités locales — rend hommage au mouvement de solidarité qui s'est manifesté à cette occasion — déclare que le gouvernement délibérera sur la question dès le lendemain, p. 1220 (31 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 1 : Fait des observations — s'oppose au renvoi en commission, pp. 1223 à 1225 — intervient, pp. 1227 à 1231. — Article 2 : Intervient — demande que le Sénat termine la discussion le mardi suivant, quelle que soit l'heure, pp. 1234. 1236 (31 mai 1956). — Article 15 : Intervient, pp. 1289, 1290 (7 juin 1956). — Vote : Fait des observations, p. 1311 (7 juin 1956).

Van Acker *(suite)*.

Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Fait des observations — propose d'entendre les deux interpellations le lendemain, après la seconde lecture du projet sur la pension des travailleurs indépendants, de manière à voter sur l'ensemble du projet et sur les ordres du jour déposés en conclusion des interpellations, pp. 1273 à 1276 — fait des observations, p. 1285 (6 juin 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux Ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussion : Fait des observations, pp. 1371, 1372 — cite des chiffres depuis 1945 et parle du déficit réel dans l'assurance maladie-invalidité — des abus — des améliorations à effectuer — du projet de loi relatif à la pension des indépendants — du chômage des femmes — des difficultés dans le secteur assurance maladie-invalidité, pp. 1375 à 1377 (13 juin 1956).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. — Discussion générale. — Discours : Confirme que le projet de loi respecte l'accord conclu en février 1956 — se déclare d'accord sur les quatre conclusions du Ministre du Travail, p. 1540 (26 juin 1956).

Vanaudenhove, sénateur coopté, ministre des Travaux Publics et de la Reconstruction.

Ann. — Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Fait des observations, pp. 920 à 923, 925, 926, 931, 932 à 935 (21 mars 1956). — Discours : Concernant l'importance du budget extraordinaire et du budget du Fonds des routes pour 1956 — la nécessité d'achever les grands travaux entrepris afin d'assurer la rentabilité des capitaux investis — le report des crédits engagés — la création d'un comité ministériel — des investissements — des voies d'eaux — le bouchon de Lanaye — les autoroutes Bruxelles-Ostende, Anvers-frontière allemande, Bruxelles-Namur, Bruxelles-Liège, la route Anvers-Bruxelles, la route Peruwelz-Elouges — l'hôpital universitaire de Gand — l'aménagement du Mont des Arts — la cinquième darse du port d'Anvers — le retard de notre pays quant à l'équipement de notre infrastructure ainsi que dans le domaine des bâtiments publics et des écoles — les questions posées par les orateurs — le canal Nimy-Blaton-Péronnes — le canal Charleroi-Bruxelles — l'autoroute vers la frontière française — le principe de la productivité — le canal Charleroi-Clabecq — l'hôpital universitaire — les bâtiments scolaires — le centre administratif — les routes de l'Etat — le port d'Anvers — les routes dans le Limbourg — les travaux en vue de l'exposition de 1958 — le ring de Termonde — le problème de la Dendre — le passage à niveau à Breendonk — la circulaire concernant la répartition des crédits pour les communes — la route de Merxem — la route Anvers-Turnhout et le fort de Wijnegem — la route Lierre-Aarschot — le rétrécissement de la nouvelle artère de Jette qui conduira à l'exposition — le Mont des Arts — le tunnel à Anvers et la suppression du péage — les problèmes de la province de Luxembourg — les trois nouveaux ponts sur le canal maritime à Bruxelles — l'inflation des prix — les adjudications — la main-d'œuvre — la destruction des arbres — la simplification de la marche des dossiers des travaux publics — le recrutement de techniciens — l'école de Maffles — le Plan Delta — la Durme — la prime de séparation pour les ouvriers du bâtiment — le plan quinquennal pour la liquidation des dossiers de la reconstruction — le système de l'examen groupé — l'octroi d'une priorité aux agriculteurs ayant subi des dégâts par suite des gelées — le service de documentation et d'assistance sociale — la réparation des dégâts causés par la catastrophe de Tessenderlo — les problèmes du Westhoek, pp. 971 à 980 — concernant le problème du bouchon de Lanaye lié à celui de l'écluse de Terneuzen et du canal du Moerdijk — l'autoroute Anvers-Ruhr — la revision de la loi sur les dommages de guerre, pp. 980 à 981 (22 mars 1956). — Discussion des articles. — Article 4 : Intervient, p. 988 (22 mars 1956).

Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussion des articles du tableau. — Articles 499, 527 : Intervient, pp. 981, 982 à 984 (22 mars 1956).

Vanaudenhove *(suite)*.

Projet de loi établissant le statut des autoroutes. — Discussion générale. — Discours : Parle de deux errata dans le texte du projet — des amendements de MM. De Baeck et Nihoul — du paragraphe 2 de l'article 7 — répond aux questions de M. De Baeck, p. 1400 (14 juin 1956).

Chambre législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Fait des observations relatives à la discussion et au dépôt de projets de loi, p. 1541 (21 juin 1956).

Projet de loi modifiant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1956, en vue de la réalisation d'un programme d'investissements urgents et d'intérêt national au port d'Anvers. — Discussion générale. — Discours : Concernant le port d'Anvers en tant que problème national — la concurrence des grands ports étrangers — le plan décennal pour l'extension du port d'Anvers — l'amendement de M. Duvieusart et le dépôt d'un projet de loi mettant au gabarit de 1.350 tonnes toutes les voies d'eau importantes du pays, pp. 1590 à 1592 — fait des observations, pp. 1613 à 1615 — répond aux orateurs — parle des travaux à effectuer pendant les prochaines années — de la question du gabarit de 1.350 tonnes des canaux — des canaux du Hainaut — du projet de loi qu'il déposera prochainement — de l'amendement de M. Duvieusart, pp. 1617 à 1618 (26 juin 1956).

Motion d'ordre de M. Duvieusart : Déclare qu'il vient de déposer le projet de loi concernant les canaux hennuyers sur le bureau de la Chambre des Représentants, p. 1699 (28 juin 1956).

Van Belle, sénateur coopté.

Ann. — Projet de loi modifiant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1956 en vue de la réalisation d'un programme d'investissements urgents et d'intérêt national au port d'Anvers. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1615 (26 juin 1956).

Van Buggenhout, sénateur provincial de Flandre Occidentale, Questeur du Sénat.

Ann. — Est réélu questeur du Sénat, p. 4 (8 novembre 1955).

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la diminution du nombre de chômeurs employés par les communes et la réadaptation professionnelle — l'intervention des communes dans les charges sociales et le coût du matériel lors de la mise au travail des chômeurs — la politique d'emploi des chômeurs, pp. 59 et 60 (29 novembre 1955).

Projet de loi relatif aux wateringues. — Discussion générale. — Discours : Dissipe l'équivoque entre polders et wateringues et décrit la mission de chacun — parle du barrage du Delta et des dangers d'inondation — déclare le projet sur les polders plus important et demande de hâter le travail en commission consultative des travaux publics, pp. 540 à 541 (8 février 1956).

Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'intervention du Gouvernement général du Congo en faveur de la base de Kitona, pp. 714, 715 (22 février 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes : Fait des observations concernant le groupement des différents budgets, p. 958 (22 mars 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1060 (26 avril 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 1 : Fait des observations, p. 1225 (31 mai 1956).

Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour la prévention contre la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, des annexes, de l'acte final et des résolutions, signés à Londres le 12 mai 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant les dispositifs dont les navires et ports devraient être munis en vue de prévenir la pollution eaux de mer — les stations d'épuration — l'importance de la convention pour la Belgique — estime que la convention ne pourra entrer en vigueur tant que la commission nationale n'a pas déposé son rapport et qu'il n'y aura pas de loi, p. 1358 (13 juin 1956).

Van Buggenhout *(suite).*

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion générale. — Discours : Regrette la suppression de l'ONOVA — parle de la gestion de l'œuvre — des abus — du patrimoine — fait des observations, pp. 1394 à 1395 (14 juin 1956), pp. 1582 à 1587 (26 juin 1956).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes : Discours : Concernant son voyage au Congo — le plan décennal — la situation économique en général — le transport des voies navigables — le bouchon Matadi-Léopoldville — la question des prix — l'immigration — l'adaptation du Congo à l'économie internationale — l'enseignement au Congo — la base de Kamina, pp. 1448 à 1450 (19 juin 1956) — fait des observations, p. 1485 (20 juin 1956).

Van Bulck, sénateur de l'arrondissement Anvers.

Doc. — N° 65. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 119. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 272. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 292. — Amendement au texte de la commission : Projet de loi modifiant la loi communale et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

Ann. — Budget du Ministère des Classes Moyennes pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant le montant global de ce budget et le crédit prévu pour la formation professionnelle et l'apprentissage — la répartition des crédits — les arriérés figurant au budget de 1956, p. 21 — fait des observations, p. 23 (16 novembre 1955). — Vote : Justifie son vote, pp. 71, 72 (6 décembre 1955).

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la batellerie et les chantiers de construction pour la navigation intérieure — la nécessité d'accroître le tonnage de la batellerie et l'aide financière à accorder par l'Etat pour les constructions nouvelles — le pont de Boom et le canal de la Nèthe, pp. 191 et 192 (15 décembre 1955).

Projet de loi créant l'Institut national de l'éducation physique et des sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale. — Discours : Prie le ministre de prendre la situation des petits clubs de football en considération, p. 240 (22 décembre 1955). — Discussion des articles. — Article 11 : Intervient, p. 445 (26 janvier 1956).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant le délai de recouvrement en matière de taxes communales — l'emploi des langues en matière administrative — le traitement des secrétaires communaux — l'usage du téléphone — le supplément de traitement du personnel de l'enseignement primaire, pp. 401 à 402 (24 janvier 1956).

Van Bulck *(suite).*

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant le réseau routier dans la région du Rupel — le reclassement des routes — les routes Rumst-Terhagen-Boom et Anvers-Hemixem-Schelle-Niel-Boom — l'autostrade Anvers-Boom-Bruxelles, pp. 937 à 938 (21 mars 1956).

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant l'obtention d'une habitation de la petite propriété terrienne par les employés — la construction privée et les cités jardins — les familles nombreuses, pp. 1089 à 1090 (3 mai 1956).

Projet de loi relatif au Fonds spécial d'assistance. — Discussion générale. — Discours : Concernant la gestion du Fonds commun — la loi du 24 décembre 1948 — la situation financière du Fonds — le mode de nomination des commissaires — l'état d'indigence — le placement des indigents et des enfants, pp. 1466 à 1467 (20 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi communale et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Demande des renseignements techniques au sujet de l'application des barèmes — parle de ses amendements — du traitement des commissaires de police, p. 1518 (21 juin 1956). — Discussion des articles. — Article 6 : Son amendement est adopté, p. 1527 (21 juin 1956).

Van den Storme, sénateur provincial de Flandre Orientale.

Doc. — N° 149. — Amendement : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956.

Ann. — Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'Office national de la Jonction Nord-Midi et sa liquidation — le manque de contrôle sur l'Office — la convention à conclure avec la S.N.C.B. — le coût croissant des frais généraux — les retards dans l'exécution des travaux confiés à l'Office, pp. 156 à 157 (14 décembre 1955) — fait des observations, pp. 181 à 191 (15 décembre 1955).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant le principe de la rentabilité — le port d'Anvers et la cinquième darse — le canal Nimy-Blaton — le canal circulaire de Gand — le canal Bruxelles-Charleroi — le bouchon de Lanaye — l'écluse de Genk — la Durme — les routes de l'Etat — les études confiées à des bureaux privés — l'autoroute Bruxelles-Ostende — le boulevard circulaire à Bruxelles — les péages pour le tunnel d'Anvers — l'hôpital universitaire à Gand — le fonds Vanderpoorten — l'urbanisme et la loi Brunfaut — la répartition des subventions aux provinces — le Fonds des routes — les dossiers des dommages de guerre, pp. 919 à 924 (21 mars 1956) — fait des observations, p. 975 (22 mars 1956).

Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussion des articles du tableau. — Article 527 : Intervient — son amendement est rejeté, pp. 983, 984 (22 mars 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant les bases prises pour déterminer la quote-part à accorder à chaque province, p. 1685 (28 juin 1956).

Vander Bruggen, sénateur de l'arrondissement Audenarde-Alost.

Ann. — Chambres Législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : fait des observations, p. 113 (8 décembre 1955).

Vander Bruggen *(suite).*

Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Concernant la carence existant dans le système de pension des mineurs — la nouvelle réglementation des pensions pour réquisitionnés et réfractaires—la récupération des indemnités de chômage — la mise au travail des chômeurs par les communes, pp. 120 à 121 (13 décembre 1955).

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Discussions générales jointes. — Fait des observations, pp. 1067 à 1069 (2 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale. — Discours : Concernant le principe d'une large liberté du mode de constitution d'une pension — les cotisations — la pension des femmes et la rente de survie des veuves à 60 ans — l'octroi de la pension sans enquête sur les revenus à tous ceux qui ont versé l'entièreté des cotisations — l'état de besoin et l'octroi de compléments de rente et d'allocations — les veuves ayant charge d'enfant — l'indemnité d'adaptation pour les veuves — le système de répartition et celui de la capitalisation — les critiques émises contre le projet, pp. 1201 à 1202 (29 mai 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, pp. 1230 à 1231 (31 mai 1956). — Article 4 : Intervient, pp. 1255 à 1257 (5 juin 1956). — Article 15 : Intervient, pp. 1291 à 1295 (6 juin 1956). — Article 2 : Intervient, pp. 1305 à 1308 (7 juin 1956).

Vandermeulen, sénateur de l'arrondissement Verviers.

Doc. — N° 139. — Rapport : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956.

N° 293. — Rapport : Proposition de loi tendant à reviser la loi du 11 mars 1950 sur la protection des eaux contre la pollution.

Ann. — Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Demande des subsides pour combattre la pollution des eaux — parle de l'épuration des eaux de la Vesdre — souhaite la création d'instituts neutres pour les enfants anormaux, pp. 295, 296 (10 janvier 1956).

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et interpellation de M. Duvieusart au ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la dernière section du budget — les subventions aux musées de province — les bibliothèques publiques — les revendications matérielles du personnel enseignant — les subventions à l'enseignement musical communal — le personnel enseignant des régions de l'Est, pp. 454 à 455 (31 janvier 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la nouvelle présentation du budget — le report des crédits, pp. 899 à 900 (21 mars 1956).

Motion d'ordre : Rend hommage à tous ceux qui ont prêté leur concours aux victimes des inondations dans la région verviétoise — insiste sur l'étendue des dégâts — demande au premier ministre de considérer le sinistre comme une catastrophe nationale, p. 1220 (31 mai 1956).

Projet de loi relatif à la restauration des dommages causés aux entreprises industrielles, commerciales et artisanales par les inondations de la fin mai 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant le remboursement des prêts — le dédommagement des familles modestes touchées par la catastrophe, pp. 1407 à 1408 (14 juin 1956).

Proposition de loi tendant à reviser la loi du 11 mars 1950 sur la protection des eaux contre la pollution. — Discussion générale. — Discours : Concernant la loi de cadre qui ne pourra sortir tous ses effets qu'au moment où tous les arrêtés d'exécution auront paru, p. 1666 (28 juin 1956).

Vandervelde (Mme) - V. Beeckman (Mme - Vve Vandervelde).

Van Gerven,

Ann. — Interpellation de M. De Boodt et du comte d'Aspremont Lynden à M. le ministre de la Défense Nationale. — Discussion. — Discours : Concernant l'organisation structurelle de l'armée — la question des divisions complètes — la réorganisation des divisions et leur adaptation aux méthodes modernes — l'évolution dans les différentes armes — la création d'une commission nationale, p. 76 (6 décembre 1955).

Interpellation de M. Struye au ministre des Affaires Etrangères. — Discussion : Retire une expression employée à l'égard de M. Spaak, p. 347 (17 janvier 1956).

Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Parle du surmenage, des congés et des traitements insuffisants des gendarmes, pp. 657, 658 (16 février 1956).

Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, p. 709 (22 février 1956).

Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Parle de l'industrie textile et principalement de l'industrie du tissage de la laine dans le pays de Waes, p. 738 (29 février 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant l'ensablement de la Durme — l'état déplorable dans lequel se trouvent certaines routes du Pays de Waas — le problème des pistes cyclables le long des routes Anvers-Beveren et Belsele-Lokeren — la route Anvers-Gand et la prolongation de l'avenue du Parc à St-Nicolas jusqu'au pont de Tamise, p. 967 (22 mars 1956).

Van Hemelrijck, sénateur de l'arrondissement Bruxelles.

Doc. — N° 18. — Amendements : Projet de loi sur le registre du commerce.

N° 20. — Amendement : Projet de loi sur le registre du commerce.

N° 28. — Proposition de loi relative à l'épuration civique.

N° 112. — Amendement : Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956.

N° 237. — Amendement au texte présenté par la commission : Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants.

Ann. — Projet et proposition de loi portant modification du titre premier du livre premier du code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, p. 33 (17 novembre 1955).

Projet et proposition de loi sur le registre du commerce. — Discussion des articles. — Article 36 : Intervient — son amendement est rejeté, p. 50. — Article 37 : Intervient — son amendement est rejeté, p. 52. — Article 39 : Son amendement est rejeté, p. 53 (29 novembre 1955).

Projet de loi relatif aux wateringues. — Discussion générale. — Discours : Concernant la confusion entre « adhérité » et « propriétaire », p. 543 (8 février 1956).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la protection de l'enfance — la loi sur la défense sociale — la sûreté de l'Etat — la situation de la police judiciaire — le reclassement des prisons — la répression et l'épuration, pp. 588 à 589 (9 février 1956). — Se déclare déçu par les solutions données au problème de l'épuration et de la répression (15 février 1956). — Discussion des articles du tableau. — Article 3, section II : Intervient — son amendement est rejeté, p. 637 (15 février 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion des articles réservés. — Article 21 : Intervient, p. 1161 (17 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 4 : Intervient — son amendement est rejeté, pp. 1258 1259 (5 juin 1956).

Van Hemelrijck *(suite)*.

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Runada-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la question flamande au Congo — le plan général de développement de l'enseignement officiel au Congo, ses conséquences, la promotion des indigènes — émet quelques considération au sujet de l'Urundi et parle des pétitions, pp. 1488 à 1492 (20 juin 1956).

Van Houtte, sénateur coopté.

Doc. — N° 141. — Amendements : Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, en matière d'imposition des revenus professionnels des époux.

N° 178. — Proposition de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, en ce qui concerne le minimum exonéré et les réductions pour charges de famille à la taxe professionnelle.

N° 286. — Amendement : Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956.

N° 287. — Amendement : Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956.

N° 333. — Rapport : Projet de loi relatif aux fonds communs de placement et modifiant le code des droits de timbre et le code des taxes assimilées au timbre.

Ann. — Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, p. 59 (29 novembre 1955).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Examine l'exécution du budget de 1955 — remarque que peu d'économies ont été réalisées — critique le procédé des fonds autonomes. les emprunts et l'augmentation de la circulation fiduciaire — approuve le contrôle des parastataux et reproche au budget de 1956 d'être le plus élevé qui ait jamais été déposé — d'être en déséquilibre et de dévoiler l'absence d'une politique économique et financière, pp. 214 à 218 (20 décembre 1955).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, p. 647 (15 février 1956).

Motion d'ordre de M. Rolin : Fait des observations, p. 801 (6 mars 1956).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, en matière d'imposition des revenus professionnels des époux. — Discussion générale. — Discours : Concernant la portée de la loi — son caractère économique et technique et ses conséquences — émet ses objections au système préconisé — parle de l'aspect familial du projet — des amendements y apportés — de la discrimination entre salariés — du travail supplémentaire des fonctionnaires des finances — des charges fiscales, pp. 846 à 849 (8 mars 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, p. 859. — Article 2*bis* : Intervient — son amendement tendant à l'insertion d'un article 2*bis* nouveau est rejeté, p. 860. — Article 3 : Intervient, p. 861 (8 mars 1956).

Budget de la Dette Publique pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, p. 993 (22 mars 1956).

Van Houtte *(suite)*.

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale : Fait des observations p. 1212 (30 mai 1956). — Discussion des articles. — Article 15 : Intervient, pp. 1289 à 1290 (6 juin 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussion : Fait des observations, p. 1337 (12 juin 1956), p. 1375 (13 juin 1956).

Motion d'ordre. — Demande qu'il plaise au Sénat de solliciter du ministre de la Santé Publique et de la Famille, la communication de deux testaments léguant des immeubles à l'ONOVA, p. 1240 (14 juin 1956).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes : Discours : Concernant l'aspect financier de la politique du ministre — le budget ordinaire — les prévisions budgétaires pour 1956 — le budget extraordinaire — les dépenses extraordinaires non prévues au plan décennal — le Fonds du Roi — ses amendements — le plan décennal — l'évolution de la dette publique du Congo — les emprunts du Congo, pp. 1443 à 1446 (19 juin 1956) — fait des observations, p. 1483 (20 juin 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion des articles. — Article 9 : Intervient, p. 1585 (26 juin 1956).

Van Impe, sénateur de l'arrondissement Gand-Eeklo.

Doc. N° 191. — Rapport : Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants.

N° 321. — Rapport : Projet de loi sur le registre du commerce.

N° 322. — Rapport : Projet de loi portant modification du titre premier, du livre premier, du code de commerce (loi du 15 décembre 1872), de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes et de l'article 12 de la loi du 25 mars 1876 contenant le titre premier du livre préliminaire du code de procédure civile.

Ann. — Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant le chômage — la création d'entreprises industrielles nouvelles — la suppression de la disposition fiscale entravant la liberté des holdings — le renouvellement de l'outillage industriel — l'aide à l'industrie nationale — la lutte contre la concurrence étrangère — la mise au travail des chômeurs par les communes, pp. 54 à 55 (29 novembre 1955).

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la représentation du syndicat libéral des services publics au conseil paritaire — les travaux au canal de Terneuzen — la police des routes, pp. 158 et 159 (14 décembre 1955).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Attire l'attention du ministre sur la limitation des fermages et la revision cadastrale, p. 224 (20 décembre 1955).

Van Impe *(suite)*.

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et interpellation de M. Duvieusart au ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant les enfants débiles physiques — les répétiteurs pour enfants arriérés — la restauration de l'église Saint-Nicolas à Gand, p. 510 (2 février 1956).

Projet de loi relatif aux wateringues. — Discussion générale. — Discours : Traite du fonctionnement et de l'opposition des wateringues — expose la nécessité d'une intervention officielle et efficace — signale des situations locales, p. 542 (8 février 1956).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant les recours fiscaux — l'enregistrement de pièces — l'équité pour le contribuable et pour le fisc, pp. 653, 654 (15 février 1956).

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956 (crédits commerce extérieur). — Discussion générale. — Discours : Parle de la situation dans l'industrie textile, p. 681 (16 février 1956). — (Crédits affaires étrangères). — Discussion générale. — Discours : Concernant le plan Delta et ses dangers, p. 890 (20 mars 1956).

Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la police judiciaire près l'auditorat militaire — les droits des Flamands devant les tribunaux, pp. 697 à 698 (21 février 1956).

Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Parle de l'industrie des filatures de lin — de l'ère nucléaire — compare la situation de l'industrie belge aux réalisations de l'industrie américaine et suggère des mesures d'ordre fiscal, pp. 731 à 732 (28 février 1956).

Projet de loi modifiant les articles 142 et 143 du code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en ce qui concerne les jugements et arrêts portant condamnation au paiement d'une pension alimentaire. — Discussion générale. — Discours : Parle du droit d'enregistrement, p. 793 (6 mars 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion des articles. — Article 48 : Intervient, pp. 1143, 1144 (16 mai 1956). — Discussion des articles réservés. — Article 10 : Intervient, p. 1151 (17 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'assurance ou l'affectation d'un immeuble — l'assurance légale — la caisse générale d'épargne et de retraite — l'hypothèque en premier rang — l'entretien des parents par les enfants aisés, pp. 1204 à 1205 (29 mai 1956). — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, p. 1216 (30 mai 1956) — pp. 1224 à 1225. — Article 2 : pp. 1240 à 1244 (31 mai 1956).— Articles 3, 9 : Intervient, pp. 1251 à 1254, 1269 (5 juin 1956). — Articles 12, 15 : Intervient, pp. 1280 à 1282, 1290, 1293 (6 juin 1956). — Porte à la connaissance de l'assemblée que la commission a été unanime à déclarer que certains textes devaient être remplacés par ceux primitivement adoptés par elle, p. 1304 (7 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi communale et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant la position de secrétaire communal et l'appréciation de ses émoluments, pp. 1518 à 1519 (21 juin 1956).

Projet de loi modifiant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1956, en vue de la réalisation d'un programme d'investissements urgents et d'intérêt national au port d'Anvers. — Discussion générale. — Discours : Concernant le port d'Anvers et ses concurrents étrangers — le port de Gand — le dragage de l'Escaut — l'amendement de ses collègues visant à effectuer des travaux aux canaux — le sort de la ville de Gand — les dangers qui menacent les ports belges — le plan Delta — le canal et l'écluse de Terneuzen, pp. 1612 à 1613 (26 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des reviseurs d'entreprises. — Discussion générale. — Discours : Concernant le maintien du droit d'appel — les décisions de la commission d'agréation et le droit de l'intéressé d'être entendu — la présence de l'intéressé pour la procédure d'appel, p. 1663 (28 juin 1956).

Van Impe *(suite)*.

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant la répartition du Fonds des provinces et les critères qui en sont à la base, p. 1685 (28 juin 1956).

Van In, sénateur des arrondissements Malines et Turnhout.

Doc. N° 196. — Amendements au texte présenté par la commission : Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants.

Ann. — Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et interpellation de M. Duvieusart au ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant le barème des inspecteurs cantonaux et principaux — le statut pécuniaire — le traitement — les frais de déplacement et de bureau des inspecteurs — les travaux de la commission de revision — les questions concernant l'enseignement technique — l'orthographe, pp. 461 à 463 (31 janvier 1956) — concernant la question de l'édition — la taxe de transmission sur le livre, p. 535 (7 février 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 7 — son amendement est rejeté, p. 1267 (5 juin 1956). — Article 12 : Intervient — son amendement est rejeté, p. 1285 (6 juin 1956).

Van Laeys, sénateur des arrondissements Termonde et Saint-Nicolas.

Doc. N° 312. — Rapport : Projet de loi modifiant temporairement le code des droits d'enregistrement en vue de favoriser l'apport par des sociétés d'une ou plusieurs branches de leur activité à d'autres sociétés.

Ann. — Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'aide aux industries en Flandre et surtout à l'industrie textile, p. 57 (29 novembre 1955).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Demande que des primes à la construction ne soient pas accordées à des personnes fortunées — parle de l'initiative privée, pp. 337 à 338 — fait des observations, p. 339 (12 janvier 1956).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Parle du paiement des impôts par les travailleurs indépendants — d'une mentalité regrettable dans l'administration des contributions directes et indirectes — de la circulation de pièces de monnaie se ressemblant, pp. 649, 650 (15 février 1956).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus en matière d'imposition des revenus professionnels des époux. — Discussion générale. — Discours : Parle de l'injustice financière et familiale provoquée par le projet, pp. 856 à 857 (8 mars 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 1056, 1057 (26 avril 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 1 : Demande le renvoi aux commissions réunies des classes moyennes et de la justice, p. 1224 (31 mai 1956). — Article 2 : Intervient, pp. 1305 à 1308 (7 juin 1956).

van Loenhout, sénateur provincial d'Anvers.

Doc. N° 32. — Rapport : Projet de loi complétant la loi du 24 novembre 1953 tendant à favoriser l'absorption ou la fusion de sociétés.

N° 311. — Rapport : Projet de loi relatif à la suppression des fractions de franc dans la comptabilité publique.

Ann. —Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, en matière d'imposition des revenus professionnels des époux. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'illégalité fiscale provoquée par la loi — le travail de la femme — les répercussions de la loi sur les classes moyennes, p. 856 (8 mars 1956).

Van Oudenhove, sénateur des arrondissements Audenarde et Alost.

Doc. N° 198. — Amendements au texte présenté par la commission : Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 15 : Intervient — ses amendements sont rejetés, pp. 1289, 1290, 1295 à 1297 (6 juin 1956).

Van Petegem, sénateur des arrondissements Termonde et Saint-Nicolas.

Ann. — Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Signale les carences des autorités en ce qui concerne l'épuration des eaux de la Durme, la Zuidlede, la Stekensevaart et la Moervaart, p. 299 (10 janvier 1956).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956. — Budgets des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la route d'Etat Lille-Tilburg — le tunnel sous l'Escaut et la suppression du péage — le plan Delta et le danger d'inondation — l'ensablement des Polders — la Durme, p. 935 (21 mars 1956).

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux. — Discussion générale. — Discours : Concernant les exploitations agricoles et horticoles en Flandre — la transformation des taillis en terre fertile, pp. 1057 à 1058 (26 avril 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation en Flandre Orientale, p. 1688 (28 juin 1956).

Van Remoortel, sénateur de l'arrondissement Bruxelles.

Doc. N° 93. — Amendement : Projet de loi créant l'Institut national de l'éducation physique et des sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives.

Ann. — Projet et proposition de loi sur le registre du commerce. — Discussion des articles. — Article 36 : Fait des observations, p. 50 (29 novembre 1955).

Projet de loi créant l'Institut national de l'éducation physique et des sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion des articles. — Article 11 : Intervient — son amendement est adopté, p. 445 (26 janvier 1956).

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et interpellation de M. Duvieusart au ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Discours : Remercie le ministre et traite de la musique et du théâtre — des contrôles institués, pp. 535 à 536 (7 février 1956). — Discussion des articles du tableau. — Articles 22-26 : Son amendement est adopté, p. 580. — Vote : Justifie le vote de son groupe, p. 586 (9 février 1956).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956. — Discussion générale : Fait des observations, p. 628 (15 février 1956).

Proposition de loi interdisant les photographies et prises de vue dans les salles d'audiences. — Discussion générale. — Discours : Parle du droit à l'information — souhaite, au nom de son groupe, que la proposition soit repoussée, p. 643 (15 février 1956).

Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 696 — répond au baron Nothomb concernant l'éducation des soldats, pp. 698 à 699 (21 février 1956).

Van Remoortel *(suite)*.

Projet de loi modifiant les articles 142 et 143 du code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en ce qui concerne les jugements et arrêts portant condamnation au paiement d'une pension alimentaire. — Discussion générale. — Discours : Demande de légiférer pour les créanciers de pensions alimentaires dans la colonie — parle de l'amélioration de la loi pénale, pp. 792, 793 (6 mars 1956).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. Discussion générale. — Discours : Concernant la chasse dans la forêt de Soignes, p. 828 (7 mars 1956).

Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1123 (16 mai 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Article 3 : Intervient, p. 1251 à 1254 (5 juin 1956).

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins, veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945. — Discussion des articles. — Article 9 : Fait des observations, p. 1420 (14 juin 1956).

Proposition de loi instituant une commission nationale chargée de rechercher les modifications qui pourraient être apportées à la nature, au volume et à la durée des prestations exigibles de la nation dans le cadre de ses engagements internationaux et de la défense collective de l'Occident. — Discussion générale. — Discours S'étonne que l'orateur envisage d'ajourner la discussion alors que la proposition a été rejetée par la commission, p. 1660 (28 juin 1956).

Président - Relations extérieures. — Motion d'ordre de M. Struye : rectifie son vote sur les ordres du jour, p. 1679 (28 juin 1956).

Chambres législatives - Séant. — Ajournement : s'associe à l'hommage rendu au Président par M. Struye, p. 1702 (28 juin 1956).

van Zeeland, sénateur coopté.

Ann. — Présente la démission de son mandat de sénateur, p. 448 (31 janvier 1956).

Vergeylen, sénateur de l'arrondissement Gand-Eeklo.

Doc. — N° 30. — Rapport : Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956.

Ann. — Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la perception d'une taxe d'embarquement sur les voyageurs à Melsbroek, pp. 161 et 162 (14 décembre 1955).

Chambres Législatives - Sénat. — Validation des pouvoirs Donne lecture du rapport concernant M. Detaevernier, p. 248 (22 décembre 1955).

Verhaest, sénateur de l'arrondissement Gand-Eeklo.

Doc. — N° 73. — Amendements : Projet de loi créant l'institut national de l'éducation physique et des sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives.

N° 94. — Amendements : Projet de loi créant l'institut national de l'éducation physique et des sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives.

N° 179. — Amendements au texte présenté par la commission : Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement.

Verhaest *(suite).*

Ann. — Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : concernant la chômage dans la région gantoise — la situation catastrophique dans l'industrie textile, les mesures à prendre pour résoudre le problème textile, p. 133 (13 décembre 1955).

Projet de loi créant l'institut de l'éducation physique et des sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale. — Discours : Estime que le projet bride l'initiative privée — donne des pouvoirs illimités à l'institut — empiète sur le domaine de l'enseignement libre — propose que le conseil supérieur d'éducation physique présente également des candidats et demande le renvoi du projet en commission, p. 227 à 231(21 décembre 1955). Précise un point de son intervention de la veille, p. 251 (22 décembre 1955). — Discussion des articles. — Article 1 : Demande le vote par division — intervient — ses amendements au 2° et au 3° de l'article sont rejetés, pp. 433 à 437. — Article 2 : Intervient — son amendement est retiré, pp. 439, 440 — Article 3 : Intervient — son amendement est rejeté, p. 441. — Article 7 : Intervient — son amendement est rejeté. — Article 9 : Intervient, pp. 443, 444 (26 janvier 1956).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Critique la réduction des subsides aux institutions libres pour enfants débiles — insiste pour la lutte contre les taudis et fait des suggestions à cet égard — traite du problème des aides familiales, pp. 312 à 314 — fait des observations, pp. 330, 331 (12 janvier 1956).

Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956. — Discussion des articles du tableau. — Article 499 : Intervient — son amendement est rejeté, pp. 981, 982 (22 mars 1956).

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant les réformes envisagées par le présent projet — les modifications apportées au projet — la notion « habitation sociale »— la tendance étatique qui est à la base du projet — les nominations —le sort fait à l'industrie privé, pp. 1070 à 1072 (2 mai 1956). — Fait des observations, p 1080 (3 mai 1956). — Discussion des articles du projet : Article 1 : Intervient, p. 1099 — Article 2 : Intervient — son amendement est rejeté, pp. 1100, 1101 — Articles 8, 14 : Intervient pp. 1105, 1109 (15 mai 1956). — Article 26 : Intervient — retire son amendement, p. 1120 (16 mai 1956).

Projet de loi relatif au Fonds spécial d'assistance. — Discussion générale. — Discours : Concernant la politique de centralisation et d'étatisation progressive du ministre — la tendance du projet discuté — le Fonds spécial d'assistance — le transfert de la compétence des administrations provinciales au pouvoir central — le droit de décision du ministre — l'unification de la jurisprudence — la discrimination entre les indigents — le prix de la journée d'entretien — le plan comptable, pp. 1464 à 1466—fait des observations, p. 1469 (20 juin 1956). — Discussion des articles. — Article 5 : Son amendement est rejeté, p. 1503. — Article 6 : Ses amendements sont rejetés, p. 1503. — Article 7 : Son amendement est rejeté, p. 1503. — Article 10 : Son amendement est rejeté, p. 1504 (21 juin 1956).

Projet de loi modifiant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1956 en vue de la réalisation d'un programme d'investissements urgents et d'intérêt national au port d'Anvers. — Discussion générale. — Discours : concernant le rôle du port d'Anvers. — le port de Gand — le canal et l'écluse de Terneuzen, pp. 1611 à 1612 (26 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. —

Verhaest *(suite).*

Discussion générale : Fait des observations, p. 1671 (28 juin 1956).

Vermeylen, sénateur de l'arrondissement Bruxelles, Ministre de l'Intérieur.

Ann. — Revision de la Constitution. — Communication du Gouvernement. — Discours : Dépose sur le Bureau le texte néerlandais de la Constitution accompagné d'une note explicative de la commission qui l'a élaboré — dit avoir demandé au Président de la Chambre de convoquer la commission de revision de la constitution — adresse le même requête au Président du Sénat, exprime l'espoir de pouvoir doter le pays d'un texte néerlandais authentique, p. 364 (18 janvier 1956).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1956.— Discussion générale. — Fait des observations, p. 366 (18 janvier 1956). — Discours : répond aux questions posées par les divers orateurs et s'étend sur le problème des finances communales, pp. 402 à 410 (24 janvier 1956).

Projet de loi majorant à partir de 1956 le Fonds communal d'assistance publique, le Fonds des communes et le Fonds des provinces. — Discussion générale — Discours : concernant la majoration du Fonds des communes et l'augmentation de l'assiette fiscale des communes — les communes non viables — répond aux divers orateurs, pp. 428 à 430 (25 janvier 1956).

Projet de loi modifiant les lois relatives aux taxes de séjour des étrangers, coordonnées le 12 octobre 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'exonération de taxe à tous les ressortissants italiens — la réciprocité entre la Belgique et les autres pays — le privilège accordé aux ouvriers italiens — le libre échange de personnes dans les pays de la C.E.C.A. — demande de voter le projet tel qu'il est présenté, p. 1312 (7 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi communale et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant les principes du projet — le statut général le reclassement — les amendements du gouvernement — répond aux questions posées, répond à M. Delmotte, pp. 1519 et 1520 — répond à M. Noël, pp. 1524 à 1525 (21 juin 1956).

Chambres Législatives - Sénat. — Ordre des travaux : Fait des observations relatives à l'ordre dans lequel les projets seront discutés, p. 1523 (21 juin 1956).

Motion d'ordre de M. Ancot : Fait des réserves quant à l'interprétation du texte du projet de loi concernant la sécurité sociale des travailleurs, p. 1530 (21 juin 1956).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, pp. 1580 à 1582 (26 juin 1956).

Projet de loi portant modification des limites des communes d'Anderlecht et de Saint-Gilles. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1667 (28 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1668 à 1671. — Discours : déclare que la proposition de loi de M. Uselding n'a pas été soumise à la commission de l'intérieur et que la faute en incombe au ministre de l'intérieur, p. 1672 — fait des observations, p. 1685 Discours : Concernant les traitements supplémentaires des instituteurs — le fonctionnement de la loi actuelle et les modifications proposées par le projet discuté — l'avis du conseil d'administration du Fonds des provinces et du Fonds des communes — l'avis de la sous-commission—les conséquences de l'application de la loi de 1948 et les critères de répartition — les chiffres des tableaux — le quote-part des provinces — les quatre grandes villes — l'intervention de l'Etat — l'alimentation des Fonds — la situation actuelle et les intentions du ministre — répond aux orateurs, pp. 1689 à 1692 (28 juin 1956). — Discussion des articles. — Articles 2, 10, 19 : intervient, pp. 1693, 1695, 1697 (28 juin 1956).

Vermeylen *(suite)*.

Projet de loi relatif au régime fiscal du tabac. — Discussion générale. — Discours : Répond à M. Molter, p. 1697 (28 juin 1956).

Vinois, sénateur de l'arrondissement Tournai-Ath.

Ann. — Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant le désarroi qui règne dans le secteur textile — les commandes de lainages passées à l'étranger, p. 57 (29 novembre 1955).

Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation des tisseurs de laine cardée, pp. 728 à 729 (28 février 1956).

Vreven, sénateur des arrondissements Hasselt et Tongres-Maaseik.

Doc. — N° 56. — Rapport : Budget des voies et moyens pour l'exercice 1956.

N° 122. — Rapport : Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956.

Ann. — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Rectifie quelques erreurs matérielles qui se sont glissées dans le rapport, p. 770 (1 mars 1956). Concernant l'évolution du budget —l'aide à l'agriculture et l'horticulture — l'index — la production — les petites exploitations — la situation en 1955 et les prévisions pour 1956 — la culture des fruits — le droit d'importation sur les produits phyto-pharmaceutiques — les questions forestières — la propriété terrienne, pp. 831 à 833 (8 mars 1956).

W

Warnant, sénateur provincial de Brabant.

Doc. — N° 11. — Amendement : Projet de loi sur le registre du commerce.

N° 194. — Amendements au texte présenté par la commission : Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants.

N° 214. — Sous-amendement à son amendement : Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants.

N° 253. — Rapport : Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956.

N° 254. — Rapport : Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956.

N° 255. — Rapport : Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956.

N° 256. — Rapport : Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouvert pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954, et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953.

N° 257. — Rapport : Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954.

Ann. — Budget du Ministère des Classes Moyennes pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 16 (16 novembre 1955).

Warnant *(suite)*.

Projet et proposition de loi sur le registre du commerce. Discussion des articles. — Article 37 : S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Van Hemelryck et Custers, p. 52. — Article 50 : Intervient — retire son amendement, p. 50 (29 novembre 1955).

Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Félicite le rapporteur — donne un aperçu de l'évolution économique — parle de la haute conjoncture — des projets intéressant les classes moyennes — de la production et de la distribution de l'électricité — de l'intervention des pouvoirs publics — craint un ralentissement économique général — traite de l'évolution des prix — de l'arrêté du Régent du 22 janvier 1945 — de la réglementation des prix — de l'arrêté royal n° 62 de 1935 — des charges à supporter par les divers secteurs industriels des charbonnages — des difficultés dans les secteurs textile et rayonne — de l'industrie du matériel roulant — du port d'Anvers — de la rationalisation — du rééquipement industriel — de la loi Liebaert du 1er juillet 1954 — des prévisions économiques pour 1956 — de la recherche scientifique, p. 720 à 723 (28 février 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale. — Discours : Concernant les imperfections de la loi de 1954 — la complexité du problème — les tendances contradictoires au sein des classes moyennes — la cotisation de solidarité — le plafond des ressources immunisées— le fait qu'il ne sera plus tenu compte du montant des ressources des enfants — la situation améliorée des veuves — le choix des formules — la souscription de la pension légale à la seule Caisse générale d'épargne et de retraite—la mise en garantie d'une maison comme possibilité de constitution du fonds de pension — le système de la répartition — la pension nationale égalitaire généralisée, pp. 1176 à 1177 — fait des observations, p. 1180 (23 mai 1956). — Discussions des articles. — Articles 1, 2 : Intervient, pp. 1229 et 1244 (31 mai 1956), p. 1248 — un de ses amendements est adopté, l'autre est rejeté, p. 1249. — Article 7 : Les alinéas 1, 2 et 4 de son amendement sont rejetés — l'alinéa 3 est retiré — le sous-amendement à son amendement est rejeté, pp. 1266 à 1267 (5 juin 1956). — Article 12 : Son amendement est déclaré irrecevable, p. 1286 (6 juin 1956).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes : Discours : Parle du stade nouveau dans l'évolution du Congo — de la situation administrative — de la décentralisation et de la réorganisation de certains services — de la force publique — de la situation économique et sociale dans la colonie — du problème de l'habitat — de la communauté belgo-congolaise — de la création d'une commission mixte — de la création d'une carte de citoyenneté belgo-congolaise, pp. 1440 à 1443 (19 juin 1956).

Wiard, sénateur de l'arrondissement Bruxelles.

Doc. N° 31. — Rapport : Projet de loi modifiant le code des taxes assimilées au timbre.

N° 57. — Rapport : Budget des Dotations pour l'exercice 1956.

Wiard *(suite)*.

N° 64. — Rapport : Proposition de loi sur la représentation élective des classes moyennes industrielles, artisanales et commerciales.

N° 206. — Rapport : Projet de loi portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse nationale de crédit professionnel.

N° 309. — Rapport : Proposition de loi relative à l'article 12 de la loi du 27 juillet 1953 modifiant le code des taxes assimilées au timbre.

N° 317. — Rapport : Projet de loi relatif à l'incorporation du froment indigène et à l'activité des meuneries industrielles, des négociants en froments indigènes et des utilisateurs de farine de froment.

Ann. — Budget du Ministère des Classes Moyennes pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : concernant la représentation élective et une politique des classes moyennes, p. 16 (16 novembre 1955).

Projet de loi modifiant le code des taxes assimilées au timbre. — Discussion générale. — Discours . Répond à M. Pholien qu'il importe de confirmer des arrêtés, p. 265 (22 décembre 1955).

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956 et interpellation de M. Duvieusart au ministre de l'Instruction Publique. — Discussions générales jointes. — Discours : Parle de la cinémathèque de Belgique et compare la situation à celle des pays scandinaves, pp. 534 à 535 (7 février 1956).

Budget des Pensions pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Parle du bénéfice de la loi du 1er mars 1954 accordé aux quelques professeurs réunissant les conditions requises, p. 656 (15 février 1956).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. — Discussion générale. — Discours : Concernant le bénéfice des avantages gratuits — le pouvoir du Roi de modifier les autres critères — la disposition qui fait l'objet de l'article 47 des lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré — la désignation des représentants directs au sein du conseil d'administration du Fonds de solidarité et de garantie et du conseil supérieur des pensions pour travailleurs indépendants — le droit d'appel — l'affectation d'un immeuble à la constitution du fonds de pension et l'hypothèque en premier rang, p. 1202 (29 mai 1956) — fait des observations, p. 1211 (30 mai 1956).— Discussion des articles.— Article 15 : Intervient, pp. 1291 (6 juin 1956).

Chambres législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Fait des observations, p. 1209 (30 mai 1956).

Projet de loi relatif à l'incorporation du froment indigène et à l'activité des meuneries industrielles, des négociants en froments indigènes et des utilisateurs de farine de froment. — Discussion générale. — Discours : Concernant les articles 3 et 5 du projet. p. 1645 — fait des observations, p. 1647 (27 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des reviseurs d'entreprises. — Discussion générale. — Discours : Concernant les diplômes décernés par des écoles supérieures aujourd'hui disparues — l'admission des étrangers comme stagiaires et la clause de réciprocité, p. 1663 (28 juin 1956).

Wyn, sénateur de l'arrondissement Anvers.

Doc. N° 83. — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 28 juillet 1953 concernant les fonds de sécurité d'existence.

N° 233. — Rapport : Projet de loi prorogeant la durée des mandats des membres des conseils de prud'hommes.

Ann. — Projet de loi modifiant la loi du 28 juillet 1953 concernant les fonds de sécurité d'existence. — Discussion générale. — Discours : Demande au ministre d'établir un régime définitif, p. 470 (2 février 1956).

Wijn *(suite)*.

Chambres législatives. — Sénat. — Validation des pouvoirs : Donne lecture du rapport concernant M. Hougardy, p. 518 (7 février 1956).

Projet de loi prorogeant la durée des mandats des membres des conseils de prud'hommes. — Discussion générale. — Explique la portée du projet, p. 1507 (21 juin 1956).

Y

Yernaux, sénateur des arrondissements Charleroi et Thuin.

Doc. N° 47. — Rapport : Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1956.

N° 76. — Rapport : Projet de loi modifiant les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949.

N° 331. — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

Ann. — Interpellation de M. De Boodt et du comte d'Aspremont Lynden à M. le ministre de la Défense Nationale. — Discussion — fait des observations, p. 82 (6 décembre 1955).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1956. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'augmentation du budget — l'assainissement des finances provinciales et communales — les grandes agglomérations — la simplification administrative — les fournitures classiques — l'enquête préalable à l'emprunt — la tenue des registres — les impôts communaux — la procédure des adjudications — les intérimaires — la pension aux bourgmestres et échevins — la revision cadastrale — la progressivité de l'impôt foncier — la péréquation des revenus cadastraux, pp. 387 à 389 (19 janvier 1956).

Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion des articles en seconde lecture. — Articles 4 et 5 : Fait des observations, p. 661 (16 février 1956).

Projet de loi mettant un crédit spécial à la disposition du gouvernement aux fins d'aider les agriculteurs et horticulteurs qui ont subi des pertes exceptionnelles à la suite des gelées. — Discussion des articles. — Article 1 : Intervient, p. 998 (22 mars 1956).

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954. — Discussions générales jointes. — Fait des observations, pp. 1066, 1067 (2 mai 1956) — pp. 1078 à 1080 (3 mai 1956).

Proposition de loi complétant la législation relative aux impôts sur les revenus. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1124 (16 mai 1956).

Interpellations de MM. Léon Servais et Duvieusart et de MM. Custers et R. Houben aux ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances. — Discussion : Fait des observations, p. 1328 (12 juin 1956) — p. 1374 (13 juin 1956).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo

Yernaux *(suite).*

Belge pour l'exercice 1956. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954. — Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville. — Pétition de membres du conseil supérieur de l'Urundi. — Discussions générales jointes : Fait des observations, p. 1452. — Discours : Concernant l'émancipation des Congolais — la quasi-absence d'écoles pour filles — la création d'écoles de monitrices — l'enseignement laïc et congréganiste — l'enseignement au Ruanda-Urundi — les dépenses excessives pour la construction d'écoles — la création d'écoles en brousse — l'athénée d'Usumbura, pp. 1457 à 1459 (19 juin 1956) — fait des observations, pp. 1472, 1481 (20 juin 1956).

Projet de loi relatif au Fonds spécial d'assistance. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1468 (20 juin 1956).

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs, coordonnées le 9 mars 1951. — Discussion des articles. — Article 1 : Fait des observations, p. 1506 (21 juin 1956).

Yernaux *(suite).*

Projet de loi prorogeant la durée des mandats des membres des conseils de prud'hommes. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1508 (21 juin 1956).

Chambres législatives. — Sénat. — Ordre des travaux : Fait des observations relatives à la discussion et au dépôt de projets de loi, p. 1541 (21 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'équilibre des finances communales — la répartition du Fonds des communes — la voirie — le projet tendant à la constitution d'un fonds spécial destiné à couvrir les dépenses prévues à l'article 18 — le projet discuté — la répartition à l'égard des provinces, pp. 1686 à 1687 (28 juin 1956).

Z

Zurstrassen (Baron), sénateur de l'arrondissement Verviers, questeur du Sénat.

Doc. N° 264. — Rapport : Proposition de loi instituant une commission nationale chargée de rechercher les modifications qui pourraient être apportées à la nature, au volume et à la durée des prestations exigibles de la Nation dans le cadre de ses engagements internationaux et de la défense collective de l'Occident.

Ann. — Est réélu questeur du Sénat, p. 4 (8 novembre 1955).

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DES ORATEURS ET AUTEURS.

12303. — E. Guyot, s. a., Bruxelles.